101e ANNÉE
VOL. 101

3747-2

N° 44
5987

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 1er novembre 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, November 1, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures beliow notces:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Allan Electric (Québec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Julius Briskin, 134, chemin Finchley, Hampstead, Irving Narvey, 770, Drummond, Laval, tous deux avocats, et Charlotte Loiselle, secrétaire, célibataire, 12180, Lachapelle, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'électriciens, sous le nom de « Allan Electric (Québec) Ltd. », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4244-69

André Radio Stéréo limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1969, constituant en corporation: Claude Boisvert, 1500, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires électriques, électroniques et de toutes les pièces et matériaux en usage pour fins de radio et télévision, sous le nom de « André Radio Stéréo limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Letters Patent

Allan Electric (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, 134 Finchley Road, Hampstead, Irving Narvey, 770 Drummond, Laval, both advocates, and Charlotte Loiselle, secretary, spinster, 12180 Lachapelle, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Allan Electric (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31458-o 4244-69

André Radio Stéréo limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Boisvert, 1500 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both advocates, and Denyse Marcoux, secretary, spinster of the full age of majority, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in electric, electronic accessories and any part and material used for radio and television purposes, under the name of "André Radio Stéréo limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 440, boulevard Curé Poirier est, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3971-69

Apollo Office & Stationery Supplies Inc.
Fournitures de Bureau et Papeterie Apollon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Harold Dizgun, 1000, Pratt, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de papeterie, fournitures de bureau et de tous accessoires, sous le nom de « Apollo Office & Stationery Supplies Inc.— Fournitures de Bureau et Papeterie Apollon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4166-69

Aquarius Creative Boutique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1969, constituant en corporation: Ronald Maurice Pope, 8566, George, LaSalle, James Thomas G. Corcoran, 4287, Juneau, Pierrefonds, et Robert James Lemm, 200 Elgar, Verdun, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de réalisateurs-publicitaires, écrivains et traducteurs en matière de publicité, directeurs de productions pour la radio, la télévision et la méthode audio-visuelle; dessinateurs commerciaux, travailleurs artistiques, sous le nom de « Aquarius Creative Boutique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2153, Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3969-69

Association Chasse & Pêche Armstrong inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Genest, hôtelier, Raymond Paquet, journalier, et Marcel Genest, commis, tous trois de Saint-Théophile, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Association Chasse & Pêche Armstrong inc. ».

The head office of the company is at 440 Curé Poirier Boulevard East, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3971-69

Apollo Office & Stationery Supplies Inc.
Fournitures de Bureau et Papeterie Apollon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Harold Dizgun, 1000 Pratt, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To deal in stationery, office supplies, and all accessories, under the name of "Apollo Office & Stationery Supplies Inc.— Fournitures de Bureau et Papeterie Apollon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4166-69

Aquarius Creative Boutique Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald Maurice Pope, 8566 George, LaSalle, James Thomas G. Corcoran, 4287 Juneau, Pierrefonds, and Robert James Lemm, 200 Elgar, Verdun, all three executives, for the following purposes:

To carry on business generally as creative advertising producers, advertising writers and translators, radio producers television producers, audio-visual producers, commercial artists, art workers, under the name of "Aquarius Creative Boutique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2153 Crescent, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3969-69

Association Chasse & Pêche Armstrong inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul-Émile Genest, hotel-keeper, Raymond Paquet, labourer, and Marcel Genest, clerk, all three of Saint-Théophile, county of Beauce, for the following purposes:

To organize and operate a sports club, under the name of "Association Chasse & Pêche Armstrong inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Théophile, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4270-69

L'Association des Marchands d'automobiles Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Sigouin, 620, Lindsay, Drummondville, J.-Bernard Théberge, 778, Champlain, Saint-Jean, et Claude Guertin, 100, Concorde, Saint-Hyacinthe, tous trois concessionnaires, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, sauvegarder et développer de toutes manières les intérêts commerciaux, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des Marchands d'automobiles Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 100, rue Concorde, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4123-69

Atlas Électro Mécanique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Wilbrod Soucy, commerçant, Louisa Soucy, infirmière, épouse dudit Wilbrod Soucy, tous deux de 404, Desrochers, et Louis-Marie Dionne, comptable, 301, 11e avenue, tous trois de La Pocatière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de dactylographes, machines à additionner, machines comptables, caisses enregistreuses, appareils de reproduction sonore et de communication, et des articles et ameublements de bureau en général, sous le nom de « Atlas Électro Mécanique ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3425-69

Ben-A-Ke Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Lawrence Atkinson Bennett, employé de la Bell Telephone, Mavis Joyce Trotman, ménagère, épouse dudit Lawrence

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Théophile, county of Beauce, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4270-69

L'Association des Marchands d'automobiles Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Sigouin, 620 Lindsay, Drummondville, J.-Bernard Théberge, 778 Champlain, Saint-Jean, and Claude Guertin, 100 Concorde, Saint-Hyacinthe, all three dealers, for the following purposes:

To study, promote, safeguard and develop in any way the commercial, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des Marchands d'automobiles Richelieu inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at 100 Concorde Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4123-69

Atlas Électro Mécanique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilbrod Soucy, trader, Louisa Soucy, nurse, wife of the said Wilbrod Soucy, both of 404 Desrochers, and Louis-Marie Dionne, accountant, 301, 11th Ave., all three of La Pocatière, for the following purposes:

To deal in typewriters, adding machines, accounting machines, cash registers, apparatus for the reproduction of sound and communication, office equipment and furnishings in general, under the name of "Atlas Électro Mécanique ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3425-69

Ben-A-Ke Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Atkinson Bennett, Bell Telephone Employee, Mavis Joyce Trotman, housewife, wife of the said Lawrence Atkinson Bennett,

Atkinson Bennett, tous deux de la rue Vaudry, et William Warren Lynch, avocat, 33, Parc, tous trois de Lennoxville, pour les objets suivants:

Faire la production et le commerce d'appareils, d'équipement et d'accessoires pour sauna, sous le nom de « Ben-A-Ke Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à rue Vaudry, Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3905-69

Eugène Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1969, constituant en corporation: Eugène Bergeron, administrateur, Murielle Bergeron, secrétaire, épouse dudit Eugène Bergeron, et Normand Bergeron, commis, tous trois de Les Éboulements, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épicier-boucher, sous le nom de « Eugène Bergeron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Les Éboulements, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3781-69

Bifor Métal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Suzanne Hamel, ménagère, épouse de Gaston Giroux, 1637, Champigny est, L'Ancienne-Lorette, Yolande Jobidon, secrétaire, fille majeure, 425, Learmonth, Québec, et Jean Morin, avocat, 1190, Colbert, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce et toutes les autres opérations concernant les métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Bifor Métal ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 700 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 793, rue Saint-Jérôme, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4318-69

Eugène Binette Cie ltée
Eugène Binette Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: Eugène Binette, marchand, Suzanne Bruneau, secrétaire, épouse dudit Eugène Binette, tous deux de 206, Harland Road,

both of Vaudry Street, and William Warren Lynch, advocate, 33 Park, all three of Lennoxville, for the following purposes:

To manufacture and deal in sauna machines, equipment and accessories, under the name of « Ben-A-Ke Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Vaudry Street, Lennoxville, judicial district of Saint-François.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3905-69

Eugène Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Bergeron, administrator, Murielle Bergeron, secretary, wife of the said Eugène Bergeron, and Normand Bergeron, clerk, all three of Les Éboulements, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Eugène Bergeron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Les Éboulements, judicial district of Saguenay.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3781-69

Bifor Métal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzanne Hamel, housewife, wife of Gaston Giroux, 1637 Champigny east, L'Ancienne-Lorette, Yolande Jobidon, secretary, spinster of the full age of majority, 425 Learmonth, Québec, and Jean Morin, advocate, 1190 Colbert, St. Foy, for the following purposes:

To deal in and carry out all other operations concerning all kinds of metals, their products and by-products, under the name of "Bifor Métal ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 700 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 793 Saint-Jérôme St. Matane, judicial district of Rimouski.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4318-69

Eugène Binette Cie ltée
Eugène Binette Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Binette, trader, Suzanne Bruneau, secretary, wife of said Eugène Binette, both of 206 Harland Road, Hampstead, and

Hampstead, et Roger Hogue, gérant, 21, De Rome, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Eugène Binette Cie ltée — Eugène Binette Co. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 2807-69

Boucherie La Ronde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Ovila Fortier, 80, Somerville, Montréal, Roger Fortier, 3515, Mille-Iles, et Jean Fortier, 3113, Mille-Iles, ces deux derniers de Laval, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épicier-boucher, sous le nom de « Boucherie La Ronde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4016-69

André Boulé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 6709, Viau, Jocelyne Forest, épouse de Serge Forest, 8597, Sherbrooke est, tous deux de Montréal, et Ninon Paquin, épouse de René Paquin, 1158, 66e avenue, Laval, ces deux dernières, secrétaires, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « André Boulé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,400 actions ordinaires de $10 chacune, 600 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4001, boulevard Métropolitain est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3695-69

Marc Bourret inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Marc Bourret, annonceur, 1528, Monseigneur Vel Venise, Magog, André Lefebvre, assistant, 161, Roussillon, et Jacqueline Daoust, secrétaire, épouse de Charles Thiffault, 2805, Tracy, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et enregistrer de la musique sur disques et en faire la distribution sous toutes ses formes en général, sous le nom de « Marc Bourret

Roger Hogue, manager, 21 DeRome, Laval, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Eugène Binette Cie ltée — Eugène Binette Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2807-69

Boucherie La Ronde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ovila Fortier, 80 Somerville, Montreal, Roger Fortier, 3515 Mille-Iles, and Jean Fortier, 3113 Mille-Iles, the latter two of Laval, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Boucherie La Ronde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4016-69

André Boulé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Morand, notary, 6709 Viau, Jocelyne Forest, wife of Serge Forest, 8597 Sherbrooke East, both of Montreal, and Ninon Paquin, wife of René Paquin, 1158, 66th Avenue, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To act as insurance brokers and agents, under the name of "André Boulé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,400 common shares of $10 each, 600 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4001 Metropolitan Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3695-69

Marc Bourret inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Bourret, announcer, 1528 Monseigneur Vel Venise, Magog, André Lefebvre, assistant, 161 Roussillon, and Jacqueline Daoust, secretary, wife of Charles Thiffault, 2805 Tracy, the latter two of Laval, for the following purposes:

To do music recordings and to generally do the distribution of recordings, under the name of "Marc Bourret inc.", with a total capital stock of

inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1528, Monseigneur Vel Venise, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3956-69

Boutique des Créations de l'Heure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: David M. Notkin, avocat et conseil en Loi de la reine, Leslie I. Notkin, avocat, tous deux de 3742, Le Boulevard, Westmount, et Ethel Wener, programmeur, 5763, chemin Côte St-Luc, app. 9, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes descriptions pour hommes, femmes et enfants, y compris les articles de mode, les fourrures, les bottes et souliers, sous le nom de « Boutique des Créations de l'Heure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4223-69

Boutique Pour-Toi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Hyman Linetsky, 4652, Carleton, Louis Linetsky, 4530, Côte des Neiges, tous deux marchands, et Louis J. Cohen, administrateur, 4710, Carleton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Pour-Toi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3393-69

Breger Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1969, constituant en corporation: Saul Breger, vendeur, Joyce Seltzer, épouse dudit Saul Breger, tous deux de 8554, Mayrand, Montréal et Nelson Seltzer, administrateur, 160, Netherwood, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de « Breger Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1528 Monseigneur Vel Venise, Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31458 3956-96

Boutique des Créations de l'Heure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David M. Notkin, advocate and Queen's Counsel, Leslie I. Notkin, advocate, both of 3742 The Boulevard, Westmount, and Ethel Wener, programmer, 5763 Côte St. Luc, Road, Apt. 9, Hampstead, for the following purposes:

To deal in men's women's and children's clothing of every description, including millinery, furs, boots and shoes, under the name of "Boutique des Créations de l'Heure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31458-o 4223-69

Boutique Pour-Toi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hyman Linetsky, 4652 Carleton, Louis Linetsky, 4530 Côte des Neiges, both merchants, and Louis J. Cohen, executive, 4710 Carleton, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Boutique Pour-Toi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31458-o 3393-69

Breger Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Breger, salesman, Joyce Seltzer, housewife, wife of the said Saul Breger, both of 8554 Mayrand, Montreal, and Nelson Seltzer, executive, 160 Netherwood, Hampstead, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of every nature and description, under the name of "Breger Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common

actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3775-69

C I R Combustion & Systems Ltd.
C I R Combustion et Systèmes ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Bernard Robert Benson, 652, Lansdowne, Westmount, Judah Lyon Wolofsky, 5714, Melling Côte Saint-Luc, et Reevin Pearl, 5745, chemin Côte Saint-Luc, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils, accessoires, dispositifs, inventions ou patentes à des fins de chauffage, en faire le commerce, sous le nom de « C I R Combustion & Systems Ltd.— C I R Combustion et Systèmes ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4736, rue Meloche, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4093-69

Canadan Furniture Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1969, constituant en corporation: Robert-P. Godin, notaire, 4222, Beaconsfield, Montréal, Suzanne Lemieux, épouse de Florent Fortier, 318, Rivermere, Saint-Lambert, et Thérèse Pinel, célibataire, 8073, Lefebvre, LaSalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Canadan Furniture Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'édifice Croydon, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 4143-69

Cardeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Paul Albert Russell Townsend, Arnold Beaumont Sharp, Luc-René Gervais, Henri Philip Lafleur, tous quatre avocats, de 800, carré Victoria, bureau 720, et Zena Monica Gillett, secrétaire, fille majeure, 5193, Clanranald, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3775-69

C I R Combustion & Systems Ltd.
C I R Combustion et Systèmes ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Robert Benson, 652 Lansdowne, Westmount, Judah Lyon Wolofsky, 5714 Melling, Côte Saint-Luc, and Reevin Pearl, 5745 Côte St. Luc Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in apparatus, appliances, devices, inventions or patents for heating purposes, under the name of "C I R Combustion & Systems Ltd.— C I R Combustion et Systèmes ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4736 Meloche Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4093-69

Canadan Furniture Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert-P. Godin, notary, 4222 Beaconsfield, Montreal, Suzanne Lemieux, wife of Florent Fortier, 318 Rivermere, Saint-Lambert, and Thérèse Pinel, spinster, 8073 Lefebvre, LaSalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Canadan Furniture Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 9,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Croydon Building, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4143-69

Cardeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Albert Russell Townsend, Arnold Beaumont Sharp, Luc-René Gervais, Henri Philip Lafleur, all four advocates, of 800 Victoria Square, Suite 720, and Zena Monica Gillett, secretary, fille majeure, 5193 Clanranald, all five of Montreal, for the following purposes:

Fournir des services consultatifs généraux dans le domaine de la gestion des ressources du milieu ambiant et de la récréation, sous le nom de « Cardeau Inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4157-69

To provide general consulting services in the field of environmental and recreational resource management, under the name of "Cardeau Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4157-69

Champlain Steel Fabricators Ltd.
Les Fabricants d'acier Champlain ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: Philippe Robert Kfoury, commerçant, rue Weygand, Beirout, Liban, Pierre Lalande, avocat, 1815, Mattawa, Laval, et Denise Valiquette, secrétaire, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Champlain Steel Fabricators Ltd.— Les Fabricants d'acier Champlain ltée » avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 455, Devon Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4165-69

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Robert Kfoury, trader, Weygand Street, Beirout, Liban, Pierre Lalande, advocate, 1815 Mattawa, Laval, and Denise Valiquette, secretary, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum, enamelled iron, tinplate, granite galvanized metal and tin merchandise and articles and other articles manufactured totally or partially in wood or metal, under the name of "Champlain Steel Fabricators Ltd.— Les Fabricants d'acier Champlain ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 455 Devon Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4165-69

Cie de Gestion Robert Rousseau inc.
Robert Rousseau Holding Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1969, constituant en corporation: Robert Rousseau, joueur de hockey, Huguette Lacroix, ménagère, épouse dudit Robert Rousseau, tous deux de 2020, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, et Guy Roy, comptable, 166, Ste-Catherine, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Cie de Gestion Robert Rousseau inc.— Robert Rousseau Holding Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Mont réal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4004-69

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Rousseau, hockey player, Huguette Lacroix, housewife, wife of said Robert Rousseau, both of 2020 Arvida Saint-Bruno-de-Montarville, and Guy Roy, accountant, 166 Ste-Catherine, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Cie de Gestion Robert Rousseau inc.— Robert Rousseau Holding Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4004-69

Ciné – Ro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Louis Roy, électricien, Claire Traverse, institutrice, épouse dudit Louis

Ciné – Ro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Roy, electrician, Claire Traverse, teacher, wife of the said Louis Roy, both of Port-

Roy, tous deux de Port-Daniel, et Gilles Gaul, étudiant, 854, Delage, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Ciné – Ro inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Daniel, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre associé des istitutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4139-69

Cipal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Jacques Ayotte, tailleur, 6970, Louis Hébert, app. 1, Rémi Beauséjour, 6320, Repentigny, tous deux de Montréal, et Léo Caplette, 1168, Cartier, Jacques-Cartier, ces deux derniers mécaniciens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Cipal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4171-69

Club de Chasse et Pêche Etchemin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Tremblay, industriel, 1156, Commerciale, Richard Slater, commis de bureau, 5, St-Claude, tous deux de Saint-Romuald-d'Etchemin, et Lionel Mitchell, gérant, 875, 21e rue, Charny, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Club de Chasse et Pêche Etchemin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4118-69

Club de Golf et Autos Neige Dorchester inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1969, constituant en corporation: Rémi Baillargeon, cultivateur, Denis Patoine, meunier, Benoit Patoine, professeur, Sauveur Perreault, entrepreneur, Léandre Bisson, épicier, Clotaire Drouin, entrepreneur, tous six de Saint-Édouard-de-Frampton, et Maurice Gagnon, entrepreneur-électricien, Sainte-Marguerite, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Daniel, and Gilles Gaul, student, 854 Delage, St. Foy, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, under the name of "Ciné – Ro inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Port-Daniel, judicial district of Bonaventure.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4139-69

Cipal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Ayotte, tailor, 6970 Louis Hébert, Apt. 1, Rémi Beauséjour, 6320 Repentigny, both of Montreal, and Léo Caplette, 1168 Cartier, Jacques-Cartier, the latter two mechanics, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Cipal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4171-69

Club de Chasse et Pêche Etchemin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Marc Tremblay, industrialist, 1156 Commerciale, Richard Slater, office clerk, 5 St-Claude, both of Saint-Romuald-d'Etchemin, and Lionel Mitchell, manager, 875, 21st St., Charny, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Club de Chasse et Pêche Etchemin inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4118-69

Club de Golf et Autos Neige Dorchester inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rémi Baillargeon, farmer, Denis Patoine, joiner, Benoit Patoine, professor, Sauveur Perreault, contractor, Léandre Bisson, grocer, Clotaire Drouin, contractor, all six of Saint-Édouard-de-Frampton, and Maurice Gagnon, electrical contractor, Sainte-Marguerite, county of Dorchester, for the following purposes:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Club de Golf et Autos Neige Dorchester inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Édouard-de-Frampton, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4129-69

To form and operate a sports club, under the name of "Club de Golf et Autos Neige Dorchester inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Édouard-de-Frampton, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4129-69

Le Club de Tir Tête des Pins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Réal Lamothe, commerçant, 140, 6e rue, Sainte-Marthe-du-Cap, Herney Robichaud, 500, rang des Chenaux, et Maurice Fortin, 419, St-Jean ouest, ces deux derniers journaliers, de Saint-Louis-de-France, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des centres de tir, sous le nom de « Le Club de Tir Tête des Pins inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, rang des Chenaux, Saint-Louis-de-France, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 2029-69

Le Club de Tir Tête des Pins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Lamothe, trader, 140, 6th Street, Sainte-Marthe-du-Cap, Herney Robichaud, 500 des Chenaux Range, and Maurice Fortin, 419 St-Jean West, the latter two labourers, of Saint-Louis-de-France, for the following purposes:

To operate one or several firing ranges, under the name of "Le Club de Tir Tête des Pins inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 500 des Chenaux Range, Saint-Louis-de-France, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2029-69

Club Optimiste de Delson, St-Constant, Ste-Catherine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Marcotte, entrepreneur, 120, Union, Roger Hébert, représentant, 150, Union, tous deux de Sainte-Catherine, Yves-J. Demers, avocat, 55, Station, Delson, et Gilles Doucet, administrateur, 277, St-Pierre, Saint-Constant, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt des membres par des activités sociales, sportives et culturelles, sous le nom de « Club Optimiste de Delson, St-Constant, Ste-Catherine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3706-69

Club Optimiste de Delson, St-Constant, Ste-Catherine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Denis Marcotte, contractor, 120 Union, Roger Hébert, representative, 150 Union, both of Sainte-Catherine, Yves-J. Demers, advocate, 55 Station, Delson, and Gilles Doucet, administrator, 277 Saint-Pierre, Saint-Constant, for the following purposes:

To promote the interest of its members by social, sports and cultural activities, under the name of "Club Optimiste de Delson, St-Constant, Ste-Catherine inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Constant, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3706-69

Club Touristique de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Michel Pothier, avocat, 2720, Pagé, Nicole Palardy, 2050, Turcot, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Pauline Bilodeau, 40, Guy, Sainte-Rosalie, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Club Touristique de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Pothier, advocate, 2720 Pagé, Nicole Palardy, 2050 Turcot, both of Saint-Hyacinthe, and Pauline Bilodeau, 40 Guy, Sainte-Rosalie, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Club Touristique de Montréal inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 2679-69

Courchesne & Perreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Courchesne & Perreault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 69, rue Monseigneur Lafortune, Saint-Paul, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4178-69

H. P. Coutlée & Fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Henri Coutlée, camionneur, Carmen Labrecque, ménagère, épouse dudit Henri Coutlée, tous deux de Sainte-Clothilde, Louis-Philippe Coutlée, sergent-détective, 31, Matte, et Patricia Basque, ménagère, fille majeure, ces deux derniers de Saint-Constant, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'autos-neige, comprenant l'achat et la vente de tels véhicules, de tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « H. P. Coutlée & Fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Clothilde, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4235-69

Fernand H. Cyr Assurances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Fernand-H. Cyr, courtier d'assurances, Marie-Marthe Leblanc, ménagère, épouse dudit Fernand-H. Cyr, et Gérard Leblanc, commis, tous trois de L'Étang-du-Nord, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Fernand H. Cyr Assurances

To operate in all their specialties ticket reservation agencies and tourist offices, under the name of "Club Touristique de Montréal inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2679-69

Courchesne & Perreault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé east, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Courchesne & Perreault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 69 Monseigneur St., Lafortune, Saint-Paul, judicial district of Joliette.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4178-69

H. P. Coutlée & Fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Coutlée, trucker, Carmen Labrecque, housewife, wife of said Henri Coutlée, both of Sainte-Clothilde, Louis-Philippe Coutlée, sergeant-detective, 31 Matte, and Patricia Basque, housewife, spinster of the full age of majority, the latter two of Saint-Constant, for the following purposes:

To deal in snowmobiles, including the purchase and sale of such vehicles, all their accessories and parts, under the name of "H. P. Coutlée & Fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Clothilde, judicial district of Beauharnois.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4235-69

Fernand H. Cyr Assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand-H. Cyr, insurance broker, Marie-Marthe Lelanc, housewife, wife of the said Fernand-H. Cyr, and Gérard Leblanc, clerk, all three of L'Étang-du-Nord, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Fernand H. Cyr

inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Étang-du-Nord, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3656-69

D.B.L.C. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1969, constituant en corporation: J. Paul Robert, avocat, Sharon A. Robb, ménagère, épouse dudit J. Paul Robert, tous deux de 1660, place d'Anjou, Saint-Bruno-de-Montarville, et Stanley L. Selinger, avocat, 6265, Mountain Sights, Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « D.B.L.C. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 235 est, boulevard Dorchester, bureau 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3886-69

Diffusion et Promotion d'Informations (D.P.I.) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Yvan Landry, 750, de la Colline, Sainte-Foy, Raymond Caron, 1834, Marie-Victorin, Saint-Nicolas, tous deux professeurs, et Jacques Blanchard, avocat, 1100, St-Jean, Québec, pour les objets suivants:

Produire, diffuser et promouvoir la diffusion de toutes façons des images photographiques et des projections de toutes sortes, sous le nom de « Diffusion et Promotion d'Informations (D.P.I.) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3683-69

Dimension Consultants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1969, constituant en corporation: David Katznelson, 5526, Ashdale, Côte Saint-Luc, Gordon Echenberg, 1545, McGregor, et Ralph Lipper, 1550, McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir experts-conseils en finance, commerce et administration, sous le nom de « Dimension Consultants Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Assurances inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at L'Étang-du-Nord, judicial district of Gaspé.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3656-69

D.B.L.C. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Paul Robert, advocate, Sharon A. Robb, housewife, wife of the said J. Paul Robert, both of 1660 Place D'Anjou, Saint-Bruno-de-Montarville, and Stanley L. Selinger, advocate, 6265 Mountain Sights, Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "D.B.L.C. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 235 Dorchester Boulevard East, Room 604, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3886-69

Diffusion et Promotion d'Informations (D.P.I.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Landry, 750 de la Colline, St. Foy, Raymond Caron, 1834 Marie-Victorin, Saint-Nicolas, both professors, and Jacques Blanchard, advocate, 1100 St. John St., Québec, for the following purposes:

To produce, broadcast and promote broadcasting, by all means, of photographic images and projections of all kinds, under the name of "Diffusion et Promotion d'Informations (D.P.I.) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3683-69

Dimension Consultants Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Katznelson, 5526 Ashdale, Côte Saint-Luc, Gordon Echenberg, 1545 McGregor, and Ralph Lipper, 1550 McGregor, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as financial, industrial and management consultants, under the name of "Dimension Consultants Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1245 ouest, rue Sherbrooke, bureau 1560, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3801-69

Duhamont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Odilon Hamel, homme d'affaires, Fernande Dubosq, ménagère, épouse dudit Odilon Hamel, tous deux de 4665, 2e avenue ouest, et Henri Fortin, notaire, 5120, 3e avenue est, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Duhamont inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4665, 2e avenue ouest, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3423-69

Egret Distributing (Québec) Limited
Les Distributeurs Egret (Québec) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Philippe Casgrain, 139, 4e avenue, Saint-Pierre, Pierre Dessaulles, 812, Upper Landsdowne, Ray Evans Lawson, 1351, Greene, tous deux de Westmount, Vincent-F. Lefebvre, 120, de Flandres, Préville, Jean Bazin, 218, Berlioz, Guy Allain, 5267, Byron, tous deux de Montréal, et John H. Dawson, 28, Stratford, Hampstead, tous les sept avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce général de placements, sous le nom de « Egret Distributing (Québec) Limited — Les Distributeurs Egret (Québec) limitée », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3947-69

Elite Photo Studio & Camera Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1969, constituant en corporation: Howard Dermer, étudiant en droit, 5370, McDonald, Pierre Delorme, 11482, P.M. Favier, tous deux de Montréal, Henry Steinberg, 656, Murray Hill, Westmount, tous deux avocats, et Laura Jones, secrétaire, célibataire 480, Galland, Dorval, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1245 Sherbrooke Street West, Suite 1560, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3801-69

Duhamont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Odilon Hamel, businessman, Fernande Dubosq, housewife, wife of the said Odilon Hamel, both of 4665, 2nd Avenue West, and Henri Fortin, notary, 5120, 3rd Avenue East, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Duhamont inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4665, 2nd Avenue West, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3423-69

Egret Distributing (Québec) Limited
Les Distributeurs Egret (Québec) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Casgrain, 139, 4th Avenue, Saint-Pierre, Pierre Dessaulles, 812 Upper Landsdowne, Ray Evans Lawson, 1351 Greene, both of Westmount, Vincent-F. Lefebvre, 120 de Flandres, Préville, Jean Bazin, 218 Berlioz, Guy Allain, 5267 Byron, both of Montreal, and John H. Dawson, 28 Stratford, Hampstead, all seven advocates, for the following purposes:

To carry on a general investment business, under the name of "Egret Distributing (Québec) Limited — Les Distributeurs Egret (Québec) limitée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3947-69

Elite Photo Studio & Camera Shops Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Howard Dermer, law-student, 5370 McDonald, Pierre Delorme, 11482 P.M. Favier, both of Montreal, Henry Steinberg, 656 Murray Hill, Westmount, both advocates, and Laura Jones, secretary, spinster, 480 Galland, Dorval, for the following purposes:

Faire le commerce de marchandises, fournitures, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions pour la photographie, sous le nom de « Elite Photo Studio & Camera Shops Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3959-69

Endora Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum, tous deux avocats, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 620, et Miriam Bernard, secrétaire, célibataire, 2980, chemin Bedford, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Endora Mart Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 4142-69

Les Entreprises Baroma incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1969, constituant en corporation: François Martin, marchand, 163, Isabelle, Conrad Bastien, 39, du Parc, et Gilles Rocheleau, 165, Isabelle, ces deux derniers hommes d'affaires, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie et de sport, sous le nom de « Les Entreprises Baroma incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 540, St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3046-69

Les Entreprises Belle Vie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Raymond Duval, électricien, Marguerite Richard, ménagère, épouse dudit Raymond Duval, tous deux de 3120, Guimont, et Maurice Bettez, comptable, 3920, Des Hêtres, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Belle Vie inc. », avec un capital total de

To deal in photographic goods, supplies, wares, products and merchandise of every kind and description, under the name of "Elite Photo Studio & Camera Shops Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3959-69

Endora Mart Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum, both advocates, of 1010 St. Catherine West, Suite 620, and Miriam Bernard, secretary spinster, 2980 Bedford Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a department store, under the name of "Endora Mart Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4142-69

Les Entreprises Baroma incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Martin, trader, 163 Isabelle, Conrad Bastien, 39 du Parc, and Gilles Rocheleau, 165 Isabelle, the latter two businessmen, all three of Hull, for the following purposes:

To deal in hardware and sports articles, under the name of "Les Entreprises Baroma incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 540 St-Joseph, Hull, judicial district of Hull.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3046-69

Les Entreprises Belle Vie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Duval, electrician, Marguerite Richard, housewife, wife of the said Raymond Duval, both of 3120 Guimont, and Maurice Bettez, accountant, 3920 Des Hêtres, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Belle Vie inc.", with a total capital

$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4160-69

Les Entreprises Bemor inc.
Bemor Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1267, Amherst, Gérard Allaire, 1275, Ontario, Claude Bédard, 800, Jacques-Cartier nord, et Ronald Dudemaine, 630, Jacques-Cartier nord, tous quatre avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les Entreprises Bemor inc.— Bemor Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4204-69

Les Entreprises Clément et René inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: François Lamoureux, étudiant, Roland Lamoureux, tous deux de 520, Bowen sud, et Marc-André Soucy, 632, Murray, ces deux derniers avocats, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boucher, épicier et restaurateur sous toutes ses formes, sous le nom de « Les Entreprises Clément et René inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 2685-69

Les Entreprises Leclerc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1969, constituant en corporation: Armand Leclerc, 918, St-Joseph, Jean-Marc Leclerc, 1004, du Parc, et Claude Leclerc, 995, St-Joseph, tous trois commerçants, de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Leclerc ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4160-69

Les Entreprises Bemor inc.
Bemor Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1267 Amherst, Gérard Allaire, 1275 Ontario, Claude Bédard, 800 Jacques-Cartier North, and Ronald Dudemaine, 630 Jacques-Cartier North, all four advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Bemor inc.— Bemor Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4204-69

Les Entreprises Clément et René inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Lamoureux, student, Roland Lamoureux, both of 520 Bowen south, and Marc-André Soucy, 632 Murray, the latter two advocates, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To act as butchers, grocers and restaurateurs in all forms, under the name of "Les Entreprises Clément et René inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2685-69

Les Entreprises Leclerc ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Leclerc, 918 St-Joseph, Jean-Marc Leclerc, 1004 du Parc, and Claude Leclerc, 995 St-Joseph, all three traders, of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Leclerc ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4065-69

Les Équipements Magenta inc.
Magenta Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Marc Hudon, agronome, 3355, Belvedère, Brossard, Lauréat Tardif, comptable agréé, 633, Bell, et Michel Boyer, comptable, 208, Principale, ces deux derniers de Cowansville, pour les objets suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, louer, vendre ou autrement disposer de toute machinerie, pièces et accessoires, appareils, moulins pour la fabrication des farines, des produits et des sous-produits du grain et tous autres produits agricoles, sous le nom de « Les Équipements Magenta inc. — Magenta Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3355, Belvedère, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4222-69

Ferme Riquier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1969, constituant en corporation: Jacques Riquier, industriel, Noëlla Rivet, ménagère, épouse dudit Jacques Riquier, tous deux de Case Postale 699, Richmond, et Jean Daigneault, comptable agréé, 1552, King ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de ferme de toutes sortes, sous le nom de « Ferme Riquier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3829-69

André Ferron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: André Ferron, courtier d'assurances, Germaine Labonté, ménagère, épouse dudit André Ferron, tous deux de 3467, Amiens, Trois-Rivières-Ouest, et Réal Buisson, comptable, 125, St-Henri, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Agir comme courtier en assurances, sous le nom de « André Ferron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4065-69

Les Équipements Magenta inc.
Magenta Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Hudon, agronomist, 3355 Belvedère, Brossard, Lauréat Tardif, chartered accountant, 633 Bell, and Michel Boyer, accountant, 208 Principale, the latter two of Cowansville, for the following purposes:

To import, export, manufacture, purchase, rent, sell or otherwise dispose of all machinery, parts and accessories, appliances and mills for the manufacturing of flour, grain products and by-products and all other farm products, under the name of "Les Équipements Magenta inc. — Magenta Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3355 Belvedère, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4222-69

Ferme Riquier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Riquier, industrialist, Noëlla Rivet, housewife, wife of the said Jacques Riquier, both of Post Office Box 699, Richmond, and Jean Daigneault, chartered accountant, 1552 King west, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all kinds of farm products, under the name of "Ferme Riquier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Richmond, judicial district of Saint-François.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3829-69

André Ferron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Ferron, insurance broker, Germaine Labonté, housewife, wife of the said André Ferron, both of 3467 Amiens, Trois-Rivières-West, and Réal Buisson, accountant, 125 St-Henri, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To act as an insurance broker, under the name of "André Ferron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3878-69

Fort St-Louis Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1969, constituant en corporation: Raymond Lafrance, 4161, 46e rue, app. 7, André Goulet, tous deux gentilhommes, et Jeannine Bergeron, ménagère, épouse dudit André Goulet, ces deux derniers de 2262, St-Donat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Fort St-Louis Construction inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2262, rue St-Donat, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3708-69

Franco-London Films International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1969, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Irving Narvey, avocat, 770, Drummond, Laval, June Finn, 4382, Chateau, Pierrefonds, Madeleine Huven, 2345, Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, et Charlotte Loiselle, 12180, Lachapelle, Montréal, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, produire, organiser, exposer, diriger, faire, importer, exporter, distribuer, louer et d'une manière générale faire le commerce de films, cinéma et productions cinématographiques, sous le nom de « Franco-London Films International Ltd. », avec un capital actions divisé en 1,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3967-69

G.T.S. Électrique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Ghislain Gauthier, 495, Côté est, Robert Savard, 111, De La Pépinière, tous deux électriciens, d'Alma, et Jules Tremblay, entrepreneur, 187, Sacré-Coeur, Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « G.T.S. Électrique ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3878-69

Fort St-Louis Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lafrance, 4161, 46th Street, Apt. 7, André Goulet, both gentlemen, and Jeannine Bergeron, housewife, wife of the said André Goulet, the latter two of 2262 Saint-Donat, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Fort St-Louis Construction inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2262 St-Donat Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3708-69

Franco-London Films International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Irving Narvey, advocate, 770 Drummond, Laval, June Finn, 4382 Chateau, Pierrefonds, Madeleine Huven, 2345 Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, and Charlotte Loiselle, 12180 Lachapelle, Montreal, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To purchase, sell, produce, organize, exhibit, direct, make, import, export, distribute, lease and otherwise generally trade in films, moving pictures ad cinematographic productions, under the name of "Franco-London Films International Ltd.", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3967-69

G.T.S. Électrique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislain Gauthier, 495 Côté East, Robert Savard, 111 De La Pépinière, both electricians, of Alma, and Jules Tremblay, contractor, 187 Sacré-Coeur, Saint-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "G.T.S. Électrique ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 111, De La Pépinière, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4343-69

Geoma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gérard Desjardins, arpenteur-géomètre, 15, Dallaire, Lévis, Jacques Turcotte, chimiste, 1572, Du Ruisseau, Sillery, et Jean-Yves Desjardins, avocat, 1230, 18e Rue, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service et garages et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Geoma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4213-69

Gondola Consultants & Management Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Douglas Pascal, 6525, Côte Saint-Luc, Donald Devine, 3300, Defalise, Charles E. Flam, 5782, Trinity, tous trois avocats, et Carol Partridge, secrétaire, célibataire, 2240, Madison, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir experts-conseils en administration et en direction des affaires, sous le nom de « Gondola Consultants & Management Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Victoria Square, bureau 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3647-69

Groupe 5 inc.

Avis est donnô qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Joli-Coeur, 2025, Brulart, Québec, André Joli-Coeur, 2118, Chemin Ste-Foy, app. 418, Sainte-Foy, et Gaétan Mathieu, 1644, 13e Avenue, Charny, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration, sous le nom de « Groupe 5 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4215-69

The head office of the company is at 111 De La Pépinière, Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4343-69

Geoma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Desjardins, land-surveyor, 15 Dallaire, Lévis, Jacques Turcotte, chemist, 1572 Du Ruisseau, Sillery, and Jean-Yves Desjardins, advocate, 1230, 18th Street, Québec, for the following purposes:

To operate service stations and garages and to deal in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Geoma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4213-69

Gondola Consultants & Management Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Douglas Pascal, 6525 Côte St. Luc, Donald Devine, 3300 Defalise, Charles E. Flam, 5782 Trinity, all three advocates, and Carol Partridge, secretary, spinster, 2240 Madison, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management and industrial consultants, under the name of "Gondola Consultants & Management Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3647-69

Groupe 5 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Joli-Coeur, 2025 Brulart, Québec, André Joli-Coeur, 2118 St. Foy Road, Apt. 418, St. Foy, and Gaétan Mathieu, 1644, 13th Avenue, Charny, all three advocates, for the following purposes:

To act as administration counsellors, under the name of "Groupe 5 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4215-69

Gubbio Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Tosti Oliviero, 1775, Carmen, Laval, Bazzucchi Oliviero, 4980, Paisley, et Sebastiani Bruno, 4441 est, Saint-Zotique, ces deux derniers de Montréal, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction à titre d'entrepreneurs, sous le nom de « Gubbio Enterprises Inc. », avec un capital actions de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3621-69

Gubbio Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tosti Oliviero, 1775 Carmen, Laval, Bazzucchi Oliviero, 4980 Paisley, and Sebastiani Bruno, 4441 St. Zotique East, the latter two of Montreal, all three merchants, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Gubbio Enterprises Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $5 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3621-69

Gunar Offset Plates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gunars J. Stals, vendeur, Marina Steinbach, ménagère, épouse dudit Gunars J. Stals, tous deux 4447, Simard, Pierrefonds, et Yves-J. Demers, avocat, 55, de la Station, Delson, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fabricants de plaques pour lithographie et autres commerces s'y rapportant, sous le nom de « Gunar Offset Plates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4234-69

Gunar Offset Plates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gunars J. Stals, salesman, Marina Steinbach, housewife, wife of the said Gunars J. Stals, both of 4447 Simard, Pierrefonds, and Yves-J. Demers, lawyer, 55 de la Station, Delson, for the following purposes:

Operating a business of litho plate makers and any other related business, under the name of "Gunar Offset Plates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4234-69

Habitat-Design Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Charron, 1755, Bocage, Saint-Bruno-de-Montarville, Bernard Corbeil, 485, J.J. Joubert, Laval, Jean-Marc Hébert, 2175, Nicolas-Perrot, Normand Lemieux, 1205, Fort, app. 409, et Luc Sauvé, 830, St-Joseph est, ces trois derniers de Montréal, tous cinq décorateurs-ensembliers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de meubles, tapis, tentures et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Habitat-Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2160, Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4177-69

Habitat-Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Charron, 1755 Bocage, Saint-Bruno-de-Montarville, Bernard Corbeil, 485 J.J. Joubert, Laval, Jean-Marc Hébert, 2175 Nicolas-Perrot, Normand Lemieux, 1205 Fort, Apt. 409, and Luc Sauvé, 830 St-Joseph East, the latter three of Montreal, all five interior decorators, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in furniture, carpets, draperies and novelties of all kinds, under the name of "Habitat-Design Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2160 Crescent, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4177-69

Habitat Rimouski inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Pierre Rioux, marchand, Monic Rioux, ménagère, épouse dudit Pierre Rioux, Jean Rioux, assureur, et Nicole Rioux, ménagère, épouse dudit Jean Rioux, tous quatre de rue du Domaine, Rimouski, pour les objets suivants:

Construire, entretenir et administrer tout genre de maisons d'habitation, sous le nom de « Habitat Rimouski inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 106, rue St-Germain est, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4130-69

Habitat Rimouski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Rioux, merchant, Monic Rioux, housewife, wife of the said Pierre Rioux, Jean Rioux, insurer, and Nicole Rioux, housewife, wife of the said Jean Rioux, all four of du Domaine Street, Rimouski, for the following purposes:

To erect, maintain and manage all kinds of dwellings, under the name of "Habitat Rimouski inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and 1,500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 106 Saint-Germain Street East, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4130-69

Henri Bar-B-Q inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 136, Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e Rue, tous deux secrétaires, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e Rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Henri Bar-B-Q inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

30458-o 4145-69

Henri Bar-B-Q inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Denoncourt, 136 Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20th Street, both secretaries, and Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Henri Bar-B-Q inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4145-69

Guy Houle ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Guy Houle, mécanicien, Madeleine Poisson, ménagère, épouse dudit Guy Houle, tous deux de Chesterville, et Andrée Bellavance, secrétaire, fille majeure, 89A, Perreault, Victoriaville, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Guy Houle ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chesterville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3987-69

Guy Houle ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Houle, mechanic, Madeleine Poisson, housewife, wife of the said Guy Houle, both of Chesterville, and Andrée Bellavance, secretary, spinster of the full age of majority, 89A Perreault, Victoriaville, for the following purposes:

To operate garages and to deal in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Guy Houle ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chesterville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3987-69

Igep inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Marcel Dufour, 79, St-Jacques ouest, app. 1, Jean-Paul Duquette, 79, St-Jacques ouest, app. 8, tous deux avocats, et Denise Cloutier, secrétaire, épouse de André Cloutier, 91, Turgeon, tous trois de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de gestion, sous le nom de « Igep inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $2 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4243-69

Les Immeubles de Norvège inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1969, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Denise Villeneuve, 477, 4e avenue, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles de Norvège inc. », avec un capital total de de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4063-69

Infinco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Infinco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions classe « A » de $1 chacune et en 35,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3618, boulevard de la Concorde, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4045-69

Intercoastal Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Igep inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Dufour, 79 St-Jacques West, Apt. 1, Jean-Paul Duquette, 79 St-Jacques West, Apt. 8, both advocates, and Denise Cloutier, secretary, wife of André Cloutier, 91 Turgeon, all three of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as an investment and management company, under the name of "Igep inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $2 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4243-69

Les Immeubles de Norvège inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th St., Denise Villeneuve, 477, 4th Ave., both of Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles de Norvège inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4063-69

Infinco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as money lenders in each and all of their specialties, under the name of "Infinco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares of $1 each and 35,000 class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 3618 Concorde Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4045-69

Intercoastal Properties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, Montréal, David Kirshenblatt, 5636, Greenwood, et Barry A. Cappel, 5891, Centennial, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce à titre de lanceurs d'affaires et exécuter et entreprendre tous genres de négoce concernant la finance, le commerce, sous le nom de « Intercoastal Properties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4199-69

Interdesign Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Monique Couturier, secrétaire, 2348, Gouin ouest, Marguerite Bourgeois, sténo-dactylo, 5187, Baldwin, toutes deux filles majeures, et J.-Jacques Besner, directeur, 1210B, Redpath Crescent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles d'art en métal, plastique ou autres matériaux, sous le nom de « Interdesign Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3441-69

Les Investissements Todoro inc.
Todoro Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: Robert O'Donoughue, médecin, Arthur C. Todd, courtier en immeubles, tous deux de Cowansville, et Marcel O'Donoughue, comptable, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les Investissements Todoro inc. — Todoro Investments Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4043-69

Italcanada Hotel Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Pietro Posca, 695, St-Alfred, Montréal, Antonio Anoia, 9192,

10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, Montreal, David Kirshenblatt, 5636 Greenwood, and Barry A. Cappel, 5891 Centennial, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as promoters and to execute and carry on all kinds of financial, commercial trading, under the name of "Intercoastal Properties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4199-69

Interdesign Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monique Couturier, secretary, 2348 Gouin West, Marguerite Bourgeois, stenotypist, 5187 Baldwin, both spinsters of the full age of majority, and J.-Jacques Besner, director, 1210B Redpath Crescent, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in artistic goods made of metal, plastic or other materials, under the name of "Interdesign Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3441-69

Les Investissements Todoro inc.
Todoro Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert O'Donoughue, doctor, Arthur C. Todd, real estate broker, both of Cowansville, and Marcel O'Donoughue, accountant, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Investissements Todoro inc. — Todoro Investments Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4043-69

Italcanada Hotel Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pietro Posca, 695 St. Alfred, Montreal, Antonio Anoia, 9192 Chopin, Bruno Anoia, 5091

Chopin, Bruno Anoia, 5091, Rainbow, et Antonio Miriello, 5375, Renty, ces trois derniers de St-Léonard, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Manufacturer des machines, machinerie, outillage, pièces s'y rapportant, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et appareils de toutes sortes pour hôtels, restaurants, auberges, tavernes, en faire le commerce, sous le nom de « Italcanada Hotel Equipment Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3366-69

Jonica Travel Agency Ltd.
L'Agence de Voyage Jonica ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, Miller, Sol B. Apel, 2657, Ekers, tous deux de Montréal, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, tous trois avocats, et Francine Ladouceur, secrétaire, célibataire, 103, 25e Avenue, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'agents de voyage, sous le nom de « Jonica Travel Agency Ltd.— L'Agence de Voyage Jonica ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100 ouest, St-Viateur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4336-69

Joyelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Oscar Lubert, manufacturier, Diane Leblanc, marchande, épouse dudit Oscar Lubert, tous deux de 4705, Bourret, app. 209, et Floriane Leblanc, opératrice à sa retraite, fille majeure, 4820, Côte Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des toiles, coton, laine, filé et autres substances fibreuses, naturelles ou synthétiques, en faire le commerce, sous le nom de « Joyelle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3740-69

Jean-Paul Labelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Labelle,

Rainbow, and Antonio Miriello, 5375 Renty, the latter three of Saint-Léonard, all four merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, equipment, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment of all kinds, relating to hotels, restaurants, inns, taverns, under the name of "Italcanada Hotel Equipment Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3366-69

Jonica Travel Agency Ltd.
L'Agence de Voyage Jonica ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller, Sol B. Apel, 2657 Ekers, both of Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, all three advocates, and Francine Ladouceur, secretary, spinster, 103, 25th Avenue, Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on the business of travel agents, under the name of "Jonica Travel Agency Ltd.— L'Agence de Voyage Jonica ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 100 St. Viateur West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4336-69

Joyelle Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Lubert, manufacturer, Diane Leblanc, merchant, wife of the said Oscar Lubert, both of 4705 Bourret, apt. 209, and Floriane Leblanc, retired operator, fille majeure, 4820 Côte Ste-Catherine, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in linen, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, natural or synthetic, under the name of "Joyelle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3740-69

Jean-Paul Labelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Labelle, trader, Lucille

commerçant, Lucille Sabourin, commerçante, épouse dudit Jean-Paul Labelle, et André Pilon, vendeur, tous trois de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Jean-Paul Labelle inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3884-69

Laiterie Senneterre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Ginette Huneault, fille majuere, 7283, Berri, et Denise Valiquette, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laiterie Senneterre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 750, 7e avenue, Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4056-69

Les Loisirs du Lac Crève-Faim inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Lachance, médecin, Guy Gendron, agronome, Robert Pinel, marchand, Joachim Thibault, courtier d'assurance, tous quatre de Saint-Damien-de-Buckland, Jacques Demers, 1653, Hocquart, Québec, et Rosaire Vallée, Saint-Gervais et Protais, ces deux derniers industriels, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Les Loisirs du Lac Crève-Faim inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Damien-de-Buckland, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4095-69

Lyons Enterprises (Québec) Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1969, constituant en corporation: Stanley Steinman, 2750, Place Vaudreuil, Claude Nadeau, 1470,

Sabourin, trader, wife of the said Jean-Paul Labelle, and André Pilon, salesman, all three of L'Annonciation, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Jean-Paul Labelle inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3884-69

Laiterie Senneterre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, and Denise Valiquette, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, the latter two secretaries of Montreal, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Laiterie Senneterre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 750, 7th Avenue, Senneterre, judicial district of Abitibi.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4056-69

Les Loisirs du Lac Crève-Faim inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roch Lachance, doctor, Guy Gendron, agronomist, Robert Pinel, trader, Joachim Thibault, insurance broker, all four of Saint-Damien-de, Buckland, Jacques Demers, 1653 Hocquart-Québec, and Rosaire Vallée, Saint-Gervais et Protais, the latter two industrialists, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Les Loisirs du Lac Crève-Faim inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Damien-de-Buckland, judicial district of Montmagny.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4095-69

Lyons Enterprises (Québec) Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Steinman, 2750 Place Vaudreuil, Claude Nadeau, 1470 Pacifique, and

Pacifique, et Lise Dubé, fille majeure, 140, Terrill, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

S'établir conseils et agents pour toute sorte d'entreprises commerciales, sous le nom de «Lyons Enterprises (Québec) Corp.», avec un capital total de $4,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $0.10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 2826-69

Magan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, MacDonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des chaudières, appareils de climatisation, condenseurs, échangeurs de chaleur, machinerie et outillage pour combattre la pollution de l'air et de l'eau, en faire le commerce, sous le nom de « Magan Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3510-69

Marchés Action inc.
Action Markets Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Harold Lehrer, 2040, Scott, Saint-Laurent, Jacob Woloshen, 2165, Lincoln, tous quatre avocats, et Francine Végiard, secrétaire, fille majeure, 135 est, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Marchés Action inc.— Action Markets Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5755, rue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3637-69

Paul McKenna inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1969, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat,

Lise Dubé, fille majeure, 140 Terrill, all three lawyers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise, under the name of "Lyons Enterprises (Québec) Corp.", with a total capital stock of $4,000, divided into 40,000 common shares of $0.10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31458-o 2826-69

Magan Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 MacDonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in boilers, air conditioning equipment, condensers, heat exchangers, water and air pollution machinery and equipment, under the name of "Magan Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3510-69

Marchés Action inc.
Action Markets Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, Harold Lehrer, 2040 Scott, Saint-Laurent, Jacob Woloshen, 2165 Lincoln, all four advocates, and Francine Végiard, secretary, fille majeure, 135 Sherbrooke East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Marchés Action inc.— Action Markets Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5755 de Gaspé Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31458-o 3637-69

Paul McKenna inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Ken-

874, Kennedy, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Nicole Gingras, 777, Victoria, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes et pépiniéristes, sous le nom de « Paul McKenna inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 3,900 actions privilégiées « A » de $10 chacune et en 900 actions privilégiées « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 236, rue Dufferin, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3797-69

Micro-Doc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1969, constituant en corporation: Yves-Paul Jaubert, consultant, Yvonne Jaubert, maîtresse de maison, épouse dudit Yves-Paul Jaubert, et Joël Raiffaud, ingénieur, tous trois de 844, Rougemont, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Organiser, administrer et exploiter des services d'information et de documentation, sous le nom de « Micro-Doc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4079-69

Mobile Service & Construction ltée
Mobile Service & Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Georges L. Church, ingénieur, 412, Walpole, Beaconsfield, Jocelyne Bernard, commis de bureau, fille majeure, 5215, de la Durantaye, Saint-Léonard, Jean Hébert, ingénieur, 1183, Elizabeth, Saint-Laurent, et William M. Wilson, comptable agréé, 7425, De Tilly, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Mobile Service & Construction ltée — Mobile Service & Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2904, boulevard St-Martin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3849-69

Mohawk Pulp Ltd.
La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

nedy, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Nicole Gingras, 777 Victoria, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as florists and nurserymen, under the name of "Paul McKenna inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 3,900 preferred "A" shares of $10 each and 900 preferred "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 236 Dufferin St., Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3797-69

Micro-Doc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves-Paul Jaubert, consultant, Yvonne Jaubert, housewife, wife of the said Yves-Paul Jaubert, and Joël Raiffaud, engineer, all three of 844 Rougemont, St. Foy, for the following purposes:

To organize, administer and operate information and documentation services, under the name of "Micro-Doc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4079-69

Mobile Service & Construction ltée
Mobile Service & Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges L. Church, engineer, 412 Walpole, Beaconsfield, Jocelyne Bernard, office clerk, spinster of the full age of majority, 5215 de la Durantaye, Saint-Léonard, Jean Hébert, engineer, 1183 Elizabeth, Saint-Laurent, and William M. Wilson, chartered accountant, 7425 De Tilly, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Mobile Service & Construction ltée — Mobile Service & Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2904 St-Martin Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3849-69

Mohawk Pulp Ltd.
La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1969, have been issued

patentes, en date du 27e jour de juin 1969, constituant en corporation: Jean-Claude Thivierge, Norbert Kevin Donovan et John Alfred Penhale, tous trois avocats, de 1, Place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la production et le commerce de toutes sortes de carton, papier, bois de pulpe, bois, fibre de bois, pâte de bois, sous le nom de « Mohawk Pulp Ltd.— La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk ltée », avec un capital divisé en 1,004 actions ordinaires sans valeur au pair, 2,000 premières actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune et 1,000 secondes actions privilégiées d'une valeur au pair de $30 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 3137-69

Mon Logis D.H. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Henri Boulanger, administrateur, Françoise Albert, ménagère, épouse dudit Henri Boulanger, tous deux de 387, 2e rue ouest, Damien Boulanger, chef de division, et Pierrette Paquet, secrétaire, épouse dudit Damien Boulanger, ces deux derniers de 361, 2e rue ouest, tous quatre de Rimouski, pour les objets suivants:

Construire, entretenir et administrer des logements à loyers modiques, sous le nom de « Mon Logis D.H. inc. », avec un capital total de $800,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 40,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4201-69

Montar Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Roger Beaulieu, avocat, 4125, Blueridge Crescent, Henriette Gagnon, secrétaire, fille majeure, 6049, 39e avenue, tous deux de Montréal, et Francine Lavallée, secrétaire, épouse de Luc Pranno, 40, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montar Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3680, rue de la Montagne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4278-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Thivierge, Norbert Kevin Donovan and John Alfred Penhale, all three advocates, of 1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of paperboard, paper, pulpwood, wood, woodfibre, wood pulp, under the name of "Mohawk Pulp Ltd.— La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk ltée", with a capital stock divided into 1,004 common shares without par value, 2,000 first preferred shares of the par value of $50 each and 1,000 second preferred shares of the par value of $30 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3137-69

Mon Logis D.H. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Boulanger, administrator, Françoise Albert, housewife, wife of said Henri Boulanger, both of 387, 2nd Street West, Damien Boulanger, division head, and Pierrette Paquet, secretary, wife of said Damien Boulanger, the latter two of 361, 2nd Street West, all four of Rimouski, for the following purposes:

To build, maintain and operate low-rental apartments, under the name of "Mon Logis D.H. inc.", with a total capital stock of $800,000, divided into 40,000 common shares of $10 each and into 40,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4201-69

Montar Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Beaulieu, advocate, 4125 Blueridge Crescent, Henriette Gagnon, secretary, spinster of the full age of majority, 6049, 39th Ave., both of Montreal, and Francine Lavallée, secretary, wife of Luc Pranno, 40 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Montar Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3680 Mountain St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4278-69

Montchadoy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1969, constituant en corporation: Joseph-H. Doyon, agent d'immeubles, 825, Paradis, Sainte-Foy, Gilles Montminy, industriel, 115, Cook, Neufchatel, et Pierre Hamel, économiste, 1516, Du Moulin, Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Montchadoy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20, rue St-Jean est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4070-69

Montchadoy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-H. Doyon, real estate agent, 825 Paradis, St. Foy, Gilles Montminy, industrialist, 115 Cook, Neufchatel, and Pierre Hamel, economist, 1516 Du Moulin, Ancienne-Lorette, for the followong purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Montchadoy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 20 St. John St. East, Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4070-69

Motel Malo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Azellus Malo, homme d'affaires, Saint-Jovite, Rollande Fournelle, fille majeure, et Jocelyne Lamarche, épouse de Gilles Lacoste, ces deux dernières secrétaires, de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Malo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3452-69

Motel Malo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Azellus Malo, businessman, Saint-Jovite, Rollande Fournelle, spinster of the full age of majority, and Jocelyne Lamarche, wife of Gilles Lacoste, the latter two secretaries, of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Malo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3452-69

NQN Mines Limited
(No Personal Liability)
Les Mines NQN limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1969, constituant en corporation: René-W. Dionne, 1235, Fontenay, Édouard Martin, 774, Clairmont, Pierre-F. Cantin, 1340, Teillet, tous trois de Sainte-Foy, Gilles de Billy, 1090, Moncton, tous les quatre avocats, et Nicole Nadeau, comptable, célibataire, 1205 2e avenue, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration pour trouver des mines et des minéraux, sous le nom de « NQN Mines Limited » (No Personal Liability) — « Les Mines NQN limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital actions divisé en 3,000,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 100, d'Youville, bureau 430, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 4193-69

NQN Mines Limited
(No Personal Liability)
Les Mines NQN limitée
(Libre de repsonsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René-W. Dionne, 1235 Fontenay, Édouard Martin, 774 Clairmont, Pierre-F. Cantin, 1340 Teillet, all three of Sainte-Foy, Gilles de Billy, 1090 Moncton, all four advocates, and Nicole Nadeau, bookkeeper, spinster, 1205, 2nd Avenue, the latter of Québec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "NQN Mines Limited" (No Personal Liability) — "Les Mines NQN limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a capital stock divided into 3,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at 100 d'Youville, Room 430, Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4193-69

Nor-Way Snowmobiles Limited
Autos-Neige Nor-Way limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Michael Laurence Richards, avocat, Jessie Taras, et L. Muriel Brewster, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, rue Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des autos-neiges et autres véhicules de voie terrestre, aquatique ou aérienne, voitures de transport, de charriage, en faire le commerce, sous le nom de « Nor-Way Snowmobiles Limited — Autos-Neige Nor-Way limitée », avec un capital-actions divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 2066, Chartier, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 4203-69

Nor-Way Snowmobiles Limited
Autos-Neige Nor-Way limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Laurence Richards, advocate, Jessie Taras, and L. Muriel Brewster, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in snowmobiles and other land, water or air vehicles, conveyances or carriers, under the name of "Nor-Way Snowmobiles Limited — Autos-Neige Nor-Way limitée", with a capital stock divided into 100,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 2066 Chartier, Dorval, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4203-69

P.A.L. Music Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Ralph Penizzi, industriel, 5020, Hetel, Montréal, Albert Adam, 909, Maher, LaSalle, et Michel Lalonde, 304, Terrasse Nadon, app. 1, Saint-Eustache, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « P.A.L. Music Corp. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 728, rue Renaud, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3528-69

P.A.L. Music Corp. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ralph Penizzi, industrialist, 5020 Hetel, Montreal, Albert Adam, 909 Maher, LaSalle, and Michel Lalonde, 304 Nadon Terrace, Apt. 1, Saint-Eustache, the latter two administrators, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "P.A.L. Music Corp. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each, 10,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 800 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 728 Renaud Street, Dorval, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3528-69

Pinard Auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956, Fréchette, et Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages, stations de service, magasins et faire le commerce d'automobiles, sous le nom de « Pinard Auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Julienne, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4323-69

Pinard Auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956 Fréchette, and Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To operate and manage garages, service stations, stores and to deal in automobiles, under the name of "Pinard Auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Julienne, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4323-69

Les Placements Rolap inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1969, constituant en corporation: Roger Laperrière, plombier, 1080, St-Germain, Louis-Philipe Chamberland, comptable, 2075, De l'Église, et Claude Grignon, avocat, 285, Marcotte, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Les Placements Rolap inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3659-69

Pouliot Pièces et Service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Alain Pouliot, commerçant, Marthe Lavoie, ménagère, épouse dudit Alain Pouliot, tous deux de 850, Campbell, Chibougamau, et Roland Lavoie, commis, Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Pouliot Pièces et Service inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 850, boulevard Campbell, Chibaugamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4102-69

Les Produits Forestiers Gérard Dubé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Michel Saint-Aubin, 531, Davaar, Outremont, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Produits Forestiers Gérard Dubé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5465, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 2399-69

Les Produits Léo Noël inc.
Léo Noël Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Les Placements Rolap inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Laperrière, plumber, 1080 St-Germain, Louis-Philipe Chamberland, accountant, 2075 De l'Église, and Claude Grignon, advocate, 285 Marcotte, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment, manament and holding company, under the name of "Les Placements Rolap inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3659-69

Pouliot Pièces et Service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alain Pouliot, trader, Marthe Lavoie, housewife, wife of the said Alain Pouliot, both of 850 Campbell, Chibougamau, and Roland Lavoie, clerk, Dolbeau, for the following purposes:

To deal in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Pouliot Pièces et Service inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 850 Campbell Blvd., Chibougamau, judicial district of Abitibi.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4102-69

Les Produits Forestiers Gérard Dubé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Saint-Laurent, Michel Saint-Aubin, 531 Davaar, Outremont, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

The lumber industry and trade, under the name of "Les Produits Forestiers Gérard Dubé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5465 Rosemont Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2399-69

Les Produits Léo Noël inc.
Léo Noël Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued

patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation: Léo Noël, cultivateur, Murielle Plante, ménagère, épouse dudit Léo Noël, tous deux de 78, Chemn du Bout de l'Ile, Beaulieu, et Susane Beaulac, secrétaire, fille majeure, 3072, Chemin des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, céréales et autres produits alimentaires, sous le nom de « Les Produits Léo Noël inc.— Léo Noël Products Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beaulieu, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3941-69

Les Propriétaires de chalet Pointe Wilson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Pilote, électricien, 447, St-Louis, Stanislas Côté, journalier, 439, Ste-Cécile, Roger-L. Côté, commis, 336, Des Ormes, Gérard Buteau, dessinateur, 131, Lamoutain, tous quatre d'Isle Maligne, et Léonce Deschesnes, technicien, 501, Bourgeois, Naudville, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Les Propriétaires de chalet Pointe Wilson inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 3179-69

Provisions Notre-Dame inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Théodore Plante, épicier, Rita Plante, ménagère, épouse dudit Théodore Plante, tous deux de 209, 34e avenue, Pierre Gaston, avocat, 298, 35e avenue, Sylva Plante, fils, 207, 34e avenue, tous quatre de Lachine, et Yvon Plante, 293, Beauchamp, LaSalle, ces deux derniers épiciers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Provisions Notre-Dame inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1340, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3922-69

Pyramidum inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Noël, farmer, Murielle Plante, housewife, wife of said Léo Noël, both of 78 du Bout de l'Ile Road, Beaulieu, and Susane Beaulac, secretary, spinster of the full age of majority, 3072 des Quatre-Bourgeois Road, St. Foy, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, cereal and other food products, under the name of "Les Produits Léo Noël inc.— Léo Noël Products Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beaulieu, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3941-69

Les Propriétaires de chalet Pointe Wilson inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Julien Pilote, electrician, 447 St-Louis, Stanislas Côté, labourer, 439 Ste-Cécile, Roger-L. Côté, clerk, 336 Des Ormes, Gérard Buteau, designer, 131 Lamoutain, all four of Isle Maligne, and Léonce Deschesnes, technician, 501 Bourgeois, Naudville, for the following purposes:

To operate a recreational centre, under the name of "Les Propriétaires de chalet Pointe Wilson inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3179-69

Provisions Notre-Dame inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Théodore Plante, grocer, Rita Plante, housewife, wife of the said Théodore Plante, both of 209, 34th Ave., Pierre Gaston, advocate, 298, 35th Ave., Sylva Plante, Jr., 207, 34th Ave., all four of Lachine, and Yvon Plante, 293 Beauchamp, LaSalle, the latter two grocers, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Provisions Notre-Dame inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1340 Notre-Dame St., Lachine, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3922-69

Pyramidum inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September 1969, have been issued

patentes, en date du 11e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Paul-Émile Gendron, 1616, Champlain, Maurice Gauthier, 1420, Plessis, et Roger Audette, 1677, Ste-Catherine est, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Pyramidum inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1270, rue Alexandre De Sève, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4344-69

Ray-Dave Meats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: William James McQuillan, 2875, Douglas, George Norman Broderick, 5765, chemin Côte Saint-Antoine, tous deux avocats, de Montréal, et Frances Kelley, secrétaire, célibataire, 725, 30e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viandes, volailles, produits alimentaires et sous-produits d'iceux, articles et marchandises connexes, sous le nom de « Ray-Dave Meats Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 73, rue Ste-Agathe, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3881-69

Raymac Mining Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1969, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Irving Narvey, avocat, 770, Drummond, Laval, June Finn, 4382, Château, Pierrefonds, Madeleine Huven, 2345, Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, et Charlotte Loiselle, 12180, Lachapelle, Montréal, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Établir une compagnie minière, sous le nom de « Raymac Mining Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, bureau 1610, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 4006-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Gendron, 1616 Champlain, Maurice Gauthier, 1420 Plessis, and Roger Audette, 1677 St. Catherine East, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Pyramidum inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1270 Alexandre De Sève, Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4344-69

Ray-Dave Meats Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William James McQuillan, 2875 Douglas, George Norman Broderick, 5765 Côte St. Antoine Road, both advocates, of Montreal, and Frances Kelley, secretary, spinster, 725, 30th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To deal in meats, poultry, foods and by-products thereof and allied wares and merchandise, under the name of "Ray-Dave Meats Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 73 Ste-Agathe Street, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3881-69

Raymac Mining Limited (No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Irving Narvey, advocate, 770 Drummond Laval, June Finn, 4382 Château, Pierrefonds, Madeleine Huven, 2345 Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, and Charlotte Loiselle, 12180 Lachapelle, Montreal, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Raymac Mining Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 1610, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4006-69

Regent Novelty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1969, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte Saint-Luc, Moe Moscovitch, 6077, Wilderton, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Ted Quint, avocat, 6337, Macdonald, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'articles de nouveauté et commerce connexe, sous le nom de « Regent Novelty Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3834-69

Renée Carpet Ltd.
Tapis Renée ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1969, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en Loi de la reine, 4338, Montrose, Westmount, Irene Rubin, 5552, Snowdon, Jenny Abramovitch, 3510, chemin Bedford, et Isabel Brodeur, 3456, Aylmer, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tapis, moquettes et produits, articles et marchandise s'y rattachant, sous le nom de « Renée Carpet Ltd.— Tapis Renée ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3776-69

Rénovations Alouette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Georges-B. Bisson, notaire, Lise Langelier, diététiste, épouse dudit Georges-B. Bisson, tous deux de 2244, St-Joseph est, Montréal, Gilles Charest, homme d'affaires, et Denise Deslauriers, ménagère, épouse dudit Gilles Charest, ces deux derniers de 10621, Balzac, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Rénovations Alouette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 1,300 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1293, Jean-Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 2880-69

Regent Novelty Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte Saint-Luc, Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, both advocates and Queen's Counsels, and Ted Quint, advocate, 6337 Macdonald, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in novelties and associated commerce, under the name of "Regent Novelty Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3834-69

Renée Carpet Ltd.
Tapis Renée ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, 4338 Montrose, Westmount, Irene Rubin, 5552 Snowdon, Jenny Abramovitch, 3510 Bedford Road, an Isabel Brodeur, 3456 Aylmer, the latter three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of carpets, rugs and allied goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Renée Carpet Ltd.— Tapis Renée ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3776-69

Rénovations Alouette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-B. Bisson, notary, Lise Langelier, dietician, wife of the said Georges-B. Bisson, both of 2244 St. Joseph east, Montreal, Gilles Charest, businessman, and Denise Deslauriers, housewife, wife of the said Gilles Charest, the latter two of 10621 Balzac, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Rénovations Alouette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, 1,300 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each, and 2,600 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1293 Jean-Talon east, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2880-69

Restaurant Miramat ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Henry Lonn, comptable agréé, 5812, Clanranald, Clarence Constantin, ouvrier, 4567, Boyer, et Anargyros Dikas, barman, 5125, 12e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Miramat ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3637 est, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3564-69

Restaurant Miramat ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Lonn, chartered accountant, 5812 Clanranald, Clarence Constantin, workman, 4567 Boyer, and Anargyros Dikas, bartender, 5125, 12th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Miramat ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3637 Metropolitan Boulevard East, Montreal ,judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3564-69

Ridgewood Metal Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 7519, Bailey, Lawrence Glazer, 7920, Kingsley, tous deux de Côte Saint-Luc, et Arthur J. Marcovitch, 1540, Summerhill, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de métaux, alliages et produits du métal, en faire le commerce, sous le nom de « Ridgewood Metal Products Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3610-69

Ridgewood Metal Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey, Lawrence Glazer, 7920 Kingsley, both of Côte Saint-Luc, and Arthur J. Marcovitch, 1540 Summerhill, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, metal alloys and metal products, under the name of "Ridgewood Metal Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3610-69

Robert Iron Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Doray, 11525, Laforest, Maurice Tremblay, 2880, Lapointe, et Jean-Paul Tremblay, 8325, Boyce, tous trois comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maître de forge, fondeurs, ouvriers en métaux et faire le commerce des minerais, métaux, produits chimiques et autres préparations, sous le nom de « Robert Iron Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 2144-69

Robert Iron Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Doray, 11525 Laforest, Maurice Tremblay, 2880 Lapointe, and Jean-Paul Tremblay, 8325 Boyce, all three accountants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as iron-master, founders, metal workers and to deal in ore, metals, chemicals and other preparations, under the name of "Robert Iron Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2144-69

Rusty Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1969,

Rusty Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine-Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, 8944, Millen, et Annette Schorr, 4858, Côte des Neiges, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements, de textiles et produits textiles, sous le nom de « Rusty Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4088-69

Secrétariat Médical Sept-Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1969, constituant en corporation: Isabelle Boudreault, gérante, épouse de Émile Desgagné, Jacqueline Tousignant, secrétaire, épouse de Denis Tousignant, et Robert Lamoureux, comptable, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter un secrétariat médical, sous le nom de « Secrétariat Médical Sept-Iles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4011-69

Le Service des Loisirs de Sainte-Thècle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Vallée, chauffeur de camion, 227, Lacordaire, Normand Béland, journalier, 241, St-Jacques, et Jean-Denis Bacon, mesureur, 222, St-Jacques, tous trois de Sainte-Thècle, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Le Service des Loisirs de Sainte-Thècle inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Thècle, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 2352-69

Service Écono ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1969, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, Des Écores, Louise Vadboncoeur, 3445, Drum-

porating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both advocates, Georgette Lavoie, 8944 Millen, and Annette Schorr, 4858 Côte des Neiges, the latter two secretaries, filles majeures, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments, textiles and textile products, under the name of "Rusty Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common sharse of $10 each and 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4088-69

Secrétariat Médical Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isabelle Boudreault, manager, wife of Émile Desgagné, Jacqueline Tousignant, secretary, wife of Denis Tousignant, and Robert Lamoureux, accountant, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To operate a medical secretariat, under the name of "Secrétariat Médical Sept-Iles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Coopertaives.

31458 4011-69

Le Service des Loisirs de Sainte-Thècle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Vallée, truck driver, 227 Lacordaire, Normand Béland, labourer, 241 St-Jacques, and Jean-Denis Bacon, measurer, 222 St-Jacques, all three of Sainte-Thècle, for the following purposes:

To operate a recreational centre, under the name of "Le Service des Loisirs de Sainte-Thècle inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $30,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Thècle, judicial district of Saint-Maurice.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2352-69

Service Écono ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores, Louise Vadboncoeur, 3445, Drummond, and

mond, et Andrée Laviolette, 7285, Fabre, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service d'escompte général, sous le nom de « Service Écono ltée », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5426, 12e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3963-69

Skarf Fur Trimmings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Nathan Skarofsky, fourreur, Jean Skarofsky, ménagère, épouse dudit Nathan Skarofsky, tous deux de 5778, Trans Island, Hyman Scarowsky, fourreur, et Minnie Scarowsky, ménagère, épouse dudit Hyman Scarowsky, ces deux derniers de 5545, Van Horne, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fourreurs, drapiers, tailleurs et marchands de confections, sous le nom de « Skarf Fur Trimmings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 77, avenue Mont-Royal, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3674-69

Société de Coupage et Démolition de Navires – Socodena – ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Joli-Coeur, 2025, Brulart, Québec, André Joli-Coeur, 2118, chemin Ste-Foy, app. 418, Sainte-Foy, et Gaétan Mathieu, 1644, 13e avenue, Charny, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Effectuer le découpage ou les transformations de navires, équipement et métaux pour en extraire les rebuts et les vendre, sous le nom de « Société de Coupage et Démolition de Navires – Socodena – ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4214-69

La Société d'Exportation des Produits de Bois Dur inc.
Hardwood Products Export Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Andrée Laviolette, 7285 Fabre, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To operate a general discount service, under the name of "Service Écono ltée", with a capital stock divided into 30,000 common shares of no nominal value and 10,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at 5426, 12th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3963-69

Skarf Fur Trimmings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathan Skarofsky, furrier, Jean Skarofsky, housewife, wife of the said Nathan Skarofsky, both of 5778 Trans Island, Hyman Scarowsky, furrier, and Minnie Scarowsky, housewife, wife of the said Hyman Scarowsky, the latter two of 5545 Van Horne, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, clothiers, tailors and outfitters, under the name of "Skarf Fur Trimmings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 77 Mount Royal Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Ibstitutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3674-69

Société de Coupage et Démolition de Navires – Socodena – ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Joli-Coeur, 2025 Brulart, Québec, André Joli-Coeur, 2118 St. Foy Road, Apt. 418, St. Foy, and Gaétan Mathieu, 1644, 13th Ave., Charny, all three advocates, for the following purposes:

To cut up or convert ships, equipment and metals to remove the scrap and sell it, under the name of "Société de Coupage et Démolition de Navires – Socodena – ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4214-69

La Société d'Exportation des Produits de Bois Dur inc.
Hardwood Products Export Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by the

patentes, en date du 21e jour d'août 1969, constituant en corporation: André-Marc Dauth, notaire, 425, St-Joseph ouest, Outremont, Diane Hamelin, 10236, St-Hubert, et Aliette Muller, 9330, Lille, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La Société d'Exportation des Produits de Bois Dur inc. — Hardwood Products Export Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4133-69

La Société de Yoga du Québec (EVL) ltée
The Yoga Society of Québec (EVL) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Diane de Swemer, professeur, épouse de Peter Bachley, 4131, Côte des Neiges, Aimé Melanson, commerçant, 389, Bellechasse est, tous deux de Montréal, et Robert Aubin, étudiant, 3819, Ste-Marguerite, Laval, pour les objets suivants:

Favoriser la fraternité humaine par tous moyens et encourager la pratique du yoga, sous le nom de « La Société de Yoga du Québec (EVL) ltée — The Yoga Society of Québec (EVL) Ltd. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 4131, Côte des Neiges, suite 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4190-69

La Société G.H.P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Guy Fournier, commerçant, 181, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Pierre Thibaudeau, étudiant, 3011, Laroche, app. 3, Sainte-Foy, et Horace-Albert Gagné, professeur, 1050, Raymond Casgrain, app. 403, Québec, pour les objets suivants:

Exploitation d'une piste d'accélération et restaurants, sous le nom de « La Société G.H.P. inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 3261, Chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 2927-69

Sorel-Tracy Électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969,

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-Marc Dauth, notary, 425 Saint-Joseph West, Outremont, Diane Hamelin, 10236 Saint-Hubert, and Aliette Muller, 9330 Lille, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

The lumber trade and industry, under the name of "La Société d'Exportation des Produits de Bois Dur inc. — Hardwood Products Export Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4133-69

La Société de Yoga du Québec (EVL) ltée
The Yoga Society of Québec (EVL) Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Diane de Swemer, professor, wife of Peter Bachley, 4131 Côte des Neiges, Aimé Melanson, trader, 389 Bellechasse East, both of Montreal, and Robert Aubin, student, 3819 Ste-Marguerite, Laval, for the following purposes:

To encourage human fraternity by all means and the practice of yoga, under the name of "La Société de Yoga du Québec (EVL) ltée — The Yoga Society of Québec (EVL) Ltd.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at 4131 Côte des Neiges, suite 4, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4190-69

La Société G.H.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Fournier, trader, 181 Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Pierre Thibaudeau, student, 3011 Laroche, Apt. 3, St. Foy, and Horace-Albert Gagné, teacher, 1050 Raymond Casgrain, Apt. 403, Québec, for the following purposes:

To operate a dragway and restaurants, under the name of "La Société G.H.P. inc.", with a capital stock divided into 400 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 3261, St. Foy Road, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2927-69

Sorel-Tracy Électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Jacques Crépeau, électricien, Andrée Hébert, ménagère, épouse dudit Jacques Crépeau, tous deux de 78, Hôtel Dieu, et Jacques Guertin, avocat, 79, Prince, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Sorel-Tracy Électrique inc. », avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4084-69

Source Eds (Québec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Montréal, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Carolyn Schanfield, secrétaire, fille majeure, 2782, McWillis, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un bureau de service de données expérimentales et agir en qualité de conseillers et agents envers toute entreprise commerciale ou toute organisation industrielle dans la recherche et la sélection du personnel, sous le nom de « Source Eds (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4305-69

Rusty Staub Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Thomas Stuart Gillespie, avocat, 5, Hudson, Westmount, Michael P. Maloney, commis en Loi, 445, Lepage, app. 102, Dorval, et Shirley Henthorn, secrétaire, épouse divorcée de William Henthorn, 8575, Helene, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer les commerces et les activités d'une compagnie de publicité et de réclame, sous le nom de « Rusty Staub Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4135-69

Studio de Santé Laurentien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théoret, épouse de

incorporating: Jacques Crépeau, electrician, Andrée Hébert, housewife, wife of said Jacques Crépeau, both of 78 Hôtel Dieu, and Jacques Guertin, advocate, 79 Prince, all three of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as electrical, plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Sorel-Tracy Électrique inc.", with a capital stock divided into 3,000 common shares without nominal value and into 1,000 preferred shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4084-69

Source Eds (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Montreal, Dionyzia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, both advocates, and Carolyn Schanfield, secretary, fille majeure, 2872 McWillis, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate data processing service bureau and to act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization in the search and selection of personnel, under the name of "Source Eds (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4305-69

Rusty Staub Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Stuart Gillespie, advocate, 5 Hudson, Westmount, Michael P. Maloney, law clerk, 445 Lepage, Apt. 102, Dorval, and Shirley Henthorn, secretary, wife divorced of William Henthorn, 8575 Helene, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the businesses and activities of any advertising and publicity company, under the name of "Rusty Staub Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4135-69

Studio de Santé Laurentien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théoret, wife of Guy Jérôme, 91 De

Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de santé, sous le nom de « Studio de Santé Laurentien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 2738-69

Studio de Santé Silhouette de St-Lambert ltée Silhouette Health Studio of St. Lambert Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1969, constituant en corporation: Marifrann Tiède, épouse de Barry McCabe, 4662, Melrose, Annabel Desmarais, fille majeure, 10587, Saint-Hubert, toutes deux secrétaires de Montréal, et Joseph Marleau, gérant d'un studio de santé, 1550, Verdi, LaSalle, pour les objets suivants:

Maintenir, exploiter, utiliser et diriger un studio de santé, sous le nom de « Studio de Santé Silhouette de St-Lambert ltée — Silhouette Health Studio of St. Lambert Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4128-69

Studio Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Georges Fournier, administrateur, Lise Tremblay, ménagère, épouse dudit Georges Fournier, tous deux de Clermont, et Jacques Ferland, comptable, La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « Studio Georges inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Clermont, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4232-69

Super Marché Laplante inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969,

Bellefeuille, both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, spinster of the full age of majority, 206, 17th Avenue, Tow Mountains, the latter two secretaries, for the following purposes:

To set up and operate a health centre, under the name of "Studio de Santé Laurentien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 2738-69

Studio de Santé Silhouette de St-Lambert ltée Silhouette Health Studio of St. Lambert Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marifrann Tiède, wife of Barry McCabe, 4662 Melrose, Annabel Desmarais, fille majeure, 10587 St. Hubert, both secretaries, of Montreal, and Joseph Marleau, health studio manager, 1550 Verdi, LaSalle, for the following purposes:

To maintain, operate, use and manage health studios, under the name of "Studio de Santé Silhouette de St-Lambert ltée — Silhouette Health Studio of St. Lambert Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4128-69

Studio Georges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Fournier, administrator, Lise Tremblay, housewife, wife of said Georges Fournier, both of Clermont, and Jacques Ferland, accountant, La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to deal in the reproduction of pictures and photographs of all kinds, under the name of "Studio Georges inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Clermont, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4232-69

Super Marché Laplante inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Germain Laplante, épicier, Rock Goulet, gérant, tous deux de 371, Laurier, et Henri Cyr, commis, 284, Collin, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épicier, sous le nom de « Super Marché Laplante inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4077-69

Systel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Micheline Corbeil, fille majeure, 350, Willowdale, tous deux d'Outremont, Mario-R. Girard, 4858, Côte-des-Neiges, Claude Camirand, 2200, Descarrières, tous deux de Montréal, Michel Gilbert, 200, Elgar Verdun, tous cinq avocats, Jean Keable, étudiant, 1000, Lawlor, Saint-Laurent, Thérèse Trottier, 2222, St-Joseph, Montréal, et Rachel Langlois, 2, Daniel ouest, Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'informatique et de conseillers en administration, sous le nom de « Systel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4212-69

Tootique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: B. Robert Benson, 652, Lansdowne, Westmount, Judah Wolofsky, 5714, Melling, Côte Saint-Luc, Reevin Pearl, 5745, chemin Côte St-Luc, app. 103, Hampstead, et Mervyn Rosenstein, 1307, Beauvais, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Confectionner et manufacturer des articles vestimentaires, accessoires, marchandises, fournitures, fixtures et machinerie de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Tootique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9100, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4116-69

porating: Germain Laplante, grocer, Rock Goulet, manager, both of 371 Laurier, and Henri Cyr, clerk, 284 Collin, all three of St. John's, for the following purposes:

To carry on business as grocer, under the name of "Super Marché Laplante inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4077-69

Systel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Micheline Corbeil, spinster of the full age of majority, 350 Willowdale, both of Outremont, Mario-R. Girard, 4858 Côte-des-Neiges, Claude Camirand, 2200 Descarrières, both of Montreal, Michel Gilbert, 200 Elgar, Verdun, all five advocates, Jean Keable, student, 1000 Lawlor, Saint-Laurent, Thérèse Trottier, 2222 St-Joseph, Montreal, and Rachel Langlois, 2 Daniel West, Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the operations of a data processing business and to act as administration counsellors, under the name of "Systel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4212-69

Tootique Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: B. Robert Benson, 652 Lansdowne, Westmount, Judah Wolofsky, 5714 Melling, Côte Saint-Luc: Reevin Pearl, 5745 Côte St. Luc Road, Apt. 103, Hampstead, and Mervyn Rosenstein, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel supplies, merchandises, furniture, fixtures and machinery of every kind and description, under the name of "Tootique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9100 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4116-69

Tournoi International de Hockey Juvénile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Gérard Houde, operateur, 4513, LaSalle, Shawinigan, Yvon Houde, inspecteur, 9295, 24e avenue, app. 1, Montréal, et Lawrence Bourassa, opérateur, 504, 7e avenue A, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique du hockey de toutes catégories, sous le nom de « Tournoi International de Hockey Juvénile inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 3785-69

Trois-Rivières Chevrolet (1969) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Lise Quesnel, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 4, Place Ville Marie, bureau 514, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de vehicules automobiles et leurs accessoires, sous le nom de « Trois-Rivières Chevrolet (1969) limitée », avec un capital total de $225,000, divisé en 1,650 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 60,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6390, chemin du Petit Bois Franc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4263-69

Trudelle Sport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jean-J. Trudelle, restaurateur, Orise Maheux, ménagère, épouse dudit Jean-J. Trudelle, tous deux de 670, Montée des Trente, McMasterville, et Jacques-Marie Gaulin, notaire, 273, Principale, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Trudelle Sport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 670, Montée des Trente, McMasterville, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4389-69

Tournoi International de Hockey Juvénile inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Gérard Houde, operator, 4513 LaSalle, Shawinigan, Yvon Houde, inspector, 9295, 24th Avenue, Apt. 1, Montreal, and Lawrence Bourassa, operator, 504, 7th Avenue A, Grand'Mère, for the following purposes:

To promote hockey in all categories, under the name of "Tournoi International de Hockey Juvénile inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 3785-69

Trois-Rivières Chevrolet (1969) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Lise Quesnel, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters, all three of 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, for the following purposes:

To deal in and repair motor vehicles and accessories, under the name of "Trois-Rivières Chevrolet (1969) limitée", with a total capital stock of $225,000, divided into 1,650 common shares of the par value of $100 each and 60,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 6390 Chemin du Petit Bois Franc, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4263-69

Trudelle Sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-J. Trudelle, restaurateur, Orise Maheux, housewife, wife of the said Jean-J. Trudelle, both of 670 Montée des Trente, McMasterville, and Jacques-Marie Gaulin, notary, 273 Principale, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To operate and administer garages, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Trudelle Sport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 670 Montée des Trente, McMasterville, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4389-69

Roger Turgeon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1969, constituant en corporation: Roger Turgeon, garagiste, Réjeanne Leboeuf, ménagère, épouse dudit Roger Turgeon, tous deux de 9179, 10e avenue, Saint-Michel, et Jacques Turgeon, garagiste, 8210, Montrichard, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce des parties et accessoires des véhicules automobiles et des moteurs, sous le nom de « Roger Turgeon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9797, Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4094-69

Roger Turgeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Turgeon, garage-keeper, Réjeanne Leboeuf, housewife, wife of said Roger Turgeon, both of 9179, 10th Avenue, Saint-Michel, and Jacques Turgeon, garage-keeper, 8210 Montrichard, Anjou, for the following purposes:

To operate garages and to deal in motor vehicles and motor parts and accessories, under the name of "Roger Turgeon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9797 Papineau, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4094-69

Unirex Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1969, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, Max Bernfeld, 4635, Clanranald, app. 104, tous deux de Montréal, et Jack B. Bobrove, 5615, Cork, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Unirex Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3844-69

Unirex Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury, Max Bernfeld, 4635 Clanranald, Apt. 104, both of Montreal, and Jack B. Bobrove, 5615 Cork, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Unirex Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3844-69

Varin & Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Varin & Associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, Place Bourget sud, suite 207, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4110-69

Varin & Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries of Montreal, for the following purposes

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Varin & Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and into 3,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 70 Place Bourget South, suite 207, Joliette, judicial district of Joliette.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4110-69

Vendome Metal Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Vendome Metal Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued

patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gérard Roy, fabricant, 8454, Châteaubriand, Pierre Roy, 3262, Bossuet, app. 2, et Marcel Roy, 8238, Châteaubriand, ces deux derniers soudeurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes les opérations concernant les métaux de toutes sortes leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Vendome Metal Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4310, rue Hogan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458-o 4023-69

Village du Bas-Canada inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Dupuis, pépiniériste, Clément Pelletier, industriel, tous deux de Village-des-Aulnets, Raymond Bélanger, cultivateur, et Gérard Pelletier, pêcheur, ces deux derniers de Saint-Roch-des-Aulnets, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement touristique, récréatif et historique de la région du village de St-Roch-des-Aulnets, sous le nom de « Village du Bas-Canada inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Roch-des-Aulnets, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458-o 4173-69

1172 St. Catherine E. Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1969, constituant en corporation: Stanley Louis Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 21, chemin Cleve, Hampstead, tous deux avocats, et Erica Hume, secrétaire, épouse de John B. Hume, 2450, Athlone, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « 1172 St. Catherine E. Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 904, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31458 3846-69

9400 Restaurant Inc.
Restaurant 9400 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Roy, manufacturer, 8454 Châteaubriand, Pierre Roy, 3262 Bossuet, Apt. 2, and Marcel Roy, 8238 Châteaubriand, the latter two welders, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of operations concerning metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Vendome Metal Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 4310 Hogan Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4023-69

Village du Bas-Canada inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Dupuis, nurseryman, Clément Pelletier, industrialist, both of Village-des-Aulnets, Raymond Bélanger, farmer, and Gérard Pelletier, fisherman, the latter two of Saint-Roch-des-Aulnets, for the following purposes:

To promote the touristic, recreational and and historical development of the region of the village of St-Roch-des-Aulnets, under the name of "Village du Bas-Canada inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Saint-Roch-des-Aulnets, judicial district of Montmagny.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458 4173-69

1172 St. Catherine E. Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 21 Cleve Road, Hampstead, both advocates, and Erica Hume, secretary, wife of John B. Hume, 2450 Athlone, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "1172 St. Catherine E. Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 904, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 3846-69

9400 Restaurant Inc.
Restaurant 9400 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1969, constituant en corporation: Abel Selick, 1605, Norway, Mont-Royal, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Harold Dizgun, 1000, Pratt, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « 9400 Restaurant Inc. — Restaurant 9400 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31458 4051-69

20th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abel Selick, 1605 Norway, Mount Royal, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Harold Dizgun, 1000 Pratt, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business as restaurateurs, under the name of "9400 Restaurant Inc. — Restaurant 9400 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31458-o 4051-69

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de l'Ancienne Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette, municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 607-2, 607-4 et 607-5 (rues) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Ville de Lévis, Quartier St-Laurent

Cadastre officiel de la ville de Lévis, quartier St-Laurent, municipalité de la cité de Lévis, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 707 en eaux profondes est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Cité de Montréal, Quartier St-Laurent

Cadastre officiel de la cité de Montréal, quartier St-Laurent, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu' une partie des lots 227, 228, 236 à 240 est annulée et le lot 847 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Westmount, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 219-180 et une partie des lots 219-179, 219-181, 220-7, 220-8, 219, 220 sont annulés et les lots 4835 et 4836 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of l'Ancienne Lorette

Official Cadastre of parish of l'Ancienne Lorette, municipality of the parish of l'Ancienne Lorette, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 607-2, 607-4 and 607-5 (Streets) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 15, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Town of Lévis, St-Laurent Ward

Official cadastre of the town of Lévis, St-Laurent Ward, municipality of the city of Lévis, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lot 707 in deep water is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 10, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

City of Montreal, St-Laurent Ward

Official cadastre of the city of Montreal, St-Laurent Ward municipality of the town of Montreal,registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a part of lots 227, 228, 236 to 240 is cancelled and lot 847 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 8, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Parish of Montreal

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, municipality of the city of Westmount, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 219-180 and a part of lots 219-179, 219-181, 220-7, 220-8, 219, 220 are cancelled and lots 4835 and 4836 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 8, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Cité de Québec, Quartier Montcalm

Cadastre officiel de la cité de Québec, quartier Montcalm, municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 4109, 4110, 4110-1 et une partie des lots 4108-1, 4108-2, 4108, 4111 sont annulés et le lot 4521 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 125-890 (rue) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 139-1-1-1, 139-1-1-2, 139-1-1-5, 139-1-1-6, 139-1-1-7, 139-1-1-8, 139-1-1-9, 139-1-1-10, 139-1-1-13, 139-1-1-14, 139-1-1-15, 139-1-1-16, 139-1-1-17, 139-1-1-18, 139-1-1-20, 139-1-1-21, 139-1-1-22, 139-1-1-23, 139-1-1-42, 139-1-1-43, 149-1-1-44, 139-1-1-48, 140-2-1-1, 140-2-1-2, 140-2-1-3, 140-2-1-4, 140-2-1-5, 140-2-1-6, 140-2-1-7, 140-2-1-8, 140-2-1-10, 140-2-1-11, 140-2-1-12, 140-2-1-13, 140-2-1-14, 140-2-1-15, 140-2-1-19, 140-2-1-20, 140-2-1-21, 140-2-1-22, 140-2-1-24, 140-2-1-25, 140-2-1-27, 140-2-1-28, 140-2-1-29, 140-2-1-34, 140-2-1-35, 140-2-1-53, 141-6-1-1 et une partie des lots 140-2-1-30 n.s., 140-2-1-31 n.s. et 141-6-1-7 n.s. sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Georges

Cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, municipalité de la ville de St-Georges, division d'enregistrement de Beauce.

Avis est par la présente donné que une partie des lots 656-1 à 656-14 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 octobre 1969.

Le sous-ministre,
31496-o FERNAND BOUTIN.

City of Québec, Montcalm Ward

Official cadastre of the city of Québec, Montcalm Ward, municipality of the town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 4109, 4110, 4110-1 and a part of lots 4108-1, 4108-2, 4108, 4111 are cancelled and lot 4521 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 9, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Longueuil, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 125-890 (street) is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 7, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Parish of St-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 139-1-1-1, 139-1-1-2, 139-1-1-5, 139-1-1-6, 139-1-1-7, 139-1-1-8, 139-1-1-9, 139-1-1-10, 139-1-1-13, 139-1-1-14, 139-1-1-15, 139-1-1-16, 139-1-1-17, 139-1-1-18, 139-1-1-20, 139-1-1-21, 139-1-1-22, 139-1-1-23, 139-1-1-42, 139-1-1-43, 139-1-1-44, 139-1-1-48, 140-2-1-1, 140-2-1-2, 140-2-1-3, 140-2-1-4, 140-2-1-5, 140-2-1-6, 140-2-1-7, 140-2-1-8, 140-2-1-10, 140-2-1-11, 140-2-1-12, 140-2-1-13, 140-2-1-14, 140-2-1-15, 140-2-1-19, 140-2-1-20, 140-2-1-21, 140-2-1-22, 140-2-1-24, 140-2-1-25, 140-2-1-27, 140-2-1-28, 140-2-1-29, 140-2-1-34, 140-2-1-35, 140-2-1-53, 141-6-1-1 and a part of lots 140-2-1-30 n.s., 140-2-1-31 n.s. and 141-6-1-7 n.s. are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 3, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Parish of St-Georges

Official cadastre of the parish of St-Georges, municipality of the town of St-Georges, registration division of Beauce.

Notice is hereby given that a part of lots 656-1 to 656-14 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 16, 1969.

FERNAND BOUTIN,
31496-o *Deputy-Minister.*

Ventes pour taxes

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité, que les propriétés immobilières, ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le TREIZIÈME

Sales for Taxes

City of Hull

Notice is hereby given by the undersigned City Clerk of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on THURSDAY, NOVEMBER THIRTEENTH

jour de NOVEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

1969, at TEN o'clock in the forenoon in the municipal hall of the city of Hull in default of payment of municipal and/or school taxes and costs taxes and costs incurred.

Quartier Laurier — Laurier Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7	Robitaille, Jean-Claude & Yvon *et al* (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 229, Papineau	4	70-2	$ 1,108.88	$ 920.03	$2.65	$ 2,031.56
12	Larose, Lucien & Mme (Caisse Populaire du Sacré-Coeur de Hull, 106, boul. du Sacré-Coeur, Hull) 1-3, St-Jean-Baptiste	5	519	.....	527.30	1.32	528.62
92	Monette, Gilbert (Jacques Beaudry, 35, rue D'Auvergne, Touraine, P.Q. — Maurice Fleury, 107 rue St-Étienne, Hull), 109-111, St-Étienne	5	438	.....	303.73	3.50	307.23
120	Despatie, Donat (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 11, Verdun	5	O-401	.....	639.53	2.65	642.18
136-2	Savard, Gérard-Arthur, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — La Prévoyance Cie d'Assurance, 507, Place d'Armes, Montréal), 144, Sacré-Coeur	5	217-Pt. C, D-1	518.61	439.34	3.50	961.45
266	Simard, Edmond, 224, Laval	5	217-F-9	.....	373.07	1.80	374.87
269	Desjardins, Succ. Adrien, (Patrice Martial), 218, Laval	5	217-F-15	259.34	124.84	1.80	385.98
272	St-Arnaud, Léo & Mme (Union du Canada Life Assurance-Vie, 325, rue Dalhousie, Ottawa — Viateur Bergeron, 30, rue Dumas, Hull), 212, Laval	5	217-F-21	.....	175.20	3.50	178.70
301	Fauvelle, Roger, (Caisse Populaire de Hull, 41 rue Victoria, Hull), 134, Laval	5	N-507-S496	427.41	149.94	3.25	580.60
304	Antille, Paul-Émile, (Maurice, Léo, Gérard & Jacqueline), 117, Kent	5	S-518	217.94	99.50	1.80	319.24
317	Boucher, Robert, 150, rue Kent, (Jérôme Beaumier, 552, rue Hurtibise, Gatineau), Kent	5	N-470	63.41	26.10	2.40	91.91
425	Cloutier, Georges, 99, Dollard	5	N-504	291.24	192.58	1.80	485.62
426	Cloutier, Georges, 101, Dollard	5	S-499	42.97	49.00	1.80	93.77
441	Cyr, Rhéal, 137, Dollard	5	N-444	357.22	.....	1.80	359.02
550	Nicholas, Elzéar (Émérentienne Bélisle-Brière, 61, rue St-Henri, Hull) 207, Maisonneuve	5	S-454	118.73	128.27	2.65	319.65
552	Roy, Lucienne, Provost, Guy, 211, Maisonneuve	5	S-453	.....	136.40	1.20	137.60
574	Guévremont, Arthur & Mme-Mrs. (Caisse Populaire du Sacré-Coeur de Hull, 106, blvd du Sacré-Coeur, Hull) 267, Maisonneuve	5	N-381	.....	221.32	2.65	223.97
587	Finklestein, Mme-Mrs. Louis (Michael Greenberg, in Trust, 77, rue Metcalfe, Ottawa) 287-289, Maisonneuve	5	217-D-2	1,228.54	.....	2.65	1,231.19
682-1	Robitaille, Jean-Claude & Yves (Caisse Populaire de Hull, 41, Victoria, Hull) 160, Maisonneuve	4	18	1,676.03	1,517.40	2.65	3,196.08
719	Cunha, Révérend Albert, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Louis Beaumont, 58, rue Notre-Dame, Aylme) 239, Champlain	5	349	.....	1,139.00	3.50	1,142.50
744	Guindon, Aurèle, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — La Banque Provinciale du Canada, Rockland, Ont.) 309, Champlain	5	N-209	392.64	187.72	3.50	583.86
803	Larose, Lucien & Mme-Mrs., Albert Proulx, 354, rue Champlain, Hull) 352-354, Champlain	5	N-149	.....	233.95	1.32	235.27
873	Perron, Raymond & Mme-Mrs. *et al* 160, Champlain	4	46-2	389.60	331.37	1.80	722.77
927	Giroux, Omer Mme-Mrs.,— Robineau, Amédée & Mme-Mrs. (Raymond Proulx, 240, Place Tudor, Eastview, Ont.) 273 Notre-Dame	5	N-271	.....	183.03	2.65	185.68
1114	Laframboise, Réginald (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 7, Lambert	5	102-11	524.19	.....	2.65	526.84

Quartier Montcalm — Montcalm Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
1517	Picknell Richard & Mme-Mrs. (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 151, Papineau	3	192-2,824	$ 245.76	$ 196.66	$2.40	$ 444.82
1541	St-Louis, Paul (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 67, Papineau	2	96-4-1	734.16	815.31	3.25	1,552.72
1603	Lamoureux, Ovila (Stanley E. Cross, 7, Hadley, Hull) 96, Garneau	3	172-1	326.13	130.68	2.65	459.46
1632	Leduc, Lucien (Mrs. Stewart R. Strutt, 1132, Normandy Cr., Ottawa, Ont.) 79, Garneau	3	152-2	292.48	271.86	2.65	566.99
1639	Saucier, Rosario & Mme-Mrs. 51, Garneau	2	96-33-1	.....	96.65	1.80	98.45
1701	Bigras, Gilles (Banque de Montréal, rue Principale, Hull) 90, Charlevoix	3	143-1	.....	229.57	2.65	232.22
1735	Martel, Robert & Mme-Mrs. 99, Charlevoix	3	131-6	432.92	397.75	1.80	832.47
1783	Desjardins, Trefflée (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 195, St-Laurent	2	96-81B	506.21	394.03	2.65	902.89
1816	Scott, Alexandre Mme-Mrs. (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 113, St-Laurent	3	136-96A	.....	322.14	2.40	324.54
1864	Desjardins, Ernest & Mme-Mrs. 248, St-Laurent	2	93-23	.....	345.06	1.80	346.86
1866	Charron, Oscar & Mme-Mrs. (Stanley E. Cross, 7, Hadley, Hull) 252, St-rent	2	93-27	.....	212.55	2.65	215.20
1968	Arvivais, Robert (Ida Léonard, 88, rue Montcalm, Hull) 90, Sacré-Coeur	3	14-5-2	306.61	.....	2.65	309.26
2186	Picard, Émilien (Ottawa Cordells Ltd. a/s Roméo Pigeon & Lavoie Ltée 569, chemin McArthur, Ottawa) 318, St-Rédempteur	3	9-59	61.43	.....	2.65	64.08
2187	Picard, Émilien (Ottawa Cordells Ltd. a/s Roméo Pigeon & Lavoie Ltée, 569, chemin McArthur, Ottawa) Ottawa) 316, St-Rédempteur	3	9-58	61.43	.....	2.40	63.83
2216	Dagenais, Serge (Caisse Populaire du Sacré-Coeur, 106, blvd du Sacré-Coeur, Hull) 232-234, St-Rédempteur	3	51-1	.....	242.02	1.32	243.34
2217	Hamelin, Emmanuel (Caisse Populaire St-Rédempteur, 223, rue St-Rédempteur, Hull — Alma Mercier, Gracefield, Qué.) 230, St-Rédempteur	3	51-2	318.91	325.14	3.50	647.55
2255	Laurin, Jean-Marie & Mme-Mrs. (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 43, St-Hyacinthe	3	49-2	.....	160:37	2.65	163.02
2258	Sauvé, Joffre 51, St-Hyacinthe	3	38-1	.....	319.70	1.80	321.50
2275	Sabourin, Rhéo (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Craig Investment Ltd., 50, Place Crémazie, Montréal — Montreal Trust, Montreal) 91, St-Hyacinthe	3	9-44	370.42	274.50	4.35	649.27
2320	Monette, Maurice (Michel Lefebvre, 246, rue St-Rédempteur, Hull — Household Finance Corp. of Canada, 175, rue Principale, Hull — Sauvé & Landry, Gatineau, Qué.) 44, St-Hyacinthe	3	48-2	335.38	134.01	1.35	473.74
2335	Fournier, Wilfrid (Caisse Populaire Ste-Bernadette, 15, rue Ste-Bernadette, Hull) 8, St-Hyacinthe	3	109-2	179.81	73.07	2.65	255 53
2387	Cross, Stanley-E. 91, St-Henri	3	11-3, 11-4	379.92	.....	2.40	382.32
2398	Chagnon, Robert (Mme-Mrs. Pauline Pilon, 82, N. Arm, Lucerne, Qué.) 117, St-Henri	3	8-28	406.69	153.39	2.65	562.73
2427	Bélanger, Roland (Domina Philion, 80, rue St-Henri, Hull) 80, St-Henri	3	11-20	157.30	.....	1.20	158.50
2448	Letang, Émile (Marie-Louise Sirois, 387, rue St-Patrice, Ottawa) 16, St-Henri	3	102-1	344.17	290.29	2.65	637.11
2561	Annany Maroney & Mme-Mrs. 8, Brébeuf	3	12-11	.....	57.16	1.80	58 96
2584	Legault, Maurice (Charter Credit Corp., 50, Place Crémazie, Montréal) 55, Brébeuf	3	135-14-1	432.19	.....	2.65	434.84
2600	Thérien, Royal-A. & Mme (Municipal Acceptance Corp., 1175, rue Jean-Talon, est, Montréal), 42, Falardeau	3	13-15-1	570.85	188.92	2.65	762.43

Quartier Montcalm (*suite*) — Montcalm Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
2601	Thérien, Royal-A., (Gaston Dagenais, 147, rue Caron, Hull), 40, Falardeau	3	13-14	$ 328.02	$ 131.82	$2.65	$ 462.49
2602	Beaulne, Alfred, Antoinette Mercier, Gracefield, Qué.), 38, Falardeau	3	13-13	348.09	272.52	2.65	659.26
2609	Arvisais, Robert, (Ida Léonard, 88, rue Montcalm, Hull, Mme Armand 26, Falardeau	3	13-6	411.52	.....	2.65	414.17
2621	Beaulne, Alfred, 39, Falardeau	3	13-30	345.14	219.18	1.80	566.12
2654	Roy, Yvonne Mme, 15, Guertin	3	135-68	.....	141.17	1.80	142.97
2662	Guertin, Aurèle & Mme (Union du Canada Assurance-Vie, 325, rue Dalhousie, Ottawa), 4, Guertin	3	135-100	264.65	141.36	2.65	408.66
2700	Rondeau, Zoel & Mme, (Arthur Marier, 84, rue Murray, Ottawa), 13, Mance	3	14-22, 25	287.79	194.12	3.25	485.16
2757	Arvisais, Robert (Ida Léonard, 88, rue Montcalm, Hull — Caisse Pop. du Sacré-Coeur, 106, blvd Sacré-Coeur, Hull), 7, St-Pierre	3	14-11	277.22	.....	3.50	280.72
2763	Lauzon, Rodolphe et-and Mme-Mrs. (Guaranty Trust Co. of Canada, 110, rue Principale, Hull), 22, St-Pierre	3	14-30, 33	.....	709.56	3.25	712.81
2791	Cyr, Roméo *et al* (Dame Eugène Thibeault, 126, blvd du Sacré-Coeur, Hull), 191, Laval	3	135-149	332.62	182.93	2.65	518.20
3188	Leduc, Claude B. & Al. (Royal Trust Co., 76, Metcalfe, Ottawa) 112-114, Principale	3	7241, 723-Pt. 2	5,459.88	5,886.83	3.25	11,349.96
3189	Leduc, Mme P. V. & Gagnon, Mme E. 116, Principale	3	723-Pt. 2	2,061.97	2,163.43	1.80	4,227.20
3219	Mousseau, Fernand (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77, rue Metcalfe, Ottawa — Aldège Cayer, 157, blvd Riel, Hull — Ruben Bros. (Clothiers), 400, rue Ontario ouest, Montréal) 141, Principale	3	652-5, 652-6	12,664.01	14,144.80	5.55	26,814.36
3333	Courval, Mme Adolphe 136-138, Wright	3	579	522.82	502.39	1.80	1,027.01
3338	Courval, Mme Adolphe 139, Wright	3	623	459.17	420.85	1.80	881.82
3366	Charlebois, Fidèle (Ernest Kingsley, 112, rue Jeanne d'Arc, Hull) 13, Wright	2	229-1, Pt. O-228	353.83	136.11	3.00	492.94
3410	Henderson, Richard-E. (Jack Rothberg, 300 Richmond Rd. — Homeplan Realty Ltd., 100 Albert, Ottawa 4, Ont. — Industrial Acceptance Corp., 1712 Carling Ave., Ottawa) 125, Hôtel-de-Ville	4	262-Pt.-S-2 262-Pt.-S-3	712.59	745.10	4.95	1,462.64
3507	Gagnon, Oscar & Mme (Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull) 4, Frontenac	3	345-2, 346-2 347-2		329.00	3.85	332.85
3521	Duguay, Georges (Dame William Robinson, Orléans, Ont.) 80, Frontenac	3	375		175.49	2.65	178.14
3554	Edmond, Palma (Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull — Bernigno Rodriguez, 1375, rue Michel, Ottawa) 1, Frontenac	3	344-2		264.05	3.50	267.55
3616	Vasquez, Emilio & Mme (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 47-49, Gagnon	2	160-1		233.56	2.65	236.21
3621	Périard, Simone, 147, rue Montcalm Hull Vacant, Gagnon	2	395	156.01	55.21	1.80	213.02
3748	Roussel, Gilbert (Filam Investment Ltd., 50, Place Crémazie, Montréal) 137, Montcalm	2	191	250.28	114.24	2.65	367.17
3750	Périard, Jean & Al. 147-149, Montcalm	2	Pt. 189	475.70	213.07	1.80	690.57
3751	Périard, Jean & Al. 151, Montcalm	2	Pt. 189	208.25	88.41	1.80	298.46
3825	Poirier, Léopold (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Claude Lafortune) 16, Carillon	2	291-2		311.85	3.25	315.10
3834	Drouin, Gabriel (Caisse Populaire Ste-Bernadette, 15, rue Ste-Bernadette, Hull) 121, St-Rédempteur	2	184-1	264.47		2.65	267.12
3906	Groulx, J. Roméo & Mme (Gabriel Gouin, 28, blvd Hadley, Hull — M. & Mme Joseph Shmelzer a/s Me Sol M. Shmelzer, 48, rue Rideau, Ottawa) 145-147, Eddy	3	244-297-3, 241-2, 260-1		538.17	5.30	543.47

Quartier Montcalm (*suite*) — Montcalm Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
3921	Leblanc, Florian (Grant Blondin, R. R. no 1, Aylmer, Que) Eddy.....	3	292.....	$ 111.03		$2.65	$ 113.68
3928	Charette, Lionel (Caisse Populaire du Sacré-Coeur de Hull, 106, blvd du Sacré-Coeur, Hull — Dame Jean-Baptiste Courval, 424, rue Principale, Gatineau, Qué.) Eddy.....	3	356-1.....	202.20		3.50	205.70
3929	Charette, Lionel (Caisse Populaire du Sacré-Coeur de Hull, 106, boul du Sacré-Coeur, Hull — Dame Jean-Baptiste Courval, 424, rue Principale, Gatineau, Qué) 112, Eddy....	3	405-1.....	648.91		3.00	651.91
3968	Roy, Roger & Mme (Caisse Notre-Dame de Hull, 41, rue Victoria) 85, St-Jacques.....	3	527.....		$ 472.99	2.65	475.64
3972	Rochon, Dioscoride (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) St-Jacques.....	3	357-2, 360....	90.36	40.09	3.25	133.70
3973	Rochon, Dioscoride (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 99, St-Jacques.....	3	359, 358-2....	633.61	279.57	3.00	916.18
3992	Harper, Fernand (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 148, St-Jacques.....	3	213-1, 197-4..	311.30	151.03	3.25	465.58
4118	Guitard, Annette & Al. (Raymond Leblanc, 6, rue Gauthier) 71, Laval.	3	460.....	653.98	871.26	2.40	1,527.64
4119	Perrier, Joseph (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Gérard Pépin, 96, rue Maurice, Hull — Louis Laflamme, R.R. no 2, Pink Road, Lucerne, Qué.) 73, Laval....	3	458, 459.....	1,110.74	751.25	4.95	1,866.94
4146	Gendron, Raoul (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Ministère du Revenu National, Ottawa) 80-82, Laval.....	4	225-B.....	292.64	141.68	3.50	437.82
4210	Proulx, Louis Gonzague & Mme (Seaboard Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull) 52, Dollard.....	4	124-1.....	454.37	349.04	2.65	806.06
4221	Henderson, Richard-E. (Succ. Jules Laverdure, a/s Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull — Industrial Acceptance Corp., 1712 Carling Ave., Ottawa) 8, Dollard..	4	252-Pt. O-2...	515.54	530.98	3.50	1,050.02
4237	Henderson, Richard-E. (Succ. Jules Laverdure, a/s Trust Général du Canada, 120, rue Principale, Hull — Industrial Acceptance Corp., 1712 Carling Ave., Ottawa) 79, Maisonneuve.....	4	251-2, 252-2, Pt. E-262-2, Pt. N-2 etc..	1,090.13	1,140.00	5.30	2,235.43
4244	Pierre Desrosiers (En fideicommis) (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) Maisonneuve.....	4	187-1.....	165.68	89.90	2.65	258.23
4307	Massé, Gérard Guaranty Trust Corp. of Canada, 114, rue Principale, Hull) 137, Champlain.....	4	104-1.....		206.49	1.32	207.81

Quartier Tétreau — Tétreau Ward

4528-1	Proulx, Armand Royal Trust Co., 76 Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77 Metcalfe, Ottawa) 28, Millar.....	1	317-Pt. 38-Pt. 39.....	$ 924.02	$ 856.38	$3.85	$ 1,784.25
4545	Leduc, Claude-B. (Royal Trust Co., 76 Metcalfe, Ottawa) 11, Hadley..	1	261-25.....	897.91	716.70	2.65	1,617.26
4561	Picard, Laurent (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 36 Hadley.....	1	261-8.....	699.07	294.38	2.65	996.10
4584	Marchand, Pierre-Eugène, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 37, Taché.....	1	317-66.....	1,084.56	.....	2.65	1,087.21
4705	Meilleur, Aimé & Mme-Mrs, (Craig Investment, 50, Place Crémazie, Montréal — Montreal Trust Co., Montreal), 24, Delanaudière.....	1	Pt. 27*b*, Pt. 27*a*, Pt. 26..	.....	120.81	4.70	125.51
4745	O'Neil, James-H. & Mme-Mrs, (Caisse Populaire Brébeuf de Hull, 345, rue Alexandre Taché, Hull), 37, Delanaudière.....	1	32.....	279.50	318.38	2.65	600.53

Quartier Tétreau (*suite*) — Tétreau Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
4759	Corneau, Hector, 44, Prévost	1	338-8, Pt. 336.	$ 952.16	$ 351.53	$2.40	$ 1,306.09
4786	Emery, Julien & Mme-Mrs, (Joseph A. Sirois, 166 Clarence St., Ottawa — Les Placements Craig Ltée, 50, Place Crémazie, Montréal — Montreal Trust, Montreal), 17, Duhamel	1	84		353.08	4.10	357.18
4793	Gagné, Roger, (Charles A. Meilleur, 66, rue Main, Gatineau), 42 Tétreau	1	96-B, O-27	526.45	397.09	3.25	926.79
4794-2	Beaudry, Mme-Mrs Lucien, (Seaboard Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 46, Tétreau	1	95-B	669.10	252.63	2.65	924.38
4892	Trépanier, Émile Succ.-Es., 40, Coallier	1	74-A		146.65	1.80	148.45
4894	Dériger, Bernard, (Craig Investment Ltd., 50, Place Crémazie, Montréal — Montreal Trust Co., Montreal — Yvon Rainville, 55, rue St-Cyr, Hull), 34, Coallier	1	85	765.50	250.49	4.10	1,020.09
4980	Gariepy, Jean-Jacques, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull) 23, Moncion	1	9-15-12	685.13	625.88	2.65	1,313.66
5123	Séguin, Pierre, Royal Trust Co., 76 Metcalfe St., Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77 Metcalfe St., Ottawa), 25, St-Dominique	1	9-18-14	775.47		1.63	777.10
5124	Séguin, Pierre, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77, rue Metcalfe, Ottawa), 23, St-Dominique	1	9-18-15	769.76		1.50	771.26
5260	Desrosiers, Robert, (Royal Trust Co., 76 Metcalfe St., Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77 Metcalfe St., Ottawa), 10, Place Bélisle	1	10-10-14		333.26	3.25	336.51
5325	Hopson, René, (Caisse Populaire Bréboeuf de Hull, 345, blvd. Alexandre Taché, Hull), 17, Roussillon	1	255-60, 59	479.17		3.25	482.42
5439	Charron, Hector & Mme-Mrs, 17, Scott	1	255-143	166.52		1.80	168.32
5489	Pagé, Aldège, 9, Chatelain	1	255-160-161	223.31	94.99	2.40	320.70
5498	Hayter Gordon & Mme-Mrs, (Laurentide Acceptance Corp. Ltd., 103, rue Montcalm, Hull), 1, Graham	1	255-483		196.48	2.65	199.13
5502	Barette, Fernand, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 15, Graham	1	255-476		114.24	1.32	115.56
5508	Barrette, Émile Mme-Mrs, (Imperial Oil Ltd., Montreal—Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77, Metcalfe, Ottawa), 18, Graham	1	255-E-500*a*, O-499*a*		116.69	3.85	120.54
5515	Jetté, Albert, (Dame Alice Cotuan Desjardins, rue Wellington, Hull), 11, Duquesne	1	255-555, 556		176.86	1.50	178.36
5524	Gauthier, Wilfrid, 20, Duquesne	1	255-578, P. 1184		119.72	2.40	122.12
5534	Lacasse, Gabriel & Mme (Banque Provinciale du Canada, 161, rue Principale, Hull — International Paints (Canada) Ltd., 6700 Park Avenue, Montreal — Lionel Hotte, Hull), 9, Lavigne P. 1184	1	255-646, 647, P. 1184		261.19	5.30	266.49
5538	Gauthier, Wilfrid, (People's Thrift & Investment Co. 48, rue Rideau, Ottawa), 23, Lavigne	1	255-636, P. 637		122.49	3.25	125.74
5546	Blondin, Albert & Mme, (Isidore Michaud, 39, blvd St-Joseph, Hull, 48, Lavigne	1	255-686, E-687 P. 1174	637.62	221.33	3.25	862.20
5559	Lacasse, Gabriel & Mme, (Banque Provinciale du Canada, 161, rue Principale, Hull — International Paints (Canada) Ltd., 6700, ave Park, Montreal — Lionel Hotte, Hull — Seabord Discount Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 8 Lavigne	1	255-658, Pt. 1175		173.42	5.55	178.97
5588	Gravelle, Ferdinand & Mme, 42, Bienville	1	255-788, E-789 P. 1165		223.56	3.00	226.56

Quartier Tétreau (*suite*) — Tétreau Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
5618	Brassard, Robert & Mme, (Ididore Michaud, 39 boul. St-Joseph, Hull — André Tessier, 236, boul. St-Joseph, Hull), 6, Booth	1	255-909, 910		$ 561.10	$4.10	$ 565.20
5618-1	Poulin, Napoléon & Mme, 6, Booth	1	255, P. 1158A		44.8	2.25	6.73
5646	Boudreault, Marcel & Mme, Seabord Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 131, St-Jean-Bosco	1	255-C-1000, C-999, C-998, P. 1153		202.62	4.45	207.07
5696	Beaudry, Arthur & Mme, (Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77, rue Metcalfe, Ottawa), 65, Delorimier	1	254-22		253.03	2.65	255.68
5724	Lusignan, Mme J. Henri & Al. (Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, rue Booth, Hull), 122, Délorimier	1	254-171	$ 569.31	172.58	2.65	744.54
5760	Blais, Robert, (Marlin Investment Corp., 50, Pl. Crémazie, Montréal), 3, Rouville	1	254-52	418.85		2.65	421.50
5787	Morissette, Cléophas, (Family Finance (1964) Corp., 2024, rue Peel, Montréal), 86, Rouville	1	254-202	340.45		2.65	343.10
5789	Laurier, Mme Georges, (Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, rue Booth, Hull), 82, Rouville	1	254-204	665.00	265.10	2.65	932.75
5796	Marcil, Fernand, (Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, rue Booth, Hull), 62, Rouville	1	254-211		140.23	2.65	142.88
5801	Lavoie, Gaston, (Maurice Bergeron, 84, boul. St-Joseph, Hull), 46, Rouville	1	254-216	400.46	289.47	2.65	692.58
5803	Gaudreau, Wilfrid, (Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, rue Booth, Hull), 40-42, Rouville	1	254-67	377.97	154.02	2.65	534.64
5832	Boudria, Aurèle, (Caisse Populaire St-Jean Bosco, 25, rue Booth, Hull), 61, Chauveau	1	254-221	374.94		2.65	377.59
5849	Provost, Raoul & Mme, (Seabord Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 84, Chauveau	1	254-236		305.07	2.65	307.72
5965	Larose, Lucien, (Dame Béatrice Gauthier Côté, 237, rue Maisonneuve, Hull), 34, Front	1	291-1		267.74	1.32	269.06
6037	Dorion, Robert, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 122, St-Joseph	1	256-7	600.17		2.65	602.82
6049	Papillon, Elzéar & Mme, (Lucien Lauriault, 37, rue Corbeil, Hull), 119, St-Joseph	1	254-352	493.51		2.65	496.16
6100	Loiselle, Jean, (Caisse Populaire St-Jean-Bosco, 25, rue Booth, Hull), 11, Jogues	1	255-N-1065, P. 1148B	405.81		3.25	409.06
6140	Auger, Berthe, 53, Walker	1	254-399	384.21	486.93	1.80	872.94

Quartier Wright — Wright Ward

6598	Léonard, Roméo, (Maurice Charbonneau, 9, rue Lambert, Hull), 13, Rouleau	1	8-60	$ 491.59	$ 183.96	$2.65	$ 678.20
6623	Blondin, Albert & Mme, (Isidore Michaud, 39, boul. St-Joseph, Hull — Nick Skowronsky, 22, rue Sherbrooke, Ottawa), 4, Plessis	1	247-40	468.62	147.17	3.50	619.29
6626	Filiou, Antonio, Amherst	1	250-55	103.82		1.80	105.52
6640	Marengère, René, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Club de Salaberry Inc., a/s Cartier Migneault, 161, rue Principale, Hull), 97, Amherst	1	247-O-87, O-54	590.63	427.93	4.10	1,022 66
6659	Bencik, Clément & Mme, (Caisse Populaire de Hull, 41 rue Victoria, Hull — Les Constructions Deschênes Ltée, Pink Rd., Lucerne, Qué.), 159, Amherst	1	247-415, 414, P. 480		393.33	4.70	398.03
6676	Strasbourg, Mme Édouard, 174, Amherst	1	247-411, 412, 8-27	523.79	318.56	3.00	845.35
6684	Arbique, Ronald & Mme, (Imperial Oil Ltd., 2000, rue Sherbrooke ouest, Montréal — Alphonse Lépine, 35, rue Montmorency, Hull), 136, Amherst	1	247-399, P. 486	423.00	291.41	4.10	718.51

Quartier Wright (*suite*) — Wright Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
6685	Strasbourg, Roland & Mme, (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 134, Amherst	1	247, 398	$ 428.69		$2.65	$ 431.34
6705	Morin, Rodolphe, (La Fabrique St-Joseph de Hull, Hull, Qué. — Chanoine Rodrigue Glaude, Hull), 44, Amherst	1	247-O-552	350.26	$ 367.69	3.00	720.95
6711	Glace Cristal Ltée, (Aldège Cayer, C.P. 72, Hull — Dame Kathleen Galegoure, 516, rue Dorchester, Ottawa), 10 Amherst	1	250-SC-59	2,357.16	2,153.69	3.50	4,514.35
6742	Sabourin, Émile, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa, — André Lacasse (en fiducie), 59, rue Lisieux, Touraine), 107, Binet	1	247-796, P. 486		224.08	3.50	227.58
6744	Legault, Carroll & Mme, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — C.A.C. Realty Ltd., 191, rue Principale, Hull), 111, Binet	1	247-369, 370		243.81	4.10	247.91
6826	Monette, Gilbert, (Western Savings & Loan Assn., Winnipeg — Superior Discount Ltd., 30, rue Rideau, Ottawa — Robert Granger, 20, rue St-Thomas, Hull — Jean-Marie Gravel, 50, rue Émond, Hull), 170, Durocher	1	247-763	593.06	198.48	4.95	796.49
7048	Villeneuve, Émile, (Fidelity Finance Corp., 4661, rue Van Horne, Montréal, Qué.), 92, Dumas	1	245-34	409.64	351.97	2.65	764.27
7163	Dalpé, Lionel, (Roméo Cloutier, 8, rue Duquesne, Hull), 118, Sherbrooke	1	246-189, P. 618		158.01	3.25	161.26
7168	Séguin, Roland-J. 86, Sherbrooke	1	246-197, 198, P. 618	339.00	182.00	3.00	524.00
7176	Lesage, Mme André, (Union du Canada Assurance-Vie, 325, rue Dalhousie, Ottawa), 58, Sherbrooke	1	245-100, E-99, 246-S-211, E-605	627.75		4.45	632.20
7217	Piché, Laurent, (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 141, Nicolet	1	246-262		122.50	2.65	125.15
7236	Villeneuve, Mme Octove, 156, Nicolet	1	246 P. S-306, S-307	162.76		2.40	165.16
7257	Richer, Aurèle, (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull, — Philippe Charest, Hull, Qué.), 82, Nicolet	1	246-344	476.08		3.50	479.58
7300	Brazeau, Thomas Aurèle & Mme, (Bank of Nova Scotia, 61, rue Principale, Hull), 105, Jeanne d'Arc D'Arc	1	246-399, 400 P. 622		182.87	3.85	186.72
7339	Thom, Antonio, (Dame Eugène Thibault, 126, boul. du Sacré-Coeur, Hull), 51, Crémazie	1	257-33, N-32	668.45	442.61	3.25	1,114.31
7357	Ménard Ready Mix Ltd, (Ménard Construction Ltd., Green Valley, Ont.), 100, Lois	1	250-S, O-59		1,478.38	1.32	1,479.71
7371	Brisebois, Robert & Mme, (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 121, Lois	1	250 S-40		119.15	2.65	121.80
7391	Maisonneuve, Roméo, (Les Placements Craig Ltée, 50, pl. Crémazie, Montréal — Montreal Trust Co. Montréal), 69, Lois	1	251-7, 257-21		146.50	1.92	148.42
7400	Club d'Hiver de Hull, Inc., (Marcel Ste-Marie, (in Trust), 133, rue Champlain, Hull — Ed. Brunet & Fils Ltée, 9, rue Dumas, Hull), 20, Cousineau	1	250-S.E.61, 90-2	3,580.89		4.10	3,584.99
7411	Rocheleau, Gilles & Guy, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa), 142, St-Joseph	1	257-8A, 9A		1,701.91	2.25	1,705.16
7552	Gravelle, Marcel, (Caisse Populaire Brébeuf, 345, boul. Alexandre Taché, Hull), 62, Démontigny	1	247-594	1,231.01		2.65	1,233.66
7569	Belley, Roland & Mme Bard, Lucien, (Stanley D. Cross, 7, rue Hadley, Hull), 65, Démontigny	1	247-588		196.14	2.65	198.79
7639	Presseault, Joseph-R., (Ovilda Dubeau, 24, rue Richelieu, Hull), 24, Richelieu	1	247-85		230.67	2.65	233.32
7686-2	Villeneuve, Bernard, (Union du Canada Assurance-Vie, 325, rue Dalhou-						

Quartier Wright (*suite*) — Wright Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
	sie, Ottawa — Laurier Lafontaine, 344, rue Donald, Ottawa) 100, Labelle	1	246-O.N. 306, P. N.-307, P. 425	$ 453.50	$ 332.11	$4.70	$ 790.31
7687-1	Vachon, Roger, (Seabord Securities Canadian Ltd,. 101, rue Principale, Hull), 51, Labelle	1	247-430, P. 481	473.84	208.13	3.25	685.22
7688	Vachon, Roger, (Seabord Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 49, Labelle	1	247-429, P. 481	193.89	75.25	3.00	272.14
7693	Woodford, Charles, (Stanley E. Cross, 7, rue Hadley, Hull — Dame Aimé Godin, 127, Charlevoix, Hull — Ministère du Revenu National, Ottawa, — Sa Majesté la Reine, Québec — Banque de Montréal, Hull), 39, Labelle	1	247-624	518.50	248.45	4.55	772.40
7694-1	Woodford, Charles, (Stanley E. Cross, 7, rue Hadley, Hull — Dame Aimé Godin, 127, Charlevoix, Hull — Ministère du Revenu National, Ottawa — Sa Majesté la Reine, Québec — Banque de Montréal, Hull), 39, Labelle	1	247-P. 623	82.87	29.69	4.20	116.76
7767	Laurin, Ferdinand, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Corpn., 77, rue Metcalfe, Ottawa), 40, Bisson	1	8-174	640.56	.....	3.25	643.81
7823	Oneson, Anthony, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa), 50, Prud'Homme	1	8-N-351, S. 350	757.85	499.45	3.25	1,260.55

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8178	Lafleur, Lucien, (Léonie Bouladier, Buckingham, Qué.), 72, Montclair	1	244-179, P. 586	.....	$ 222.42	$3.25	$ 225.67
8204	Latreille, Ernest, (Dame Aldéric Labelle, Hull), 73, Fontaine	1	244-208, 209	.....	175.09	3.00	178.09
8216	Fortin, Ovila, (Caisse Populaire du Sacré-Coeur, 106, boul. du Sacré-Coeur, Hull — Niagara Mortgage & Loan Co., Ltd., 77, rue Metcalfe, Ottawa), 119, Fontaine	1	244-47	.....	159.12	3.50	162.62
8221	Scott, Fernand, (Société Centrale d'Hypothèque & de Logement, Ottawa, Ont), 129, Fontaine	1	244-42	$ 362.06	342.20	2.40	706.66
8233	Dompierre, Gaston, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull, 153, Fontaine	1	244-30	.....	234.44	1.32	235.76
8242	Payette, Paul & Mme, (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull), 175, Fontaine	1	4-1-76	.....	221.89	2.65	224.54
8266	Leroux, Mme J. M., (Raymond Girard, 465, Echo Drive Ottawa — Mme Madelin Bechamp Laplante, 167, rue Brodeur, Hull), 168, Fontaine	1	4-1-65	536.21	208.74	3.50	748.45
8375	Albert, André & Mme, (Caisse Populaire St-Joseph, 250, boul. St-Joseph, Hull — Banque de Montréal, 141, rue Principale, Hull), 167, Ste-Marie	1	4-1-32	.....	211.46	3.50	214.96
8558	Desjarlais, Maurice & Mme, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77, rue Metcalfe, Ottawa), 132, Caron	1	244-554	.....	207.60	3.50	211.10
8586	Henderson, Richard E., (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Seabord Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 18, Caron	1	244-368, P. 595	561.23	295.48	4.10	860.81
8757	Pilon, Robert, (Palmer J. Foley, 127, rue Buell, Ottawa — La Banque Provinciale du Canada, 221 ouest, rue St-Jacques, Montréal), 71, Gamelin	1	244-517, 518, P. 600	.....	506.67	4.70	511.37
8760	Immeubles Carmen Inc., (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 77-79, Gamelin	1	244-521	600.10	.....	2.65	602.75

Quartier Lafontaine (*suite*) — Lafontaine Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
8771	Ely, William Patrick, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), — Plomberie Régimbald Ltée, Hull — A. Amyot & Fils Ltée, Hull), 169, Gamelin	1	244-O-541, P. 603	$ 1,229.39	$ 532.53	$4.45	$ 1,766.37
8826	Ely, William Patrick, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — C.A.C. Realty Ltd., 191, rue Principale, Hull), 64, Gamelin	1	142-2, E-56, 56-142-20-20	812.78	361.41	4.70	1,178.89
8827	Gauthier, Marcel, (Caisse Populaire St-Raymond, 53, rue St-Raymond, Hull), 60, Gamelin	1	142-20, P. 21..	787.93	.....	2.65	790.58
8831	Gauthier, Marcel, (Caisse Populaire St-Raymond, 53, rue St-Raymond, Hull), 15, Archambault	1	141-52	492.21	.....	2.65	494.86
8883	Parizeau, Jean-Gaston, (Stanley E. Cross, 7, rue Hadley, Hull), 19, Montpetit	1	141-30	374.14	283.61	2.65	660.40
8942	Bénard, André & Mme, (Caisse Populaire St-Raymond, 53, rue St-Raymond Hull), 6, Larose	1	141-161	444.28	331.83	2.65	778.76
8982	Poirier, Léo, (C.A.C. Realty Ltd., 191, rue Principale, Hull), 19, Richer	1	141-205	451.58	175.23	2.65	629.46
8986	Lafrenière, Marcel, (Filam Investment Ltd., 50, Pl. Crémazie, Montréal — Laurent Frappier, Metcalfe, Ont.), 13, Richer	1	141-255-18	.....	277.17	3.50	280.65
9067-8	Carrière, Gérald, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa), 14, Leblanc	1	142-35	495.80	.....	2.65	498.45
9088	Lesage, Alphonse, (Seaboard Securities Canadian Ltd., 101, rue Principale, Hull), 65, St-Raymond	1	141-231	.....	120.29	2.65	122.94
9104-1	Institut Réhabilitation Richelieu, St-Raymond	1	P.-3-1-19	877.31	.....	1.80	879.11
9110-1	Grimco Amusements Ltd., — St-Joseph	1	Q-1, 144-P. 5	.....	5,774.19	1.80	5,775.99
9110-2	Grimco Amusements Ltd., 480, St-Joseph	1	144-P. 5	.....	1,869.61	1.80	1,871.41
9159	Alie, Jean & Mme, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue, Victoria Hull), 50, Fortier	1	244-N. 249, N. 248, P. 588 etc	.....	302.88	3.85	306.73
9362	Mousseau, Fernand, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Rubin Bros. (Clothiers) Ltd., 400 ouest, rue Ontario, Montréal), 60, Maurice	1..	4-1-175	1,259.51	.....	3.50	1,263.01

Quartier Dollard — Dollard Ward
Canton de Hull — Hull Township

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
12019	Belleau, Jean, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 126, St-Raymond	5	6B-51	.....	$ 459.54	$2.45	$ 461.99
12163	Farmer, André, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co., 77, rue Metcalfe, Ottawa — Guy Villeneuve, 31, rue Meunier, Hull), 64, Fréchette	5	6B-408	$ 555.77	.....	4.10	559.87
12329	Thauvette, Laurent, Brady	5	6B-Pt. 325	217.58	118.58	1.80	337.96
12330	Thauvette, Laurent, Brady	5	6B-324	349.82	185.15	1.80	536.77
12931	Thauvette, Laurent, Legault	5	6B-508	277.79	75.59	1.80	355.18
12932	Thauvette, Laurent, Legault	5	6B-507	208.09	89.17	1.80	299.06
12933	Thauvette, Laurent, Legault	5	6B-506	215.63	108.41	1.80	325.84
12934	Thauvette, Laurent, Legault	5	6B-505	197.57	86.98	1.80	286.35
14201	Langford, D. McLeod Const. Ltd., (Société Gazifère de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull), 307, Riel	6	8C-131	45.72	.....	0.89	46.61

Quartier Dollard — Dollard Ward
Canton de Hull (*suite*) — Hull Township (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
13090	V. & G. Realty Ltd., (Raymond Philion, 367, rue Riel), 367, Riel	6	8C-219, 9C-2..	$ 63.71	.....	$2.05	$ 65.76
14202	Langford D. McLeod Construction, (Société Gazifère de Hull, 365, boul. St-Joseph, Hull), 144 Jolicoeur	6	8C-130	102.38	.....	0.89	103.27
15363	V. & G. Realty Ltd., a/s M. Denzil Vipond, D'Amour Drive North, Lucerne						
13463	V. & G. Realty Ltd., a/s M. Denzil Vipond, D'Amour Drive North, Lucerne						
13473	V. & G. Realty Ltd., a/s M. Denzil Vipond, D'Amour Drive North, Lucerne	6	Pt. 8C	565.50	$ 18.31 46.11p	1.80	631.72
14206	Nancliffe Ltd., (Banque de Montréal — René Bourdage, 141, rue Principale, Hull), 10, Des Groseilliers	6	8C-247	.....	31.65	3.25	34.90

Quartier Vanier — Vanier Ward

15009	Roussel, Laurent J. A., (Caisse Populaire St-Raymond, 53, rue St-Raymond, Hull — Dame Antonio Roussel, 74, rue St-Raymond, Hull), 74, St-Raymond	5	5-457	$ 822.91	.....	$3.50	$ 826.41
15066	Levac, Neil, (Royal Trust Co., 76, rue Metcalfe, Ottawa — Niagara Mortgage & Loan Co., 77, rue Metcalfe, Ottawa — Dame Rél Gagnier, 204, rue Archambault, Hull), 58, St-Onge	5	5 Pt.-N-132	.....	$ 330.66	4.10	334.76
15368	L. D. McLeod Const. Ltd., (National Life Co., 522, rue University, Toronto), 350, Riel	6	8C-154	400.11	73.16	2.65	475.92
15426	Carroll, Daniel & Dame-Mrs, Riel	6	7K-518	.....	20.52	1.80	22.32
15479-3	Martin Investments Québec Ltd., Jumonville	6	6d-18	.....	33.61	1.80	35.41
15479-4	Martin Investments Québec Ltd., Jumonville	6	6d-19	.....	25.51	1.80	27.31
14579-5	Martin Investments Québec Ltd., Jumonville	6	6d-20	.....	25.51	1.80	27.31
15479-6	Payette, Louis-Philippe & Mme-Mrs, (Martin Investments Québec Ltd.), Jumonville	6	6d-21	.....	23.33	2.65	25.98
15479-7	Payette, Louis-Philippe & Mme-Mrs, (Martin Investments Québec Ltd.), Jumonville	6	6d-22	.....	20.61	2.65	23.26
15594	Bisson Const. Ltd., Place De Lorraine	6	7C-309-5	47.44	.....	2.80	50.24
15916	Thibault, Richard Inc., (Craymond Ltée, 290, ch. de Montréal, Ottawa) Mont Bleu	6	6D-Pt.-112	.....	12.75	2.65	15.40
15921	Thibault, Richard & Mme-Mrs & *Al*, (Le Directeur des Terres destinées aux anciens combattants, Hull, Qué.), 58, Mont Bleu	6	6D-103, 214-2	.....	828.03	3.00	831.03
16006	Préfontaine, Claude, (National Life Assurance Co., 522, rue University, Toronto), 354, Lévis	6	8C-196	.....	117.62p	1.33	118.95
16011	V. & G. Realty Ltd., 340, Lévis	6	8C-191	69.96	.....	1.80	71.76
16012	V. & G. Realty Ltd., 336, Lévis	6	8C-190	68.17	.....	1.80	69.97
16013	V. & G. Realty Ltd., 334, Lévis	6	8C-189	60.95	.....	1.80	62.75
16014	V. & G. Realty Ltd., 332, Lévis	6	8C-188	60.95	.....	1.80	62.75
16015	V. & G. Realty Ltd., 330, Lévis	6	8C-187	60.95	.....	1.80	62.75
16016	V. & G. Realty Ltd., 328, Lévis	6	8C-186	60.95	.....	1.80	62.75
16017	V. & G. Realty Ltd., 326, Lévis	6	8C-185	60.95	.....	1.80	62.75
16018	V. & G. Realty Ltd., 324, Lévis	6	8C-184	60.95	.....	1.80	62.75
16019	V. & G. Realty Ltd., 322, Lévis	6	8C-183	60.95	.....	1.80	62.75
16020	V. & G. Realty Ltd., 320, Lévis	6	8C-182	60.95	.....	1.80	62.75
16021	V. & G. Realty Ltd., 318, Lévis	6	8C-181	60.95	.....	1.80	62.75
16022	V. & G. Realty Ltd., 316, Lévis	6	8C-180	60.95	.....	1.80	62.75
16023	V. & G. Realty Ltd., 314, Lévis	6	8C-179	64.56	.....	1.80	66.36
16024	V. & G. Realty Ltd., 312, Lévis	6	8C-178	75.37	.....	1.80	77.17
16025-1	V. & G. Realty Ltd., 308, Lévis	6	8C-177	75.37	.....	1.80	77.17
16089	Sauvé, René Mme-Mrs & *Al*, (Caisse Populaire St-Raymond, 53, rue St-Raymond, Hull), 180, Archambault	5	5-350, 351	.....	244.40	1.62	246.02
16176	Papillon, Elzéar, (Caisse Populaire St-Raymond, 53, rue St-Raymond, Hull), 172, Richer	5	5-521, 522	363.58	.....	3.25	366.83
16180	Hupé, Jules, 144, Richer	5	5-539	236.00	160.24	1.80	398.04

Quartier Vanier (*suite*) — Vanier Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
16195	Brunette, Gaétan, (Lucien Arvisais, 278, rue Maisonneuve, Hull), 169, Joffre	5	5-566	$ 263.68	$ 74.74	$2.65	$ 341.07
16243	Hôtel Le Moulin Rouge de Hull Ltée, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 615-617, St-Joseph.	5	4G. 45	2,276.64	1,227.04	2.65	3,506.33
16251	Amyot Automobile Ltée, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull — Paul E. Bertrand, 136, rue St-Raymond, Hull — Banque Provinciale du Canada, 221 ouest, rue St-Jacques, Montréal), 673, St-Joseph	5	Pt.-5	793.54	221.69	5.10	1,020.33
16268	Lafontaine, Léo A. & Mme-Mrs (Syndicat Richelieu Ltée, 275, boul. St-Joseph, Hull), St-Joseph	5	5-214	.....	57.27	2.65	59.92
16711	Amyot, François (en fiducie), (Banque du Canada, 221 ouest, rue St-Jacques, Montréal — Dame Jean-Paul Trépanier, 194, rue Durocher, Hull — Edmond Potvin, 336, rue Beaudry, Ottawa), 706, St-Joseph	5	Pt. 5	1,348.65	1,019.36	4.35	2,372.36
16712	Amyot Ready Mix Co. Ltée (Canada Permanent Trust Co., 300 ouest, rue Notre-Dame, Montréal — Ciment Lafarge Ltée, 750, boul. Laurentien, Ville St-Laurent, Qué.), 700, St-Joseph	5	Pt. 5	5,618.98	6,538.99	3.50	12,161.47
16784	Diotte, Philias, (Caisse Populaire de Hull, 41, rue Victoria, Hull), 28, St-Alexandre	5	5-Pt. E. 114, Pt. 609	506.22	.....	3.25	509.47
17185	Trépanier, Gérald-Jules, (Lauric Normand, 5, rue Hôtel-de-Ville, Hull), 21, Dagenais	5	4D-158, 159, 160, 161	92.83	.....	2.65	95.48
5339-1	Rochon, Florent, (Caisse Populaire de Pointe-Gatineau, Pointe-Gatineau, Qué.), 12, Leamy	5	4D-1 Pt. O-2..	335.18	.....	2.65	337.83
17410	Martin Investments Québec Ltée, Tassé	6	6D-175	.....	14.33	1.80	16.13
17425	Thibault, Richard Inc., (Stanley E. Cross, 7, rue Hadley, Hull — Ludger Thibault, 118, rue Bourque, Hull), 2, Daniel Johnston	6	6D-194 à 199 incl.	.....	892.33	6.50	898.83
17520	Lalonde, Bruno & Mme-Mrs (Richard Thibault, Inc.), Albanel	6	6D-14	.....	94.30	2.40	96.70
17550	Thibault, Richard Inc., (Craymond Ltée, 290, ch. de Montréal, Ottawa) Brault	6	6D-Pt.-113	.....	8.91	2.65	11.56
17553	Thibault, Richard & Mme-Mrs & *Al*, (Gilles Paquin, 56, rue Brodeur, Hull), Brault	6	6D-105-1, 214-6	.....	16.45	3.25	19.70
17555	Thibault, Richard & Mme-Mrs & *Al*, (Le Directeur des Terres destinées des Anciens Combattants, Hull, Qué.), Brault	6	6D-102, 214-5.	.....	23.33	3.00	26.33

Quartier Hull-Ouest — Hull-West Ward

HO-22-1	Sanita, Gino, (Gaétan Brunette, Ironside, Qué. — Estate R. Milton Freeman, a/s Mrs. Evelyn N. Barber, Ironside, Qué. — Marcel Clément, Angers, Qué.)	6	Pt.-5B	.....	$ 103.93	$4.35	$ 108.28
HO-27	Charron, Paul-Émile & Mme-Mrs, (Caisse Populaire du Sacré-Coeur, 106, boul. du Sacré-Coeur, Hull)	6	Pt.-5B	.....	196.33	2.65	198.98
HO-34	Cyr, Hubert, (Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd., 77, rue Metcalfe, Ottawa — Robert Bruce Gamble, 175, rue Bronson, Ottawa)	6	Pt. 6B	.....	277.37	1.75	279.12
HO-78	Lefebvre, Mme-Mrs Paul	6	Pt. 4E, Pt. 4F.	$ 73.11	169.26	2.40	244.77
HO-85	Marengère, Colin	6	Pt.-4G	.....	145.07	1.80	146.87
HO-95	Nantel, André, (Wilfrid Lagassé, 50, rue Prévost, Hull)	6	Pt. 4F	111.32	163.95	2.65	277.92
HO-118	Brunette, Ernest	6	Pt. lot 5B	.....	240.21p	1.80	242.01
HO-128	Wilson, Donald, (Ernest Brunette, 506, boul. St-Joseph, Hull)	6	Pt. 4E	77.68	.....	2.40	880.0

Quartier Hull-Ouest (*suite*) — Hull-West Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Rang Range	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
HO-276	Guaranty Trust, (Subdivision).....						
HO-279	Guaranty Trust, (Subdivision).....	6	Pt. 9B.....	.....	$ 203.27p	$1.80	$ 205.07
HO-17555	Thibault, Richard, (Le Directeur des Terres destinées des Anciens Combattants, Hull, Qué.), Brault.....	6	6D-102, 214-5.	$ 506.23	.....	1.50	507.73
HO-C-17-1	Achbar, Gatineau Developments Ltd.	6	Pt. 8B.....	.....	1,008.91	1.80	1,010.71
HO-C-17-2	Achbar, Gatineau Developments Ltd.	6	Pt. 7B.....	.....	467.19	1.80	468.99
HO-C-17-3	Achbar, Gatineau Developments Ltd.	6	Pt. 7B.....	.....	519.13	1.80	520.93
HO-C-17-4	Achbar, Gatineau Developments Ltd.	6	Pt. 6C.....	.....	166.83	1.80	168.63
HO-C-17-5	Achbar, Gatineau Developments Ltd.	6	Pt. 8B.....	.....	165.92	1.80	176.72

Donné à Hull, ce 15 octobre 1969.

Le greffier de la cité de Hull,

31339-43-2-o ROLAND STEVENS.

Givin at Hull, this October 15, 1969.

ROLAND STEVENS,

31339-43-2 *City Clerk of Hull.*

Ville de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Terrebonne, que la propriété ci-dessous désignée et située dans les limites de la ville de Terrebonne, sera vendue à l'enchère publique, à l'hôtel de ville de Terrebonne, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE de l'an mil neuf cent soixante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, (H.N.E.) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Allard, Succ. Philias sr.— Lot partie cent quarante (P. 140) des plans et livres de renvoi officiel du cadastre de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne, dont les dimensions sont trente-six pieds (36′) de front et cent soixante-dix-neuf pieds et cinq dixièmes (179.5′) de profondeur, borné à l'est par la rue St-Joseph, au sud par le résidu du lot P. 140 appartenant à Jean-Maurice Gascon, à l'ouest par le lot 204 et au nord par le lot 139, le tout suivant les plans et livres de renvoi officiel du cadastre de la ville de Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne.

Taxes municipales: $207.97; taxes scolaires: $461.05. Total: $669.02.

Donné à Terrebonne, ce 16e jour du mois d'octobre mil neuf cent soixante-neuf.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*

31394-43-2-o JEAN-JACQUES LAUZON.

Town of Terrebonne

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Terrebonne, that the property hereinafter described and situated within the limits of the town of Terrebonne, will be sold by public auction at the Town Hall of Terrebonne, the SEVENTEENTH day of the month of NOVEMBER of the year one thousand nine hundred and sixty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, (S.E.T.) to satisfy the payment of the municipal and school taxes and other charges and to pay the costs incurred for and by the sale, unless the said taxes and other costs and expenses be paid before the sale, to wit:

Allard, Estate Philias St.— Part of lot one hundred and forty (P. 140) on official plan and book of reference of the cadastre for the town of Terrebonne, in the registration division of Terrebonne, measuring thirty-six feet (36′) in width in front by a depth of one hundred and seventy-nine feet point five (179.5′) being bounded in front towards east by St-Joseph street, on a side towards south by the remainder of lot P. 140 property of Jean-Maurice Gascon, on a side towards west by lot 204, on a side towards north by lot 139, on official plan and book of reference of the cadastre for the town of Terrebonne, in the registration division of Terrebonne.

Municipal taxes: $207.97; school taxes: $461.05. Total: $669.02.

Given at Terrebonne this 16th day of October, the year one thousand nine hundred and sixty-nine.

(Seal) JEAN-JACQUES LAUZON,

31394-43-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Pointe-Gatineau

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Pointe-Gatineau que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville de la susdite municipalité, le 17, rue Jacques-Cartier, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1969 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Pointe-Gatineau

Public notice is hereby given by the undersigned Town Clerk of Pointe-Gatineau that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the above mentioned municipality, 17 Jacques-Cartier Street on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER 1969, at TEN o'clock in the morning to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

No Rôle Roll No.	Nom des propriétaires Owner's Name	No de cadastre Cadastral No.	Taxes munic. (int. et frais) Mun. taxes (int. and costs)	Taxes scol. (intérêt) School taxes (interest)	Total
361	Laflamme, Louis "In Trust"	118	$ 849.61	$310.52	$1,160.13
533	Lacroix, Mme-Mrs. Fernande	575-6	418.58	196.13	614.71
821	Therrien, Sylva	264-1	107.40	—	107.40
1014	Denis, Rhéal	P. 575	462.42	97.75	560.17

Un immeuble sis en la ville de Pointe-Gatineau, P.Q., consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant formée d'une partie du lot 575 au cadastre revisé du village de Pointe-Gatineau mesurant 39 pieds dans ses limites nord et sud et 80 pieds dans ses limites est et ouest borné comme suit: au nord par une partie du lot 575 devant servir pour le prolongement du boulevard Archambault; à l'est par une partie du lot 575 devant être la rue Rodolphe; au sud une autre partie du même lot 575 étant la propriété de M. Elzéar Beaudin ou les ayants-droit, à l'ouest par une autre partie du même lot 575 étant la propriété de Louis A. Dion ou les ayants-droit.

A property located in the town of Pointe-Gatineau P.Q., being all the property known and designated as being formed by part of lot 575 on the revised cadastre of the village of Pointe-Gatineau measuring 39 feet in its north and south limits and 80 feet in his east and west limits bounded as follows: north by part of lot 575 being Archambault Blvd.; east by part of lot 575 being Rodolphe Street; south by another part of lot 575 being the property of Mr. Elzéar Beaudin or representatives, west by another part of the same lot 575 being the property of Mr. Louis A. Dion or representatives.

1380	Lachapelle, Roger	P. 567	2,645.03	58.28	2,703.31

Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot 567 aux plans et livres de renvois officiels pour le cadastre du village de Pointe-Gatineau mesurant 100 pieds à l'ouest en front sur le boulevard Gréber, 100 pieds à l'est en front sur la rue St-Antoine sur 192 pieds de profondeur dans ses limites nord et sud, le tout borné comme suit: à l'ouest par le boulevard Gréber, au nord par une autre partie du lot 567 propriété de M. Elie Charette ou représentants, à l'est par la rue St-Antoine et au sud par une autre partie du lot 567 propriété de M. François Ross ou représentant, avec bâtisses.

A property known and designated as being part of lot 567 on the official cadastre of the village of Pointe-Gatineau measuring 100 feet to the west on Gréber Blvd., 100 feet to the east on St-Antoine Street by 192 feet in depth in its north and south limits, bounded as follows: to the west by the Gréber Blvd., to the north by another part of lot 567 property of Mr. Elie Charette or representatives, to the east by St-Antoine Street, to the south by another part of lot 567 property of Mr. François Ross or representatives, with buildings.

3421	Sauvé, André	554-38	589.33	410.31	999.64
3457	Simon, Roger	562-24	565.84	418.26	984.10
4206	Hubert, Henri	P. 555-120	631.12	224.14	855.26

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 555-120 au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau moins la partie nord dudit lot vendu à M. Raymond Berlinguette suivant l'acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement de Hull sous le numéro 134-999.

A property known and designated as being lot 555-120 from the official cadastre of the village of Pointe-Gatineau less the north part of the said lot sold to Mr. Raymond Berlinguette according to the sale registered at the registration bureau of Hull on the number 134-999.

4214	Seguin, Rhéal	555-128	590.41	196.94	787.35
4577	Sylvestre, Georges	537-21, 546-17	433.69	182.17	615.86

Donné à Pointe-Gatineau, P.Q., ce 23e jour d'octobre 1969.

Le greffier,
LOUIS LAMARCHE.

31550-44-2-o

Given at Pointe-Gatineau, P.Q., this 23rd day of October 1969.

LOUIS LAMARCHE,
Town Clerk.

31550-44-2-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2850

Québec, le 24 septembre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les plans de participation des employés aux bénéfices, les plans de prestation supplémentaire de chômage, les plans différés de participation aux bénéfices et la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a*) de l'article 38 de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 67), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer la part du revenu net servant de base au calcul des taxes établies par ladite loi, dans le cas des compagnies faisant affaires dans Québec et ailleurs;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2850

Québec, September 24, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING employees profit sharing plans, supplementary unemployment benefit plans, deferred profit sharing plans, and the Corporation Tax Act.

WHEREAS under subsection (*a*) of section 38 of the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, Chapter 67) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the part of the net revenue which will serve as a basis for the computation of the taxes imposed by this act in the case of companies doing business in Québec and elsewhere;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts prévus par ladite loi de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos;

ATTENDU QUE l'article 79 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.Q. 1952, chapitre 148) prévoit relativement aux plans de participation des employés aux bénéfices, que

a) le plan de participation des employés aux bénéfices doit être accepté par le ministre du Revenu national à l'égard de sa constitution et de ses opérations pour l'année financière concernée;

b) les paiements que la compagnie effectue sont faits à un fiduciaire pour le bénéfice de ses employés durant l'exercice financier ou dans les 120 jours qui suivent;

c) il est permis aux employés de contribuer au plan;

d) le fiduciaire doit attribuer annuellement à chacun des employés les montants reçus de la compagnie;

e) la fiducie n'est pas impossible sur le revenu;

f) les contributions que la compagnie a effectuées durant l'exercice financier ou dans les 120 jours qui suivant peuvent être déduites lors du calcul de son revenu pour l'année financière;

g) les contributions de l'employé au plan ne sont pas admises à la déduction dans le calcul de son revenu; et

h) l'employé est imposable sur tout montant qui lui est attribué par le fiduciaire.

ATTENDU QUE l'article 79A de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1952, chapitre 148) prévoit, relativement aux plans de prestation supplémentaire de chômage, que

a) un montant payé par une compagnie à un fiduciaire sous le régime d'un plan de prestation supplémentaire de chômage, durant une année financière ou dans les 30 jours qui suivent, peut être déduit lors du calcul de son revenu pour l'année financière, dans la mesure où ce montant n'était pas admis à la déduction lors du calcul de son revenu pour une année financière antérieure; et

b) le plan doit être accepté par le ministre du Revenu national à l'égard de sa constitution et de ses opératons pour l'année financière concernée.

ATTENDU QUE l'article 79C de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1952, chapitre 148) prévoit, relativement aux plans différés de participation aux bénéfices, que

a) une compagnie peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année financière, une somme qui, ajoutée à sa contribution, si elle en verse une, aux termes d'un plan enregistré de pension, ne dépasse pas $1,500 par employé; et

b) le plan doit être accepté par le ministre du Revenu national à l'égard de sa constitution et de ses opérations pour l'année financière concernée;

ATTENDU QU'il est d'intérêt général d'adopter des dispositions semblables à celles contenues aux articles 79, 79A et 79C de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant les plans de participation des employés aux bénéfices, les plans de

WHEREAS under section 39 of this act the Lieutenant-Governor in Council is authorized, on the recommendation of the Minister, to change or modify the taxes provided by the said act in the manner and in the proportion which he may deem proper;

WHEREAS section 79 of the Income Tax Act (R.S.C. 1952, Chapter 148) provides with respect to employees profit sharing plans, that

(*a*) the employees profit sharing plan must be approved by the Minister of National Revenue with respect to its constitution and its operations for the financial year concerned;

(*b*) the payments shall be made by the company to a trustee for the benefit of its employees during the financial year or within 120 days thereafter;

(*c*) the employees shall be allowed to contribute to the plan;

(*d*) the trustee must allocate each year to every employee the amounts received from the company;

(*e*) the trustee shall not be taxable on income;

(*f*) the contributions made by the company during the financial year or within 120 days thereafter may be deducted n computing the company's income for the financial year;

(*g*) the employee's contributions to the plan shall not be deductible in computing his income; and

(*h*) the employee shall be taxable on each amount allocated to him by the trustee.

WHEREAS section 79A of the Income Tax Act (R.S.C. 1952, Chapter 148) provides with respect to supplementary unemployment benefit plans, that

(*a*) an amount paid by a company to a trustee under a supplementary unemployment benefit plan, during a financial year or within 30 days thereafter, may be deducted in computing the company's income for the financial year to the extent that it was not deductible in computing income for a previous financial year; and

(*b*) the plan must be approved by the Minister of National Revenue with respect to its constitution and its operations for the financial year concerned.

WHEREAS section 79C of the Income Tax Act (R.S.C. 1952, Chapter 148) provides with respect to deferred profit sharing plans, that

(*a*) a company may deduct in computing its income for the financial year an amount which, added to its contributions, if any, under a registered pension fund, does not exceed $1500 per employee; and

(*b*) the plan must be approved by the Minister of National Revenue with respect to its constitution and its operations for the financial year concerned.

WHEREAS it is of general interest to adopt provisions similar to those contained in sections 79, 79A and 79C of the Federal Income Tax Act;

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue

THAT the appended regulation entitled: "Regulation concerning employees profit sharing plans, supplementary unemployment benefit

prestation supplémentaire de chômage, les plans différés de participation aux bénéfices et la Loi de l'impôt sur les corporations ».

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant les plans de participation des employés aux bénéfices, les plans de prestation supplémentaire de chômage, les plans différés de participation aux bénéfices et la Loi de l'impôt sur les corporations.

1. Aux fins du présent règlement, l'expression « fiducie » a le sens que lui donne l'article 79 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 79) et les dispositions de cet article s'appliquent audit règlement.

2. *a*) Les dispositions des articles 79, 79A et 79C de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1952, Chapitre 148), en vigueur pour la même année financière, concernant les plans de participation des employés aux bénéfices, les plans de prestation supplémentaire de chômage et les plans différés de participation aux bénéfices, sont réputées faire partie de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, Chapitre 67) comme si elles étaient citées au long et s'appliquent *mutatis mutandis.*

b) Le montant qui, pour les fins de l'impôt fédéral sur le revenu, peut être admis en déduction dans le calcul du revenu d'une compagnie, pour une année financière, en vertu des articles 79, 79A et 79C de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu, ne peut pas être admis en déduction dans le calcul du revenu de cette compagnie, pour les fins de l'impôt sur les corporations, au cours d'une année subséquente.

c) Un plan de participation des employés aux bénéfices, un plan de prestation supplémentaire de chômage et un plan différé de participation aux bénéfices sont censés avoir été admis à l'enregistrement ou avoir perdu leur droit à l'enregistrement, pour les fins de l'impôt sur les corporations, à la même date qu'ils ont été admis à l'enregistrement ou qu'ils ont perdu leur droit à l'enregistrement pour les fins de l'impôt fédéral sur le revenu, à moins que le ministre en décide autrement.

d) Sans restreindre la portée du paragraphe *c*), le fiduciaire doit soumettre au ministre du Revenu une copie du plan ou de toute modification apportée au plan et une copie du certificat d'enregistrement ou de révocation du plan émis par le gouvernement du Canada.

3. Les dispositions de l'article 2 ne s'appliquent qu'aux années financières terminées après le 1er janvier 1966 en ce qui a trait aux articles 79 et 79C de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu et aux années financières terminées après le 1er janvier 1967 en ce qui a trait à l'article 79A de ladite loi.

4. Le présent règlement remplace celui qui a été adopté par l'arrêté en conseil numéro 1412 du 15 mai 1968.

31497-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3098

Québec, le 15 octobre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans le comté de Témiscamingue.

plans, deferred profit sharing plans, and the Corporation Tax Act" be adopted.

Certified true copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning employees profit sharing plans, supplementary unemployment benefit plans; deferred profit sharing plans, and the Corporation Tax Act.

1. For the purpose of this regulation, the term "trustee" has the meaning given to it by section 79 of the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, Chapter 79) and the provisions of that section shall apply to this regulation.

2. (*a*) The provisions of sections 79, 79A and 79C of the Income Tax Act (R.S.C. 1952, Chapter 148) in force for the same financial year, concerning employees profit sharing plans, supplementary unemployment benefit plans, and deferred profit sharing plans, are deemed to be part of the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, Chapter 67) as if they were quoted at length and they shall apply *mutatis mutandis.*

(*b*) The amount which for federal income tax purposes may be allowed as deduction in computing the income of a company for a financial year, under sections 79, 79A and 79C of the Federa Income Tax Act, may not be allowed as deduction in computing the income of that company for corporation tax purposes during a subsequent financial year.

(*c*) An employees profit sharing plan, a supplementary unemployment benefit plan, and a deferred profit sharing plan are deemed to have become registered or to have lost their right to registration, for the purposes of the Corporation Tax Act, on the same date they have been accepted for registration or lost their right to registration for the purposes of the Federal Income Tax Act, unless the Minister decides otherwise.

(*d*) Without restricting the scope of paragraph (*c*) the trustee must file with the Minister of Revenue a copy of the plan or of any change in the plan and a copy of the certificate of registration or of revocation of the plan issued by the Government of Canada.

3. The provisions of section 2 shall apply only to the financial years terminated after January 1st, 1966 in respect of sections 79 and 79C of the Federal Income Tax Act, and to the financial years terminated after January 1st, 1967 in respect of section 79A of the said act.

4. This regulation shall replace the regulation adopted by Order in Council number 1412 of May 15, 1968.

31497-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3098

Québec, October 15, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands situated in the county of Témiscamingue.

ATTENDU QUE l'aménagement hydroélectrique du complexe Témiscamingue projeté par l'Hydro-Québec dans le comté de Témiscamingue nécessite la construction d'ouvrages;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans les secteurs prévus pour la réalisation de ces ouvrages;

ATTENDU QUE conformément au sous-paragraphe (1) de l'article 268 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire, par règlement, au jalonnement des terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires à l'aménagement de forces hydrauliques ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement les terrains ci-après décrits:

Réservoirs Beauchêne et Kipawa

1ère étendue

Une étendue de terrains située dans le canton de Gendreau, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé dans le lac Kipawa, sur la ligne séparative des cantons de Gendreau et de Reclus (latitude 46° 46° — longitude 78° 57′); de là, en ligne droite, dans une direction sud-ouest, traversant une partie des lots du rang « A », jusqu'au coin sud-est du lot 35, rang sud ruisseau Gordon; de là, en ligne droite, dans une direction sud-ouest, en suivant la ligne sud-est du rang précité, jusqu'au coin sud-ouest du lot 34 du même rang; de là, en ligne droite, dans une direction nord-ouest en suivant la limite sud-ouest du lot 34, rang sud ruisseau Gordon; de là, en ligne droite, dans une direction nord-ouest, en suivant la limite sud-ouest et son prolongement dans le lit des lacs du lot 34, rang nord ruisseau Gordon, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 34; de là, dans une direction nord-est, en suivant la limite nord-ouest du rang nord ruisseau Gordon, jusqu'au coin nord-est du lot 37 dudit rang; de là, en ligne droite, dans une direction nord-est, jusqu'à un point situé dans le lac Kipawa, sur la ligne séparative des cantons de Gendreau et de Reclus (latitude 46° 48′ 10″ — longitude 78° 58′ 24″); de là dans une direction sud-est, en suivant la ligne séparative des cantons précités jusqu'au point de départ.

2ème étendue

Une étendue de terrains située dans le canton de Mercier, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé dans le lac Kipawa, sur la ligne séparative des cantons de Mercier et de Shehyn (latitude 46° 55′ 34″ — longitude 79° 02′ 37″); de là, en ligne droite, dans une direction sud-est, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 54′ 11″ et de la longitude 79° 01′ 24″; de là, en ligne droite, dans une direction sud-ouest, jusqu'à un point situé sur la rive nord-est du lac Marsac (White) (latitude 46° 52′ 55″ — longitude 79° 04′ 34″); de là, en ligne droite, dans une direction nord-ouest, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 54′ 49″ et de la longitude 79° 06′ 10″; de là, en ligne droite, dans une direction nord-est, jusqu'à un point situé dans le lac Kipawa, sur la ligne séparative des cantons de Mercier et de Shehyn (latitude 46° 55′ 55″ —

WHEREAS the development of the Témiscamingue hydro-electric complex planned by Hydro-Québec in the county of Témiscamingue, necessitates the construction of works;

WHEREAS it is expedient to prevent any harmful staking in the sectors contemplated for the carrying out of such works;

WHEREAS pursuant to sub-paragraph (1) of section 268 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may reserve and withdraw from staking, by regulation, any land which, in his opinion, may be required or necessary for the development of water power or for any other purpose.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the lands hereinafter described be reserved and withdrawn from staking:

Beauchêne and Kipawa Reservoirs

1st tract

A tract of land situated in the township of Gendreau, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated on Lake Kipawa on the line separating the townships of Gendreau and Reclus (latitude 46° 46′ — longitude 78° 57′); thence, in a straight line in a south-westerly direction, crossing a part of the lots on Range "A", to the southeast corner of lot 35, south range of the Gordon Brook; thence, in a straight line in a south-westerly direction, following the southeast line of the aforementioned range to the southwest corner of lot 34 on the same range; thence, in a straight line, in a north-westerly direction following the southwest boundary of lot 34, south range of Gordon Brook; thence, in a straight line in a northwesterly direction, following the southwest boundary and its extension on the bed of the lakes on lot 34, north range of the Gordon Brook, to the northwest corner of said lot 34; thence, in a northeast direction, following the northwest boundary of the north range of the Gordon Brook, to the northeast corner of lot 37 on the said range; thence, in a straight line in a northeasterly direction to a point situated on Lake Kipawa on the line separating the townships of Gendreau and Reclus (latitude 46° 48′ 10″ — longitude 78° 58′ 24″); thence, in a south-easterly direction, following the line separating the aforementioned townships to the starting point;

2nd tract

A tract of land situated in the township of Mercier, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated on Lake Kipawa on the line separing the townships of Mercier and Shehyn (latitude 46° 55′ 34″ — longitude 79° 02′ 37″); thence, in a straight line in a south-easterly direction to the intersection of latitude 46° 54′ 11″ and longitude 79° 01′ 24″; thence, in a straight line in a south-westerly direction to a point situated on the northeast bank of Lake Marsac (White) (latitude 46° 52′ 55″ — longitude 79° 04′ 34″); thence, in a straight line in a north-westerly direction, to the intersection of latitude 46° 54′ 49″ and longitude 79° 06′ 10″; thence, in a straight line in a north-easterly direction to a point situated on Lake Kipawa on the line separating the townships of Mercier and Shehyn (latitude 46° 55′ 55″ — longitude

longitude 79° 03′ 23″); de là, dans une direction sud-est, en suivant la ligne séparative des cantons précités, jusqu'au point de départ.

3ème étendue

Une étendue de terrain située dans le canton de Reclus, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé au milliaire 17 sur la ligne séparative des cantons de Reclus et de Booth; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 45′ 17″ et de la longitude 78° 49′ 40″ située dans le lac Smith; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 46′ 28″ et de la longitude 78° 49′ 40″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 46′ 28″ et de la longitude 78° 51′; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 48′ 25″ et de la longitude 78° 51′; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 48′ 25″ et de la longitude 78° 48′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 55″) et de la longitude 78° 48′; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'au milliaire 14 situé sur la ligne séparative des cantons de Reclus et de Booth; de là, dans une direction sud astronomique, sur la ligne séparative précitée, jusqu'au point de départ.

4ème étendue

Une étendue de terrain située dans les cantons de Mazenod et de Shehyn, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé dans le lac Kipawa, à la longitude 79° 15′, sur la ligne séparative des cantons de Mazenod et de Shehyn; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 01′ 10″ et de la longitude 79° 15′; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'au coin sud-est du lot 29, rang X, canton de Mazenod; de là, en ligne droite, dans une direction nord-ouest, en suivant la limite sud-ouest du lot précité, jusqu'au coin sud-est du lot 28, rang X du même canton; de là, en ligne droite, dans une direction nord-est en suivant la limite nord-ouest du lot 29, rang X dudit canton de Mazenod; de là, en ligne droite dans une direction nord-est, en suivant la limite nord-ouest du lot 29 précité, jusqu'à la ligne séparative des rangs X et XI du canton de Mazenod; de là, en ligne droite, dans une direction nord-ouest, en suivant la ligne séparative des mêmes rangs, jusqu'au coin sud-est du lot 24, rang XI; de là, en ligne droite, dans une direction nord-est en suivant la ligne nord-ouest du lot 25, rang XI, jusqu'à un point situé sur la rive sud-ouest de la rivière Kipawa; de là, dans une direction nord-ouest, en suivant la rive sud-ouest de la rivière Kipawa, jusqu'au coin nord-est du lot 20, rang XI; de là, en ligne droite, dans une direction nord, en traversant la rivière Kipawa, jusqu'à la ligne séparative des lots 24 et 25, rang VII, canton de Mazenod; de là, en ligne droite, dans une direction nord, en suivant la limite ouest du lot 25, rang VII, jusqu'à à son coin nord-ouest; de là, en ligne droite, dans une direction est, en suivant la ligne sud du lot 23 jusqu'au coin nord-est du lot 29, rang VII, canton de Mazenod; de là, en ligne droite, dans une direction sud, en suivant la ligne est du lot 29, rang VII, jusqu'au coin sud-ouest du lot 26, rang VIII; de là, en ligne droite dans une direction est, en suivant la limite

79° 03′ 23″); thence, in a south-easterly direction, following the line separating the aforementioned townships, to the starting point.

3rd tract

A tract of land situated in the township of Reclus, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated at milliary 17 on the line separating the townships of Reclus and Booth; thence, in a straight line in a westerly direction, to the intersection of latitude 46° 45′ 17″ and longitude 78° 49′ 40″ situated on Lake Smith; thence, in an astronomical northerly direction, to the intersection of latitude 46° 46′ 28″ and longitude 78° 49′ 40″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 46′ 28″ and longitude 78° 51′; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 48′ 25″ and longitude 78° 51′; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 46° 48′ 25″ and longitude 78° 48′; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 47′ 55″ and longitude 78° 48′; thence, in a stright line in an easterly direction to milliary 14 situated on the line separating the townships of Reclus and Booth; thence, in an astronomical southerly direction, on the aforementioned dividing line, to the starting point.

4th tract

A tract of land situated in the townships of Mazenod and Shehyn, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated on Lake Kipawa at longitude 79° 15′ on the line separating the townships of Mazenod and Shehyn; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 01′ 10″ and longitude 79° 15′; thence, in a straight line in a westerly direction to the southeast corner of lot 29, Range X, township of Mazenod; thence, in a straight line in a northwesterly direction, following the southwest boundary of the aforementioned lot to the southeast corner of lot 28, Range X in the same township; thence, in a straight line in a northeasterly direction following the northwest boundary of lot 29, Range X in the said township of Mazenod; thence, in a straight line in a northeasterly direction, following the northwest boundary of aforementioned lot 29 to the line separating Ranges X and XI in the township of Mazenod; thence, in a straight line, in a northwesterly direction, following the line separating the same ranges to the southeast corner of lot 24, Range XI; thence, in a straight line in a northeasterly direction following the northwest line of lot 25, Range XI to a point situated on the southwest bank of the Kipawa River; thence, in a northwesterly direction, following the southwest bank of the Kipawa River to the northeast corner of lot 20, Range XI; thence, in a straight line, in a northerly direction, crossing the Kipawa River to the line separating lots 24 and 25, Range VII, township of Mazenod; thence, in a straight line in a northerly direction following the west boundary of lot 25, Range VII to its northwest corner; thence, in a straight line in an easterly direction, following the south line of lot 23 to the northeast corner of lot 29, Range VII, township of Mazenod; thence, in a straight line, in a southerly direction following the east line of lot 29, Range VII, to the southwest corner

sud du lot 26, rang VIII, canton de Mazenod, jusqu'à la ligne séparative des cantons de Mazenod et de Shehyn; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 04′ et de la longitude 79°15′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'au point de départ.

5ème étendue

Une étendue de terrain située dans les cantons de Gendreau et de Campeau, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé dans le canton de Gendreau, à l'intersection de la latitude 46° 43′ et de la longitude 79°; de là, en ligne droite, dans une direction sud-est, jusqu'à l'intersection de la longitude 78° 58′ et de la ligne séparative des cantons de Gendreau et de Campeau située dans le lac Beauchêne; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 38′ et de la longitude 78° 58′ située dans le canton de Campeau; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'au point d'intersection de la latitude 46° 38′ et de la frontière du Québec et de l'Ontario située dans la rivière Outaouais (Ottawa); de là, dans une direction nord-ouest, en suivant la frontière précitée, jusqu'à un point situé sur ladite frontière au point de rencontre du prolongement de la ligne séparative des lots 10 et 11, rang I, canton de Gendreau, dans la rivière Outaouais (Ottawa); de là, en ligne droite, dans une direction nord-est, en suivant la limite nord-ouest des lots 11, I et II du canton de Gendreau, jusqu'au coin nord-ouest du lot 11, rang II, même canton; de là, en ligne droite, dans une direction nord-est, jusqu'au point de départ.

6ème étendue

Une étendue de terrain située dans le canton de Campeau, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Portant d'un point situé à l'intersection de la latitude 46° 35′ 30″ et de la longitude 78° 50′ 30″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 35′ 30″ et de la longitude 78° 53′; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 37′ 30″ et de la longitude 78° 53′; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 37′ 30″ et de la longitude 78° 50′ 30″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'au point de départ.

Réservoir Butney

1ère étendue

Une étendue de terrain située dans les cantons de Reclus, de Booth et de McLachlin comprenant aussi une partie du lit des lacs Grindstone et de Bedout (Beclout), district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant du milliaire 14 situé sur la ligne séparative des cantons de Booth et de Reclus; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 55″ et de la longitude 78° 48′; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 49′ et de la longitude 78° 48′; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'au point de repère numéro 37 (ligne d'arpentage de Geo. E. Morency, a.g. 1928) situé sur la ligne

of lot 26, range VIII; thence, in a straight line in an easterly direction following the south boundary of lot 26, Range VIII, township of Mazenod to the line separating the townships of Mazenod and Shehyn; thence, in a straight line in an easterly direction to the intersection of latitude 47° 04′ and longitude 79° 15′; thence, in an astronomical southerly direction, to the starting point.

5th tract

A tract of land situated in the townships of Gendreau and Campeau, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated in the township of Gendreau at the intersection of latitude 46° 43′ and longitude 79°; thence, in a straight line, in a southeasterly direction to the intersection of longitude 78° 58′ and the line separating the townships of Gendreau and Campeau situated on Lake Beauchêne; thence, in an astronomical southerly direction, to the intersection of latitude 46° 38′ and longitude 78° 58′ situated in the township of Campeau; thence, in an astronomical westerly direction to the point of intersection of latitude 46° 38′ and the Québec-Ontario border situated on the Ottawa River; thence, in a northwesterly direction, following the aforementioned border to a point situated on the said border at the juncture of the extension of the line separating lots 10 and 11, Range I, township of Gendreau, on the Ottawa River; thence, in a straight line in a northeasterly direction, following the northwest boundary of lots 11, Ranges I and II in the township of Gendreau, to the northwest corner of lot 11, Range II, same township; thence, in a straight line, in a northeasterly direction to the starting point.

6th tract

A tract of land situated in the township of Campeau, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated at the intersection of latitude 46° 35′ 30″ and longitude 78° 50′ 30″; thence, in an astronomical westerly direction, to the intersection of latitude 46° 35′ 30″ and longitude 78° 53′; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 37′ 30″ and longitude 78° 53′; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 46° 37′ 30″ and longitude 78° 50′ 30″; thence, in an astronomical southerly direction, to the starting point.

Butney Reservoir

1st tract

A tract of land situated in the townships of Reclus, Booth and McLachlin, also comprising a part of the bed of Lakes Grindstone and Beclout, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at milliary 14 situated on the line separating the townships of Booth and Reclus; thence, in a straight line in a westerly direction to the intersection of latitude 46° 47′ 55″ and longitude 78° 48′; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 49′ and longitude 78° 48′; thence, in a straight line, in an easterly direction, to bench mark number 37 (line of survey of Geo. E. Morency, 1. s., 1928) situated on the line separat-

séparative des cantons de Reclus et de Booth; de là, dans une direction nord astronomique, en suivant la ligne séparative des cantons de Reclus et de Booth et celle des cantons d'Atwater et de McLachlin, jusqu'au milliaire 5; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 55′ 40″ et de la longitude 78° 45′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 55′ 30″ et de la longitude 78° 45′; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 55′ 30″ et de la longitude 78° 42′; de là, dans une direction sud astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 53′ 20″ et de la longitude 78° 42′; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 53′ 20″ et de la longitude 78° 43′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 51′ 50″ et de la longitude 78° 43′; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 51′ 50″ et de la longitude 78° 42′ 45″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 49′ et de la longitude 78° 42′ 45″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 49′ et de la longitude 78° 44′ 10″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 55″ et de la longitude 78° 44′ 10″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 55″ et de la longitude 78° 45′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 15″ et de la longitude 78° 45′; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'au point de repère numéro 45 situé sur la ligne séparative des cantons de Booth et de Reclus; de là, dans une direction nord astronomique jusqu'au point de départ.

2ème étendue

Une étendue de terrain située dans le canton de Booth, comprenant aussi une partie du lit du lac Grindstone, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé dans le canton de Booth, à l'intersection de la latitude 46° 46′ et de la longitude 78° 38′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 43′ 20″ et de la longitude 78° 38′; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 43′ 20″ et de la longitude 78° 41′ 50″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 45′ 30″ et de la longitude 78° 41′ 50″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 45′ 30″ et de la longitude 78° 41′ 15″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 35″ et de la longitude 78° 41′ 15″; de là, dans une direction est astronomique, en traversant la partie sud du lac Grindstone, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 47′ 35″ et de la longitude 78° 38′ 25″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à un point situé dans le lac Booth, à l'intersection de la latitude 46° 46′ et de la longitude 78° 38′ 25″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'au point de départ.

3ème étendue

Une étendue de terrain située dans les cantons de Pommeroy et de Couturier, district électoral

ing the townships of Reclus and Booth; thence, in an astronomical northerly direction, following the line separating the townships of Reclus and Booth and the one separating the townships of Atwater and McLachlin to milliary 5; thence, in a straight line in an easterly direction to the intersection of latitude 46° 55′ 40″ and longitude 78° 45′; thence, in an astronomical southerly direction, to the intersection of latitude 46° 55′ 30″ and longitude 78° 45′; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 46° 55′ 30″ and longitude 78° 42′; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 53′ 20″ and longitude 78° 42′; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 53′ 20″ and longitude 78° 43′; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 51′ 50″ and longitude 78° 43′; thence, in an astronomical easterly direction, to the intersection of latitude 46° 51′ 50″ and longitude 78° 42′ 45″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 49′ and longitude 78° 42′ 45″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 49′ and longitude 78° 44′ 10″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 47′ 55″ and longitude 78° 44′ 10″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 47′ 55″ and longitude 78° 45′; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 47′ 15″ and longitude 78° 45′; thence, in a straight line in a westerly direction to the bench mark number 45 situated on the line separating the townships of Booth and Reclus; thence, in an astronomical northerly direction to the starting point.

2nd tract

A tract of land situated in the township of Booth, also comprising a part of the bed of Lake Grindstone, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated in the township of Booth at the intersection of latitude 46° 46′ and longitude 78° 38′; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 43′ 20″ and longitude 78° 38′; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 43′ 20″ and longitude 78° 41′ 50″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 45′ 30″ and longitude 78° 41′ 50″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 46° 45′ 30″ and longitude 78° 41′ 15″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 47′ 35″ and longitude 78° 41′ 15″; thence, in an astronomical easterly direction crossing the south part of Lake Grindstone to the intersection of latitude 46° 47′ 35″ and longitude 78° 38′ 25″; thence, in an astronomical southerly direction to a point situated on Lake Booth at the intersection of latitude 46° 46′ and longitude 78° 38′ 25″; thence, in an astronomical easterly direction to the starting point.

3rd tract

A tract of land situated in the townships of Pommeroy and Couturier, electoral district of

de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant d'un point situé sur la ligne séparative des cantons de Pommeroy et de Couturier, à 30 chaînes au sud du milliaire 30; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'au point d'intersection de la latitude 47° 01′ 20″ et de la longitude 78° 35′ 30″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 02′ 50″ et de la longitude 78° 35′ 30″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 02′ 50″ et de la longitude 78° 37′ 30″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 03′ 30″ et de la longitude 78° 37′ 30″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 03′ 30″ et de la longitude 78° 39′ 45″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 05′ 30″ et de la longitude 78° 39′ 45″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 05′ 30″ et de la longitude 78° 37′ 30″; de là, dans une direction sud astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 04′ 50″ et de la longitude 78° 37′ 30″; de là, dans une direction est astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 04′ 50″ et de la longitude 78° 34′ 50″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 03′ 40″ et de la longitude 78° 34′ 50″; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à un point situé à 20 chaînes au nord du milliaire 28, sur la ligne séparative des cantons de Pommeroy et ce Couturier; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 03′ 40″ et de la longitude 78° 32′ 15″; de là, dans une direction sud astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 01′ 20″ et de la longitude 78° 32′ 15″; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'au point de départ.

Réservoir du Lac des Loups

1ère étendue

Une étendue de terrain située dans les cantons de Couturier, de Darveau, de Sénezergues et de La Chaudière, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

Partant du milliaire 45 situé sur le 47ème parallèle de latitude, sur la ligne séparative des cantons de Sénezergues et de Couturier; de là, en ligne droite, dans une direction sud, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 59′ 40″ et de la longitude 78° 22′ 50″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 59′ 40″ et de la longitude 78° 21′ 50″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 56′ 35″ et de la longitude 78° 21′ 50″; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'au milliaire 26 situé sur la ligne séparative des cantons de Sénezergues et de La Chaudière; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 56′ 35″ et de la longitude 78° 19′ 15″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 53′ 30″ et de la longitude 78° 19′ 15″; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'au point de repère numéro 45 situé à 40 chaînes au nord du milliaire 22, sur la ligne séparative des cantons de La Chaudière et de Sénezergues; de là, en ligne droite, dans une direction ouest, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 53′ 30″ et de la longitude 78° 23′ 10″; de là, dans une direction

Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at a point situated on the line separating the townships of Pommeroy and Couturier at a distance of 30 chains south of milliary 30; thence, in a straight line in a westerly direction to the point of intersection of latitude 47° 01′ 20″ and longitude 78° 35′ 30″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 47° 02′ 50″ and longitude 78° 35′ 30″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 47° 02′ 50″ and longitude 78° 37′ 30″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 47° 03′ 30″ and longitude 78° 37′ 30″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 47° 03′ 30″ and longitude 78° 39′ 45″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 47° 05′ 30″ and longitude 78° 39′ 45″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 05′ 30″ and longitude 78° 37′ 30″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 04′ 50″ and longitude 78° 37′ 30″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 04′ 50″ and longitude 78° 34′ 50″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 03′ 40″ and longitude 78° 34′ 50″; thence, in a straight line in an easterly direction to a point situated at a distance of 20 chains north of milliary 28 on the line separating the townships of Pommeroy and Couturier; thence, in a straight line, in an easterly direction to the intersection of latitude 47° 03′ 40″ and longitude 78° 32′ 15″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 01′ 20″ and longitude 78° 32′ 15″; thence, in a straight line, in a westerly direction, to the starting point.

Lac des Loups Reservoir

1st tract

A tract of land situated in the townships of Couturier, Darveau, Sénezergues and La Chaudière, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Starting at milliary 45 situated on the 47th parallel of latitude, on the line separating the townships of Sénezergues and Couturier; thence, in a straight line in a southerly direction to the intersection of latitude 46° 59′ 40″ and longitude 78° 22′ 50″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 46° 59′ 40″ and longitude 78° 21′ 50″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 56′ 35″ and longitude 78° 21′ 50″; thence, in a straight line in an easterly direction to milliary 26 situated on the line separating the townships of Sénezergues and La Chaudière; thence, in a straight line, in an easterly direction to the intersection of latitude 46° 56′ 35″ and longitude 78° 19′ 15″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 53′ 30″ and longitude 78° 19′ 15″; thence, in a straight line in a westerly direction to bench mark number 45 situated 40 chains north of milliary 22 on the line separating the townships of La Chaudière and Sénezergues; thence, in a straight line in a westerly direction to the intersection of latitude 46° 53′ 30″ and longitude 78° 23′ 10″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 54′ 35″

nord astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 54′ 35″ et de la longitude 78° 23′ 10″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 54′ 35″ et de la longitude 78° 24′ 45″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 58′ 55″ et de la longitude 78° 24′ 45″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 58′ 55″ et de la longitude 78° 27′ 20″; de là, en ligne droite, dans une direction nord, jusqu'à un point situé à 45 chaînes à l'ouest du milliaire 42 sur la ligne séparative des cantons de Sénezergues et de Couturier; de là, en ligne droite, dans une direction nord, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 00′ 50″ et de la longitude 78° 27′ 20″; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 00′ 50″ et de la longitude 78° 30′; de là, dans une direction nord astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 02′ 45″ et de la longitude 78° 30′; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 02′ 45″ et de la longitude 78° 31′ 20″; de là, dans une direction nord astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 04′ 35″ et de la longitude 78° 31′ 20″; de là, en ligne droite dans une direction ouest, jusqu'au point de repère numéro 75 situé sur la ligne séparative des cantons de Couturier et de Pommeroy; de là, dans une direction nord astronomique en suivant la ligne séparative et son prolongement dans le lit du lac Saseginaga des deux cantons précités, jusqu'au milliaire 24 situé sur ladite ligne séparative; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 06′ 55″ et de la longitude 78° 31′ 33″; de là, en ligne droite, dans une direction nord, jusqu'au milliaire 1 sur la ligne séparative des cantons de Couturier et de Darveau; de là, en ligne droite, dans une direction nord, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 07′ 50″ et de longitude 78° 31′ 33″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 07′ 50″ et de la longitude 78° 29′; de là, en ligne droite, dans une direction sud, jusqu'au milliaire 3 situé sur la ligne séparative des cantons de Darveau et de Couturier; de là, en ligne droite, dans une direction sud, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 06′ 45″ et de la longitude 78° 29′; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 06′ 45″ et de la longitude 78° 27′ 20″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 05′ 40″ et de la longitude 78° 27′ 20″; de là, dans une direction est astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 05′ 40″ et de la longitude 78° 25′ 50″; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 01′ 40″ et de la longitude 78° 25′ 50″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 01′ 40″ et de la longitude 78° 24′ 40″; de là, dans une direction sud astronomique jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 01′ et de la longitude 78° 24′ 40″; de là, dans une direction est astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 47° 01′ et de la longitude 78° 22′ 50″; de là, en ligne droite, dans une direction sud, jusqu'au point de départ.

2ème étendue

Une étendue de terrain située dans les cantons de St-Pons et du DuTremblay, district électoral de Témiscamingue et plus particulièrement décrite comme suit:

and longitude 78° 23′ 10″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 54′ 35″ and longitude 78° 24′ 45″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 46° 58′ 55″ and longitude 78° 24′ 45″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 58′ 55″ and longitude 78° 27′ 20″; thence, in a straight line in a northerly direction to a point situated 45 chains west of milliary 42 on the line separating the townships of Sénezergues and Couturier; thence, in a straight line in a northerly direction to the intersection of latitude 47° 00′ 50″ and longitude 78° 27′ 20″; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 47° 00′ 50″ and longitude 78° 30′; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 47° 02′ 45″ and longitude 78° 30′; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 47° 02′ 45″ and longitude 78° 31′ 20″; thence, in an astronomical northerly direction to the intersection of latitude 47° 04′ 35″ and longitude 78° 31′ 20″; thence, in a straight line in a westerly direction to bench mark number 75 situated on the line separating the townships of Couturier and Pommeroy; thence, in an astronomical northerly direction following the dividing line and its extension in the bed of Lake Saseginaga in the two aforementioned townships to milliary 24 situated on the said dividing line; thence, in a straight line in an easterly direction to the intersection of latitude 47° 06′ 55″ and longitude 78° 31′ 33″; thence, in a straight line in a northerly direction to milliary 1 on the line separating the townships of Couturier and Darveau; thence, in a straight line in a northerly direction to the intersection of latitude 47° 07′ 50″ and longitude 78° 31′ 33″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 07′ 50″ and longitude 78° 29′; thence, in a straight line in a southerly direction to milliary 3 situated on the line separating the townships of Darveau and Couturier; thence, in a straight line in a southerly direction to the intersection of latitude 47° 06′ 45″ and longitude 78° 29′; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 06′ 45″ and longitude 78° 27′ 20″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 05′ 40″ and longitude 78° 27′ 20″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 05′ 40″ and longitude 78° 25′ 50″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 01′ 40″ and longitude 78° 25′ 50″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 01′ 40″ and longitude 78° 24′ 40″; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 47° 01′ and longitude 78° 24′ 40″; thence, in an astronomical easterly direction to the intersection of latitude 47° 01′ and longitude 78° 22′ 50″; thence, in a straight line in a southerly direction to the starting point.

2nd tract

A tract of land situated in the townships of St-Pons and DuTremblay, electoral district of Témiscamingue, and more fully described as follows:

Partant du point de repère numéro 223 (ligne d'arpentage de Marcel Ste-Marie, a.g. du 5 juin 1958) situé à 40 chaînes à l'est du milliaire 2, sur la ligne séparative des cantons de St-Pons et de DuTremblay; de là, en ligne droite, dans une direction nord, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 43′ 20″ et de la longitude 77° 50′ 50″; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'au point de repère numéro 15 (plan d'arpentage de la rivière Dumoine de Paul Savard, a.g. du 29 septembre 1943) situé sur l'extrémité nord d'une île du lac Laforge, canton de St-Pons; de là, en ligne droite, dans une direction est, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 43′ 20″ et de la longitude 77° 48′; de là, dans une direction sud astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 41′ 25″ et de la longitude 77° 48′; de là, dans une direction ouest astronomique, jusqu'à l'intersection de la latitude 46° 41′ 25″ et de la longitude 77° 50′ 50″; de là, en ligne droite, dans une direction nord, jusqu'au point de départ.

Le tout tel qu'indiqué en violet (Réservoirs Beauchêne et Kipawa); en rouge (Réservoir Butney) et en noir (Réservoir du Lac des Loups), sur les copies des cartes de claims des cantons de Gendreau, Mercier, Reclus, Mazenod, Shehyn, Campeau, Booth, McLachlin, Pommeroy, Couturier, Darveau, Sénezergues, La Chaudière, St-Pons et DuTremblay, lesquelles sont initialées par le sous-ministre du ministère des Richesses naturelles et déposées aux archives des Mines.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

31498-o

Erratum

Dans l'arrêté en conseil numéro 2026 du 10 juillet 1969, concernant l'avis de prélèvement de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, publié dans la *Gazette officielle du Québec*, du 26 juillet 1969, à la page 4047, l'item « Salaire de l'administrateur.. $32,000 », doit se lire « Salaires de l'administration..$32,000 ».

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.
Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er novembre 1969. 31532-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2993

Québec, le 8 octobre 1969.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Fabre.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Fabre, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et modifications, ont présenté au ministre du

Starting at bench mark number 223 (line of survey of Marcel Ste-Marie, l.s., June 5, 1958) situated 40 chains east of milliary 2 on the line separating the townships of St-Pons and Du Tremblay; thence, in a straight line in a northerly direction to the intersection of latitude 46° 43′ 20″ and longitude 77° 50′ 50″; thence, in a straight line in an easterly direction to bench mark number 15 (survey plan of Dumoine River by Paul Savard, l.s., September 29, 1943) situated at the northern end of an island in Lake Laforge, township of St-Pons; thence, in a straight line in an easterly direction to the intersection of latidude 46° 43′ 20″ and longitude 77° 48′; thence, in an astronomical southerly direction to the intersection of latitude 46° 41′ 25″ and longitude 77° 48′; thence, in an astronomical westerly direction to the intersection of latitude 46° 41′ 25″ and longitude 77° 50′ 50″; thence, in a straight line in a northerly direction to the starting point.

The whole as outlined in purple (Beauchêne and Kipawa Reservoirs); in red (Butney Reservoir) and in black (Lac des Loups Reservoir) on the copies of claims maps of the townships of Gendreau, Mercier, Reclus, Mazenod, Shehyn, Campeau, Booth, McLachlin, Pommeroy, Couturier, Darveau, Sénezergues, La Chaudière, St-Pons and DuTremblay, which maps are initialed by the Deputy-Minister of the Department of Natural Resources and are filed in the archives of Mines.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

31498

Erratum

In Order in Council number 2026, dated July 10, 1969 (Notice of Levy for the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec), published on page 4047 of the *Québec Official Gazette* of July 26, 1969, the item "Administrator's salary..$32,000" should read "Administrative salaries..$32,000".

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.
Department of Labour and Manpower,
Québec, November 1, 1969. 31532-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2993

Québec, October 8, 1969.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Hairdressing Trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Fabre.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Hairdressing Trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Fabre (made binding by Decree number 140 of February 27, 1952, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit the following amendments to the said decree to

Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 26 juillet 1969;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 140, soit modifié comme suit:

1° L'article 111 (Congé annuel payé) est remplacé par le suivant:

« 111. *Congé annuel payé: a)* Tout salarié visé par le présent décret qui, au 1er mai de chaque année, justifie d'un (1) an ou plus de service continu chez son employeur ou dans un même salon, a droit à un congé payé d'une durée minimale de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire et des commissions gagnés pendant la période de référence.

b) Période de référence: La période de référence s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

c) Le salarié qui, au 1er mai, justifie de moins d'un (1) an de service, a droit à autant de journées de congé payé qu'il y a de mois de service continu chez son employeur ou dans un même salon, sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire et des commissions gagnés pendant la période de référence.

d) Prise de congé: Le congé doit être accordé et pris avant le 30 avril de l'année suivante:

e) Paiement de l'indemnité: L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en congé ou lors de la résiliation du contrat de travail. »

2° L'article 116 (Horaires de travail) est remplacé par le suivant:

« 116. *Horaires de travail:*

a) Les horaires de travail sont les suivants:

Dans les salons de coiffeur pour hommes

Zone 1

le lundi: jour de repos;
le mardi: de 9 h à 18 h;
le mercredi: de 9 h à 18 h;
le jeudi: de 9 h à 18 h;
le vendredi: de 9 h à 21 h;
le samedi: de 9 h à 17 h.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Si le premier jour de l'An est un mardi, les salons de coiffure pour hommes seront ouverts la veille, de 9 h à 18 h.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 9 h à 21 h; le 24 décembre, les heures normales prévaudront.

Exceptions:

Dans la municipalité de Sainte-Adèle, les horaires suivants seront appliqués:

le lundi: de 8 h 30 à 18 h;
le mardi: de 8 h 30 à 18 h;
le mercredi: de 8 h 30 à midi;
le jeudi: de 8 h 30 à 18 h;

the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of July 26, 1969;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 140 be amended as follows:

1. Section 111 is superseded by:

"111. *Annual vacation with pay:* (*a*) Every employee hereby governed who, each May 1st, has one (1) or more year's continuous service with his employer or in the same salon, is entitled to at least two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals four per cent (4%) of wages and commissions earned during the qualifying period.

(*b*) *Qualifying period:* The qualifying period runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

(*c*) Any employee who, on May 1st, has less than one (1) year's service is entitled to one day's vacation with pay for each month of continuous service with his employer or in the same salon, up to a maximum of two (2) weeks' vacation. Vacation pay equals four per cent (4%) of wages and commissions earned during the qualifying period.

(*d*) *Vacation timing:* The vacation shall be granted and taken prior to April 30th of the following year.

(*e*) *Due dates for vacation pay:* The employer shall give the employee his due vacation pay before the latter leaves on vacation or whenever the work contract is cancelled."

2. Section 116 is replaced by:

"116. *Worked schedule:*

(*a*) Hours of work are scheduled as follows:

In men's hairdressing salons

Zone 1

Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday, Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 9:00 a.m. to 5:00 p.m.

However, hours of work may be scheduled as follows on the days listed below:

If New Year's Day falls on a Tuesday, hours of work on Monday shall be from 9:00 a.m. to 6:00 p.m. in men's hairdressing salons.

Working days between December 19th and 23rd inclusively; 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

December 24th: standard working hours shall apply.

Exceptions:

In the municipality of Ste. Adèle, the following schedule shall apply:

Monday, Tuesday, Thursday, Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

le vendredi: de 8 h 30 à 21 h;
le samedi: de 8 h 30 à 18 h.

Zone II

le lundi: jour de repos;
le mardi: de 8 h à 20 h;
le mercredi: de 8 h à 20 h;
le jeudi: de 8 h à 20 h;
le vendredi: de 8 h à 22 h;
le samedi: de 8 h à 20 h.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Si le premier jour de l'An est un mardi, les salons de coiffure pour hommes seront ouverts la veille, de 8 h à 20 h.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 8 h à 22 h; le 24 décembre, les heures normales prévaudront.

b) Dans les zones I et II, n'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation de la durée du travail, le temps que prennent les artisans et les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée normale des heures de travail. La durée maximale de tel travail est d'une heure et demie (1½). »

3° L'article 117 est remplacé par le suivant:

« 117. *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Services des coiffeurs pour hommes

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux ordinaire:		
adultes	$1.60	$1.35
enfants de moins de 14 ans	1.00	0.90
Coupe de cheveux en brosse:		
adultes	1.85	1.60
enfants de moins de 14 ans	1.25	1.10
Coupe au rasoir	2.00	1.75
Coupe au rasoir, y compris shampooing et ondulation (mise en plis)	3.75	3.50
Ondulation (mise en plis)	1.00	1.00
Rasage de la barbe	1.25	1.00
Shampooing ordinaire	1.00	1.00
Massage	1.50	1.50
Teinture des cheveux, y compris shampooing	3.50	3.25
Tonique, lotion et crème de tous genres	0.50	0.50
Flambabe (grillage) des cheveux	0.50	0.40
Aiguisage de rasoir	1.00	0.75

Notes: 1. En ce qui concerne les prix minimaux des services à charger aux clients, le district électoral de Labelle est considéré comme faisant partie de la zone II.

2. Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

4° L'article 120 (Durée du travail) est remplacé par le suivant:

« 120. *Horaires de travail:*

a) Les horaires de travail sont les suivants:

Wednesday: 8:30 a.m. to noon;
Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Zone II

Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.

However, hours of work may be scheduled as follows on the days listed below:

If New Year's Day falls on a Tuesday, hours of work on Monday shall be from 8:00 a.m. to 8:00 p.m. in men's hairdressing salons.

Working days between December 19th and 23rd inclusively: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.

December 24th: standard working hours shall apply.

(*b*) In Zones I and II, the time required by artisans and employees to perform work on customers who were in the professional salon before the end of working hours shall not be considered as overtime nor as contrary to standard working hours. Such work may not extend beyond one and one-half (1½) hour."

3. Section 117 is superseded by:

"117. *Minimum prices for services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed hereunder:

Men's hairdressers services

	Zones I	Zones II
Regular haircut:		
adults	$1.60	$1.35
children under 14	1.00	0.90
Brushcut:		
adults	1.85	1.60
children under 14	1.25	1.10
Razor cut	2.00	1.75
Razor cut, including shampoo and setting	3.75	3.50
Setting	1.00	1.00
Shave	1.25	1.00
Regular shampoo	1.00	1.00
Massage	1.50	1.50
Hair dyeing, including shampoo	3.50	3.25
Tonics, lotions and creams of all kinds	0.50	0.50
Hair singeing	0.50	0.40
Razor honing	1.00	0.75

Notes: 1. With respect to the minimum prices to be charged, the electoral district of Labelle is considered as part of zone II.

2. The above minimum prices also apply to work done on a wig or a hairpiece."

4. Section 120 is superseded by:

"120. *Work schedule:*

(*a*) Hours of work are scheduled as follows:

Dans les salons de coiffure pour dames

Zones I et II

le lundi: jour de repos;
le mardi: de 8 h à 18 h;
le mercredi: de 8 h à 18 h;
le jeudi: de 8 h à 18 h;
le vendredi: de 8 h à 21 h;
le samedi: de 7 h 30 à 18 h.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

les samedis, du 1er juin au 15 septembre: de 7 h 30 à 16 h;
le lundi précédant Noël: de 8 h à 21 h;

le lundi précédant le premier jour de l'An: de 8 h à 20 h;
les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement: de 8 h à 21 h;
la veille de Noël et du premier jour de l'An: de 6 h 30 à 18 h.

Exceptions:

i. Dans le district électoral de Labelle, le travail commence à 8 h 30 tous les jours.

ii. Dans la cité de Saint-Jérôme et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, le travail commence à 9 h tous les jours ouvrables, excepté le samedi où c'est à 7 h 30.

b) N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation de la durée du travail, le temps que prennent les artisans et les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée normale des heures de travail. La durée maximale de tel travail est d'une heure et demie (1½). »

5° L'article 121 est remplacé par le suivant:

« 121. *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Services des coiffeurs pour dames

	Zones I et II
Coupe de cheveux:	
adultes	$1.75
enfants de moins de 14 ans	1.25
Ondulation permanente, y compris la coupe de cheveux, le shampooing et la mise en plis:	
adultes	8.00
enfants de moins de 14 ans	6.50
Repeignagne des cheveux	1.00
Reprise de permanente, mèches individuelles, chacune	0.25
Décolorant	5.00
Retouche de décolorant	5.00
Teinture des cheveux (incluant shampooing)	6.00
Retouche de teinture (incluant shampooing)	6.00
Massage facial	1.50
Manucure complet	1.50
Ondulation (mise en plis)	1.90
Shampooing	1.00
Rinçage	1.00
Épilation des sourcils	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.50

Note: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

31532-o

In ladies' hairdressing salons

Zones I and II

Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 7:30 a.m. to 6:00 p.m.

However, hours of work may be scheduled as follows on the days listed below:

On Saturdays, from June 1st to September 15th: 7:30 a.m. to 4:00 p.m.;
Monday prior to Christmas Day: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Monday prior to New Year's Day: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Working days between December 19th and 23rd inclusively: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
Christmas and New Year's Eves: 6:30 a.m. to 6:00 p.m.

Exceptions:

i. In the electoral district of Labelle, work begins daily at 8:30 a.m.

ii. In the city of St. Jérôme and a 5-mile radius of its limits, work begins daily at 9:00 a.m. except on Saturdays when work begins at 7:30 a.m.

(*b*) Time required by artisans and employees to perform work on customers who were in the professional salon before the end of working hours shall not be considered as overtime nor as contrary to standard working hours. Such work may not extend beyond one and one-half (1½) hour."

5. Section 121 is replaced by:

"121. *Minimum prices for services:* Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following prices for the services listed hereunder:

Ladies' hairdressers services

	Zones I and II
Haircut:	
adults	$1.75
children under 14	1.25
Permanent wave, including styling, shampoo and setting:	
adults	8.00
children under 14	6.50
Recombing	1.00
Permanent wave touch-up, separate strands each	0.25
Bleach	5.00
Bleach touch-up	5.00
Dyeing, including shampoo	6.00
Dye touch-up, including shampoo	6.00
Facial	1.50
Manicure, full	1.50
Setting	1.90
Shampoo	1.00
Rinse	1.00
Eyebrow depilation	0.50
Scalp treatment	1.50

Note: The minimum prices above also apply to work done on a wig or on a hairpiece."

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

31532-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2997

Québec, le 8 octobre 1969.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du comité paritaire de l'Insustrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3356 du 16 octobre 1968, soit prolongé jusqu'au 28 février 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
31532-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2997

Québec, October 8, 1969.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (authorized by a by-law approved by Order in Council number 3356 dated October 16, 1968) be extended until February 28, 1970, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
31532-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3088

Québec, le 15 octobre 1969.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie du gant de cuir dans le Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), l'arrêté en conseil numéro 1978 du 3 juillet 1969, ayant approuvé des modifications au décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et modifications, relatif à l'industrie du gant de cuir dans le Québec, soit corrigé en remplaçant la dernière phrase du paragraphe « *c*) 2. » de l'article X, apparaissant au poste 3°, par le paragraphe « *c*) 3. » suivant:

« *c*) 3. Les dispositions du présent paragraphe « *c* » ne s'appliquent pas à l'exécution du travail fait à la main. »

Le greffier du Conseil exécutif,
31532-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3088

Québec, October 15, 1969.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree respecting the Leather Glove Industry in Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Order in Council number 1978 dated July 3, 1969, which approved amendments to Decree number 1071-E of October 7, 1959, as amended (Leather Glove Industry in Québec), be corrected by replacing the last sentence of paragraph "(*c*) 2." of section X, as mentioned in item 3., by the following paragraph "(*c*) 3":

"(*c*) 3. The provisions of the present subsection "*c*" does not cover work done by hand."

JACQUES PRÉMONT,
31532-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2994

Québec, le 8 octobre 1969.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1790 du 12 octobre 1966 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2994

Québec, October 8, 1969.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Men's Hairdressers in the Montréal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's Hairdressers in the Montréal region (made binding by Decree number 1790 of October 12, 1966, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 21 juin 1969;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1790, soit modifié comme suit:

1° Les mots « et l'Ile des Soeurs, l'Ile Charron, l'Ile Sainte-Hélène, l'Ile Ronde et l'Ile Notre-Dame » sont ajoutés à la fin de l'article 101 concernant la description du champ d'application territorial.

2° L'avant-dernier alinéa de l'article 102 (Durée du travail) est remplacé par le suivant:

« Le 23 décembre et le 30 décembre, si ce n'est pas un samedi, les heures de travail sont de 9 h du matin à 8 h du soir. »

3° À l'article 103 (Travail postérieur à la clôture), les mots « même après cette heure » sont biffés.

4° L'article 107 (Salaires minima) est remplacé par le suivant:

« *Salaires minimaux*

107. Les salaires minimaux sont les suivants:

1. *Employé permanent:*

a) Coiffeur pour hommes, classe « A »: $70 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) des recettes de son travail excédant $100 par semaine.

b) Coiffeur pour hommes, classe « B »: $65 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) des recettes de son travail excédent $95 par semaine.

Toutefois, lorsqu'un employé permanent travaille moins de vingt-cinq (25) heures dans une semaine, pour des raisons de maladie, de décès dans sa famille ou autres raisons jugées valables par le comité, il doit être rémunéré au même taux que l'employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant.

2. *Employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant compétent:* $1.50 pour chaque heure de travail. Cependant, le salaire minimal de cet employé ne doit, en aucun cas, être inférieur à soixante-dix pour cent (70%) des recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de $100, s'il est un employé de classe « A », ou la somme de 195, s'il est un employé de classe « B », et que ledit employé a travaillé pendant vingt-cinq (25) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même taux que l'employé permanent de sa qualification.

3. *Apprenti:* Premier semestre: $35 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) sur toutes recettes supérieures à $65;

Deuxième semestre: $40 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) sur toutes recettes supérieures à $70;

Troisième semestre: $45 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) sur toutes recettes supérieures à $75;

Quatrième semestre: $50 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) sur toutes recettes supérieures à $80;

Cinquième semestre: $55 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) sur toutes recettes supérieures à $85;

Sixième semestre: $60 par semaine, plus une commission de cinquante pour cent (50%) sur toutes recettes supérieures à $90.

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 21, 1969;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 1790 be amended as follows:

1. In section 101, the territorial jurisdiction is further elaborated by adding: "and Nuns' Island, Ile Charron, Ile Ste. Hélène, Ile Ronde and Ile Notre-Dame."

2. In section 102, the paragraph before last is superseded by:

"On December 23rd and 30th, working hours are from 9:00 a.m. to 8:00 p.m. if such dates do not fall on a Saturday."

3. The words "even after such time" are deleted from the first sentence of section 103.

4. Section 107 is replaced by:

"*Minimum wages*

107. Minimum wages are as follows:

1. *Regular employee:*

(*a*) *Men's hairdresser, Class "A":* $70 a week plus a 50% commission on the receipts of his work that exceed $100 during the week.

(*b*) *Men's hairdresser, Class "B":* $65 a week plus a 50% commission on the receipts of his work that exceed $95 during the week.

However, when a regular employee works less than twenty-five (25) hours in a week because he was on sick-leave, compassionate leave or for any other reason acceptable to the Committee, he shall be paid the same rate as a temporary, supernumerary or substitute employee."

2. *Temporary, supernumerary or substitute employee:* $1.50 for each hour worked. However, such employee's minimum wage shall never be less than 70% of gross receipts of his work. Moreover, when such employee has worked for twenty-five (25) hours or more during the week, he shall be paid the same rate as the regular employee in his class, i.e., when the receipts of his work reach or exceed $100 if he belongs to Class "A" and $95 if he belongs to Class "B"."

3. *Apprentice:* First six months: $35 a week, plus a 50% commission on all receipts that exceed $65;

second six months: $40 a week, plus a 50% commission on all receipts that exceed $70;

third six months: $45 a week, plus a 50% commission on all receipts that exceed $75;

fourth six months: $50 a week, plus a 50% commission on all receipts that exceed $80;

fifth six months: $55 a week, plus a 50% commission on all receipts that exceed $85;

sixth six months: $60 a week, plus a 50% commission on all receipts that exceed $90."

4. *a*) Sous réserve de l'article 41 de la première partie du décret (Statut du Coiffeur), l'employeur n'a, en aucun temps, le droit de faire travailler un apprenti à temps partiel, rémunéré ou non.

b) Sous réserve de l'article 41 de la première partie du décret (Statut du Coiffeur), l'apprenti n'a, en aucun temps, le droit de travailler à temps partiel, rémunéré ou non. »

5° L'article 109 (Prix minima des services) est remplacé par le suivant:

« *Prix minimaux des services*

109. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux ordinaire:	
adultes	$1.75
enfants de moins de 15 ans	1.05
Coupe de cheveux en brosse:	
adultes	2.00
enfants de moins de 15 ans	1.35
Coupe de cheveux au rasoir	2.25
Coupe de cheveux au rasoir, y compris shampooing et ondulation	4.00
Ondulation	1.00
Rasage de la barbe	1.25
Shampooing ordinaire	1.25
Massage	1.50
Teinture des cheveux, y compris shampooing	4.00
Toniques, lotions et crèmes de tous genres	0.50
Traitement du cuir chevelu	2.00
Rinçage colorant	1.00
Flambage (grillage) des cheveux	0.50
Aiguisage de rasoir	1.00

Note: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque, un postiche ou un toupet. »

6° L'article 110 (Proportion des apprentis) est remplacé par le suivant:

« *Proportion des apprentis*

110. Le nombre d'apprentis par salon de coiffure pour hommes ne doit jamais dépasser la limite suivante:

Un (1) apprenti où travaille régulièrement un un (1) coiffeur pour hommes, classe « A ».

Deux (2) apprentis où travaillent régulièrement au moins quatre (4) coiffeurs pour hommes, classe « A ».

Toutefois, dans les salons où travaillent régulièrement sept (7) coiffeurs pour hommes, classe « A » et plus, l'employeur peut embaucher un troisième (3e) apprenti au lieu et place du coiffeur pour hommes, classe « B ». »

7° L'article 115 est remplacé par le suivant:

« 115. L'employeur doit donner un congé payé annuel d'une durée de deux (2) semaines, à tout employé permanent qui a été à son service pendant une (1) année entière.

L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire global brut gagné par le salarié, pendant la période de référence. »

8° L'article 116 est remplacé par le suivant:

« 116. Lorsque l'employé permanent justifie de moins d'une (1) année de service, il a droit à autant de journées de congé payé qu'il a de mois de service, sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines, et à une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire global gagné. »

4. (*a*) Contingent upon the provisions of section 41, Part One (Hairdresser's Code) of this decree, employers may never have an apprentice work part-time, whether he be paid or not.

(*b*) Contingent upon the provisions of section 41, Part One (Hairdresser's Code) of this decree, no apprentice may ever work part-time, whether he be paid or not."

5. Section 109 is superseded by:

"*Minimum prices for services*

109. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed below:

Regular haircut:	
adults	$1.75
children under 15	1.05
Brushcut:	
adults	2.00
children under 15	1.35
Razor cut	2.25
Razor cut, including shampoo and setting	4.00
Setting	1.00
Shave	1.25
Regular shampoo	1.25
Facial	1.50
Dyeing of hair, including shampoo	4.00
Tonics, lotions and creams of all kinds	0.50
Scalp treatment	2.00
Colour rinse	1.00
Hair singeing	0.50
Razor honing	1.00

Note: The minimum prices above also apply to work performed on a wig, hairpiece or toupet."

6. Section 110 is replaced by:

"*Ratio of apprentices*

110. The number of apprentices in any men's hairdressing salon shall never exceed the following limits:

One (1) apprentice in a salon regularly employing one (1) Class "A" men's hairdresser;

Two (2) apprentices in a salon regularly employing four (4) Class "A" men's hairdressers.

However, in salons regularly employing seven (7) Class "A" men's hairdressers or more, the employer may hire a third (3rd) apprentice instead of a Class "B" men's hairdresser.

7. Section 115 is superseded by:

"115. The employer shall grant one (1) week's annual vacation with pay to every regular employee in his service for one (1) full year.

Vacation pay equals four per cent (4%) of total gross wages earned by the employee during the qualifying period."

8. Section 116 is replaced by:

"116. When a regular employee has less than one (1) year's service, he is entitled to one (1) day's vacation for each service month, up to a maximum of two (2) week's vacation, and to vacation pay equal to four per cent (4%) of gross earnings."

9° L'article 119 (Convention interdite) est remplacé par le suivant:

« 119. *Convention interdite:* Il est interdit de louer ou de sous-louer une partie des fauteuils, appareils ou équipement quelconque ou d'un espace d'un salon de coiffure pour hommes, ou même d'en disposer de façon gratuite ou onéreuse, pour y exercer un travail qui fait l'objet du champ d'application professionnel du présent décret. »

10° L'article 121 est remplacé par le suivant:

« 121. *a*) Tout travail qui fait l'objet du champ d'application professionnel du présent décret est interdit en tout temps ailleurs que dans un salon de coiffure pour hommes.

b) Toutefois, il est permis aux coiffeurs pour hommes, classe « A » et classe « B », travaillant régulièrement dans un salon de coiffure pour hommes, d'exécuter du travail professionnel, durant les heures prescrites par le présent décret, à la demande de malades hospitalisés ou invalides à la maison. »

11° À l'article 124 (Durée), les mots « 1er février 1968 » sont remplacés par les mots « 1er février 1971 ».

12° « L'Union internationale des Employés-Barbiers d'Amérique, section locale 455 » est radiée comme partie contractante de deuxième part.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

31532-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3090

Québec, le 15 octobre 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les compagnies minières et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

ATTENDU QUE les compagnies minières ont droit à une certaine réduction de la taxe de vente sur les biens mobiliers qu'elles achètent pour leur usage ou consommation, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2369 du 9 décembre 1964, tel qu'amendé par l'arrêté en conseil numéro 2525 du 7 août 1968;

ATTENDU QUE le règlement concernant la Loi de l'impôt sur la vente en détail et les entrepreneurs en construction édicté par l'arrêté en conseil numéro 2210 du 30 juillet 1969 empêche les compagnies minières de prendre avantage de ce droit à la réduction;

ATTENDU QU'il y a lieu de rectifier cette anomalie en prévoyant une compensation aux compagnies minières, laquelle tiendra lieu de la réduction prévue par la loi, leur accordant ainsi un privilège semblable à celui accordé aux manufacturiers par l'arrêté en conseil numéro 2209 du 30 juillet 1969.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit amendé le règlement concernant les compagnies minières et la Loi de l'impôt sur la vente en détail, tel qu'édicté par l'arrêté en conseil numéro 2369 du 9 décembre 1964 et amendé par l'arrêté en conseil numéro 2525 du 7 août 1968, en y ajoutant, après l'article 6, l'article 6*a* ci-annexé.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

9. Section 119 is superseded by:

"119. *Forbidden agreement:* The letting or subletting of any part of chairs, apparatus or equipment of any kind, or space in a men's hairdressing salon, be it for payment or gratuitously, for the purpose of performing any work that is covered in the professional jurisdiction of this decree is borbidden."

10. Section 121 is replaced by:

"121. (*a*) No work covered in the professional jurisdiction of this decree may ever be performed outside a men's hairdressing salon.

(*b*) However, Class "A" and "B" men's hairdressers who are regularly employed in a men's hairdressing salon may provide professional services during the working hours stipulated herein, when requested to do so by hospital patients or by invalids at home."

11. In section 124, the date "February 1, 1968" is replaced by "February 1, 1971".

12. "*L'union internationale des Employés-Barbiers d'Amérique, section locale 455*" is stricken from the list of contraction parties of the second part.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

31532-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3090

Québec, October 15, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING mining companies and the Retail Sales Tax Act.

WHEREAS mining companies are entitled to a certain reduction in the sales tax applicable on the purchase of goods for their own use or consumption, under Order in Council No. 2369 of December 9, 1964, as amended by Order in Council No. 2525 of August 7, 1968;

WHEREAS the regulation concerning the Retail Sales Tax Act and building contractors enacted by Order in Council No. 2210 of July 30, 1969 precludes mining companies from taking advantage of this reduction right;

WHEREAS it is proper to rectify this anomaly by providing a compensation to mining companies, such compensation replacing the reduction provided by law, thus granting them a privilege identical to the one granted to manufacturers by Order in Council No. 2209, of July 30, 1969.

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommandation of the Minister of Revenue,

THAT the regulation concerning mining companies and the Retail Sales Tax Act, as enacted by Order in Council No. 2369 of December 9, 1964 and amended by Order in Council No. 2525 of August 7, 1968 be amended again by adding, after section 6, appended section 6*a*.

Certified true copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Règlement amendant le règlement concernant les compagnies minières et la Loi de l'impôt sur la vente en détail, tel qu'édicté par l'arrêté en conseil numéro 2369 du 9 décembre 1964 et amendé par l'arrêté en conseil numéro 2525 du 7 août 1968.

« 6*a* La compagnie minière qui en fait la demande peut obtenir une compensation lors de la construction d'un immeuble pour les fins de son entreprise.

Cette compensation est calculée sur 30% du prix total du contrat auquel on applique successivement le taux de la taxe de vente et le pourcentage du dégrèvement consenti à la compagnie minière en vertu du présent règlement.

La compagnie minière peut demander que la compensation soit calculée sur le prix payé par l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs pour les matériaux incorporés à l'immeuble si cette compagnie minière peut établir, à la satisfaction du ministre, le prix ainsi payé par l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs.

Le taux de la taxe servant au calcul de la compensation est celui auquel sont assujettis l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs pour le paiement de la taxe payable sur les matériaux et autres biens mobiliers qu'ils incorporent à l'immeuble.

Le pourcentage du dégrèvement est celui accordé à la compagnie minière en vertu du présent règlement et qui est en vigueur lors de la signature du contrat.

La compensation est accordée à condition que:

a) l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs soient, en vertu des contrats qui les lient à la requérante, les consommateurs des matériaux et autres biens mobiliers qu'ils incorporent à l'immeuble;

b) la demande soit adressée au ministre du Revenu, au plus tard douze (12) mois après la fin du contrat de construction;

c) la requérante ait en sa possession les documents, contrats et sous-contrats permettant d'établir le prix total de la construction;

d) le pourcentage du dégrèvement soit appliqué selon les règles établies dans le présent règlement pour les achats de biens mobiliers pour l'usage ou la consommation de la compagnie minière;

e) la taxe payable par le consommateur des matériaux ne soit pas ou n'ait pas été le sujet d'un remboursement ou d'une note de crédit.

S'il s'agit de la réparation, l'altération ou l'amélioration et non de la construction complète d'un immeuble, la compensation est calculée sur le montant payé par l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs pour les matériaux incorporés à l'immeuble. »

Le présent règlement s'applique à tout contrat pour la construction, la réparation, l'altération ou l'amélioration d'un immeuble signé après le 31 juillet 1969.

31497-o

Regulation amending regulation concerning mining companies and the Retail Sales Tax Act, as enacted by Order in Council No. 2369 of December 9, 1964 and amended by Order in Council No. 2525 of August 7, 1968.

"6*a* A mining company may, upon request, obtain a compensation when constructing an immovable for the purpose of its business.

This compensation is calculated on the basis of 30% of the total contract price, to which then the rate of sales tax and the percentage of the reduction granted to the mining company are successively applied.

The mining company may require that the compensation be calculated on the basis of the price paid by the contractor and subcontractors for materials incorporated into the immovable if the mining company can establish, to the satisfaction of the Minister, the price thus paid by the contractor and subcontractors.

The rate of tax used for determining the compensation is the one to which are liable the contractor and subcontractors for the payment of the tax applicable on materials and other moveables which they incorporate into the immovable.

The percentage of reduction is the one granted to the mining company under this regulation and in force at the time of the signature of the contract.

The compensation is granted provided

(*a*) the contractor and subcontractors are, under their contracts with the applicant, the consumers of materials and other moveables which they incorporate into the immovable;

(*b*) the application is made to the Minister of Revenue, not later than twelve (12) months following fulfilment of the contract;

(*c*) the applicant has in his possession the documents, contracts and subcontracts necessary to determine the total construction cost;

(*d*) the percentage of reduction is applied according to the rules established in this regulation for the purchase of moveables for the mining company's own use and consumption;

(*e*) the tax payable by the consumer of materials is not or was not the subject of a reimbursement or credit note.

If the matter in hand concerns repairs, alterations or improvement and not complete construction of an immovable, the compensation is based on the true amount paid by the contractor and subcontractors for materials incorporated into the immovable."

This regulation applies to all contracts signed after July 31, 1969, for construction, repair, alteration or improvement of an immovable.

31497-o

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Photographes de la région de Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 543 du 15 mai 1956 et amendements, a été autorisé par règlement

Department of Labour and Manpower

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower hereby gives notice that the Parity Committee of Photographers of the region of Trois-Rivières (established in pursuance

approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2992 du 8 octobre 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 octobre 1969 au 31 octobre 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 543 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 543 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le photographe professionnel, soit $65 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 543 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des photographes de la région de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 31 octobre 1969 et le 31 octobre 1970.

of Decree number 543 of May 15, 1956 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2992 dated October 8, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from October 31, 1969 to October 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 543 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 543 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary set forth in the decree for a professional photographer, i.e., $65 a week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 543 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect such levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employers' dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of Photographers of the region of Trois-Rivières for the October 31, 1969 to October 31, 1970 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DES PHOTOGRAPHES DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 octobre 1969 et le 31 octobre 1970.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 525
Cotisations ouvrières	525
Cotisations artisanales	180
Pénalités et amendes	15
Intérêts de banque	3
	$1,248
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 720
Frais d'inspection	25
Frais de vérification	100
Impression, papeterie, acc. de bureau	100
Poste, téléphone, télégramme	90
Intérêt, échangé, agios	18
Jetons de présence (membres du comité)	125
Frais de déplacements (membres du comité)	25
Assurances générales	20
	$1,223
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 25

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er novembre 1969. 31532-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre Plat de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2051 du 28 octobre 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2990 du 8 octobre 1969, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1969 au 31 octobre 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2051 et amendements, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2051 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire du compagnon fixé par le décret pour leur métier ou occupation.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2051 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition

PARITY COMMITTEE OF PHOTOGRAPHERS OF THE REGION OF TROIS-RIVIÈRES

Estimates of receipts and disbursements for the October 31, 1969, to October 31, 1970 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 525
Employees' dues	525
Artisans' dues	180
Examination fees	15
Bank interest	3
	$1,248
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 720
Inspection expenses	25
Auditor's fees	100
Printing, stationery, office equipment	100
Postage, telephone, telegrams	90
Interest, exchange, agio	18
Attendance fees (Committee members)	125
Travelling expensses (Committee members)	25
General insurance	20
	$1,223
Forecast surplus	$ 25

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 1, 1969. 31532-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee for the Flat Glass Industry of Montreal (established in pursuance of Decree number 2051 of October 28, 1964) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 2990 dated October 8, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from November 1, 1969 to October 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 2051 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 2051 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary set forth in the decree for the journeyman of their trade or occupation.

(*c*) Employees governed by said Decree number 2051 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers

des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de leur salarié, leur classification, le nombre d'heures faites, le taux du salaire payé et l'argent perçu au cours de la semaine.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que lesdits rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 15ième jour du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le 15ième jour de chaque mois pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, suivant le cas, au siège social du Comité paritaire, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir, à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie du Verre plat de Montréal, pour la période comprise entre le 1er novembre 1969 et le 31 octobre 1970.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE PLAT DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1969 et le 31 octobre 1970.

Recettes:	
Cotisations patronales	$35,000
Cotisations ouvrières	35,000
Pénalités et amendes	1,500
Dommages: Intérêts liquidés	300
Honoraires d'examen	250
Intérêts de banque	300
Impôt fédéral	4,500
Impôt provincial	3,000
Rentes du Québec	450
Assurance-chômage	275
Assurance-groupe	1,800
	$82,375
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$12,000
Salaires du personnel	9,000
Salaires des inspecteurs	17,000
Frais d'inspection	8,300
Honoraires: bureau des examinateurs	1,000

with report forms which should indicate the following: name, surname and address of employees; their classification; number of hours worked; wage rate paid and monies collected during the week.

Professional employers shall see that such reports be completed and forwarded to the Parity Committee by the 15th of the month following the period for which they are required.

The abovementioned levy is due on the 15th of each month and shall cover the previous calendar month. It shall be paid by the professional employer, the artisan and the employee to the Parity Committee's head office, without formal notice beforehand.

At the end of each week, the professional employer shall collect such levy by means of a check-off. Dues so collected are payable by the professional employer, without formal notice beforehand, to the Parity Committee's head office on the same date his own levy is to be paid, in compliance with the foregoing subsection.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Flat Glass Industry of Montreal for the November 1, 1969 to October 31, 1970 period is given below.

PARITY COMMITTEE FOR THE FLAT GLASS INDUSTRY OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from November 1, 1969, to October 31, 1970.

Receipts:	
Employers' dues	$35,000
Employees' dues	35,000
Penalties and fines	1,500
Damages: paid-up interest	300
Examination fees	250
Bank interest	300
Federal tax	4,500
Provincial tax	3,000
Québec Pension Plan	450
Unemployment Insurance	275
Group insurance	1,800
	$82,375
Disbursements:	
Secretary's salary	$12,000
Staff's salary	9,000
Inspectors' salaries	17,000
Inspection expenses	8,300
Fees: Board of Examiners	1,000

Frais: bureau des examinateurs	$ 300
Loyer et taxes	2,300
Eclairage, chauffage, entretien	1,200
Frais judiciaires	9,000
Frais de vérification	1,100
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,000
Poste, téléphone, télégramme	1,300
Intérêt, échange, agios	100
Abonnement et publicité	280
Jetons de présence (membres du Comité)	1,000
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,000
Frais de délégation	1,000
Rentes du Québec	900
Assurance-chômage	550
Assurance-groupe	2,900
Assurance caution	50
Assurances générales	250
Impôt fédéral	4,500
Impôt provincial	3,000
	$80,030
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 2,345
Moins: Subvention à la Commission d'apprentissage:	1,000
Surplus prévu:	$ 1,345

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er novembre 1969. 31532-o

Expenses: Board of Examiners	$ 300
Rent and taxes	2,300
Lights, heat, maintenance	1,200
Legal costs	9,000
Auditor's fees	1,100
Printing, stationery, office equipment	2,000
Postage, telephone, telegrams	1,300
Interest, exchange, agio	100
Subscription and advertising	280
Attendance fees (Committee members)	1,000
Travelling expenses (Committee members)	1,000
Delegation expenses	1,000
Québec Pension Plan	900
Unemployment Insurance	550
Group insurance	2,900
Fidelity bond	50
General insurance	250
Federal tax	4,500
Provincial tax	3,000
	$80,030
Forecast surplus	$ 2,345
Less: Grant to Apprenticeship Commission	1,000
Forecast net surplus	$ 1,345

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 1, 1969. 31532-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2991 du 8 octobre 1969, le tout conformément aux disposition de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1969 au 31 octobre 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessos mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation de $0.25 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1658 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par ledit décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R S Q 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Québec (established in pursuance of Decree number 1658 of May 17, 1944), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2991 dated October 8, 1969, authorizes such levy:

1. *Dues*

The contribution period extends from November 1, 1969 to October 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 1658 and amendments, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 1658 and amendments shall turn over to the Parity Committee dues of 25¢ per week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 1658 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

Every month, and on forms supplied for this purpose by the Parity Committee, the professional employer must supply the Parity Committee with a detailed report. This report should include the hours worked, the salary earned by each employee governed by the decree and the amount turned over to the Parity Committee.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire à titre de prélèvement.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable. Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 du mois suivant celui pour lequel elles sont exigibles.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1969 et le 31 octobre 1970.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1969 et le 31 octobre 1970.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 52,800
Cotisations ouvrières	52,800
Cotisations artisanales	5,850
Pénalités et amendes	1,000
Intérêt sur placements	900
Intérêt de banque	200
Impôt fédéral	6,500
Impôt provincial	4,155
Rentes du Québec	955
Assurance-chômage	975
Assurance-groupe	2,075
Intérêt, fonds de prévoyance	3
Intérêt, échange, agios	9
Cotisations syndicales	630
	$128,852

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 11,130
Salaires du personnel	19,610
Salaires des inspecteurs	48,495
Retraités	1,480
Frais d'inspection	4,750
Jetons de présence (membres du Comité)	1,440
Frais de déplacements (membres du Comité)	4,505

This report, duly signed by the professional employer, shall accompany the contributions payable to the Parity Committee by the said employer and his employees. All such amounts must be paid in legal tender.

At the end of each week, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee, by means of a check-off.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand. Such contributions are payable between the 1st and 10th of the month following the one for which they are requested.

The Parity Committee has the right and authority to request an attestation of the monthly reports whenever it shall deem it advisable.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or give necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and disbursements of Retail Food Trade Parity Committee of Québec for period November 1, 1969 to October 31, 1970 is given below.

RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUÉBEC

Estimates of receipts and disbursements for the period November 1, 1969 and October 31, 1970.

Receipts:	
Employers' dues	$ 52,800
Employees' dues	52,800
Artisans' dues	5,850
Penalties and fines	1,000
Interest on investments	900
Bank interest	200
Federal tax	6,500
Provincial tax	4,155
Québec Pension Plan	955
Unemployment Insurance	975
Group insurance	2,075
Interest, reserve fund	3
Interest, exchange, agio	9
Union dues	630
	$128,852

Disbursements:	
Secretary's salary	$ 11,130
Staff's salary	19,610
Inspectors' salaries	48,495
Pensionners	1,480
Inspection expenses	4,750
Attendance fees (Committee members)	1,440
Travelling expenses (Committee members)	4,505

Honoraires: Bureau des examinateurs	$ 2,400
Frais: Bureau des examinateurs	200
Frais judiciaire	5,900
Frais de vérification	1,050
Loyer et taxes	3,600
Éclairage, chauffage, entretien	2,000
Impression, papeterie, accessoires de bureau	2,500
Poste, téléphone, télégramme	2,085
Intérêt, charges, agios	100
Abonnement et publicité	545
Assurance-caution	10
Assurances générales	25
Assurance-groupe	4,150
Assurance-chômage	1,643
Cotisations syndicales	630
Impôt fédéral	6,500
Impôt provincial	4,155
Rentes du Québec	1,910
Commission Accident du Travail	180
Frais d'affiliation	578
Frais de délégation	375
Comité de Surveillance — fonds de retraite	250
Fonds de retraite	3,595
	$135,791
Excédent des déboursés sur les recettes prévu: à être comblé par la réserve	$ 6,939

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.
Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er novembre 1969. 31532-o

Fees: Board of Examiners	$ 2,400
Expenses: Board of Examiners	200
Legal costs	5,900
Auditor's fees	1,050
Rent and taxes	3,600
Lights, heat, maintenance	2,000
Printing, stationery, office equipment	2,500
Postage, telephone, telegrams	2,085
Interest, exchange, agio	100
Subscription and advertising	545
Fidelity bond	10
General insurance	25
Group insurance	4,150
Unemployment Insurance	1,643
Union dues	630
Federal tax	6,500
Provincial tax	4,155
Québec Pension Plan	1,910
Workmen's Compensation Commission	180
Affiliation fees	578
Delegation expenses	375
Supervisory committee — pension fund	250
Pension fund	3,595
	$135,791
Forecast deficit to be made up from the reserve fund	$ 6,939

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.
Department of Labour and Manpower,
Québec, November 1, 1969. 31532-o

Caisses d'épargne et de crédit

Verdun Community Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté à l'unanimité par « Chalmer's Credit Union », le 18 septembre 1969, changeant son nom en celui de « Verdun Community Credit Union ».

Québec, le 21 octobre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
31501-o

Savings and Credit Unions

Verdun Community Credit Union

(*Savings and Credit Union Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the regulation adopted unanimously by "Chalmer's Credit Union", on September 18, 1969, changing its name into that of "Verdun Community Credit Union".

Québec, October 21, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
31501

Compagnie autorisée à faire des affaires

Precise Data Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Precise Data Services Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Maurice E. Lagacé, 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 2, Place Westmount, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
31517 42-69 — 1512/25

Company Licensed to do Business

Precise Data Services Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Precise Data Services Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Maurice E. Lagacé, 3400 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2 Westmount Square, Westmount, in the judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
31517-o 42-69 — 1512/25

Bills — Assemblée nationale

CABINET DE LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 23 octobre 1969.

Aujourd'hui, à dix heures et quinze minutes du soir, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

34 Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

60 Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation.

65 Loi modifiant le Code du travail et d'autres dispositions législatives.

66 Loi modifiant la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales.

67 Loi modifiant la Loi du temps réglementaire.

68 Loi assurant le droit à l'éducation des élèves de la Commission scolaire régionale de Chambly.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

31518-o

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 23rd of October 1969.

This day, at fifteen minutes past ten o'clock in the evening, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

34 An Act to promote the development of agricultural exploitations.

60 An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act.

65 An Act to amend the Labour Code and other legislative provisions.

66 An Act to amend the Act to promote the development and modernization of regional dairies.

67 An Act to amend the Official Time Act.

68 An Act to ensure the right to education to the pupils of the *Commission scolaire régionale de Chambly.*

To these bills the Royal assent was pronounced by the Secretary of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

31518-o

Changement de nom — Loi du

Leonard Crasensky

Avis est donné par les présentes que Leonard Crasensky, manufacturier, domicilié à 7740 Ostell Crescent, dans la ville de Montréal, district de Montréal, a l'intention de présenter une demande au secrétaire de la province de Québec, en vue d'obtenir une décision du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Léonard Crasensky en Léon Carson. Ce changement sera applicable également à son épouse, Dame Dorice Annette Kushner Crasensky et son fils mineur Arthur Brian Crasensky, de 7740 Ostell Crescent, cité et district de Montréal, et à leurs enfants à naître.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'octobre, 1969.

Les procureurs du requérant,
MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER,
TAVISS, SHAYNE, GREENSTEIN
& LEVITT.

31533-44-2-o

Alphonse Kasparas Ozupis

Avis est donné qu'Alphonse Kasparas Ozupis a l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour le changement de son nom à Alphonse Gacionis tel que prévu par la disposition de la Loi des changements de noms.

Montréal, le 20 octobre 1969.

Les procureurs du requérant,
BOHÉMIER, CHENARD
& LÉGER, AVOCATS.

31499-44-2-o

Change of name — Act

Leonard Crasensky

Notice is hereby given that Leonard Crasensky, manufacturer, of the city of Montreal, district of Montreal, and residing therein at 7740 Ostell Crescent, will present a petition to the secretary of the Province of Québec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council changing his name from Leonard Crasensky to Leon Carson, said change of name to have application and to enure to the benefit of his wife Dame Dorice Annette Kushner Crasensky and his minor son Arthur Brian Crasensky, both of 7740 Ostell Crescent, city and district of Montreal, and children to be born.

Dated at Montreal, this 24th day of October, 1969.

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER,
TAVISS, SHAYNE, GREENSTEIN
& LEVITT,
Attorneys for Petitioner

31533-44-2

Alphonse Kasparas Ozupis

Notice is hereby given that Alphonse Kasparas Ozupis intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council asking that his name be changed to Alphonse Gacionis, as provided for by the provision of the Change of Name Act.

Montreal, October 20, 1969.

BOHÉMIER, CHENARD
& LÉGER, ADVOCATES,
Attorneys for the petitioner.

31499-44-2

Louis Szick et Marguerite Anne Desjardins Szick

Avis est par les présentes donné, que Louis Szick, vendeur et son épouse, Marguerite Anne Desjardins Szick, infirmière, tous deux domiciliés et résidant à 10328, boulevard Lalande, Roxboro, province de Québec, transmettront au secrétaire de la province de Québec, une requête demandant que leur nom soit changé de Louis Szick en celui de Louis Stein, et Marguerite Anne Desjardins Szick, en celui de Marguerite Anne Desjardins Stein, et que ce changement de nom bénéficie à leurs enfants à venir.

Montréal, le 20 octobre 1969.

Les procureurs du requérant,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
31500-44-2-o GODIN & LAPOINTE.

Louis Szick and Marguerite Anne Desjardins Szick

Notice is hereby given that Louis Szick salesman, and his wife Marguerite Anne Desjardins Szick, nurse, residing at 10328 Lalande Boulevard, Roxboro, Province of Québec, will apply to the Québec Provincial Secretary, to change their names from Louis Szick to Louis Stein, and Marguerite Anne Desjardins Szick to Marguerite Anne Desjardins Stein, and that the said changes shall benefit to their future children.

Montreal, October 20, 1969.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE,
31500-44-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Harold Schachter

Avis est par les présentes donné que Harold Schachter, résidant au 4252, avenue Braille, dans la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de Harold Sharkey, ainsi que le nom de sa femme Harriet Ostro Schachter et des enfants issus dudit mariage, Paul et Liane, résidant à la même adresse, en celui de Sharkey, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Montréal, le 24 octobre 1969.

Le procureur du requérant,
31534-44-2 ALLAN MARCUS.

Harold Schachter

Notice is hereby given that Harold Schachter residing at 4252 Braille Avenue, in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an Order changing his name to that of Harold Sharkey and the family name of his wife Harriet Ostro Schachter and the children issue of the said marriage, Paul and Liane, residing at the same address, to that of Sharkey the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, October 24, 1969.

ALLAN MARCUS,
31534-44-2-o *Attorney for Petitioner.*

Bohdan Mychajlo Borodajkewycz

Avis est par les présentes donné que Bohdan Mychajlo Borodajkewycz, cameraman, domicilié et demeurant à 5245 rue Jeanne-Mance, en la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Bohdan Mychajlo Boroday.

Montréal, le 8 octobre 1969.

Les procureurs du requérant,
LEMAY, PAQUIN
31340-43-2-o & CORBEIL.

Bohdan Mychajlo Borodajkewycz

Notice is hereby given that Bohdan Mychajlo Borodajkewycz, cameraman, residing and domiciled at 5245 Jeanne-Mance Street, Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an Order changing his name to that of Bohdan Mychajlo Boroday.

Montreal, October 8, 1969.

LEMAY, PAQUIN
& CORBEIL,
31340-43-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Gerald Groshinsky

Avis est par les présentes, donné que Gerald Groshinsky résidant à 5726, avenue McAlear, cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de « Gerald Gross », ledit changement de nom devant servir à toutes fins légales.

Le procureur du requérant,
31341-43-2 GORDON ZELMAN.

Gerald Groshinsky

Notice is hereby given that Gerald Groshinsky residing at 5726 McAlear Avenue, City of Côte St. Luc, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for the adoption of an Order changing his name to that of "Gerald Gross" the said name to serve for all legal purposes."

GORDON ZELMAN,
31341-43-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Stanislaws Kruk

Avis est par les présentes donné que Stanislaw Kruk, cuisinier, résidant à 4802, avenue du Parc, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Stanley Krenk.

Montréal, 23 septembre 1969.

Le procureur du requérant,
31342-43-2 TADEUSZ KONBRAT.

Stanislaw Kruk

Notice is hereby given that Stanislaw Kruk, cook, residing at 4802 Park Avenue, in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for Order changing his name to Stanley Krenk.

Montreal, September 23, 1969.

TADEUSZ KONBRAT,
31342-43-2-o *Attorney for Applicant.*

Ki Chiu Kong

Avis est donné que Ki Chiu Kong de l'appartement 415, 1270 rue Quenneville, St-Laurent, fera application pour faire changer son nom à Albert Ki Chiu Kong. Il est marié avec Kam-Yee Ho.

Le procureur du requérant,
31413-43-2-o DAVID WHITNEY.

Ki Chiu Kong

Notice is given that Ki Chiu Kong of apartment 415, 1270 Quenneville Street, St. Laurent, will apply to have his name changed to Albert Ki Chiu Kong. He is married to Kam-Hee Ho.

DAVID WHITNEY,
31413-43-2-o *Attorney for the petitioner.*

Avis divers

Paroisse de Saint-John Fisher

Avis est donné, en vertu de l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chapitre 76), que Son Excellence Monseigneur Paul Grégoire, archevêque catholique romain de Montréal, par un décret en date du 26 septembre 1969, a changé les limites de la paroisse de Saint-John Fisher, dans l'archidiocèse de Montréal.

L'Archevêque catholique romain de Montréal,
31509 PAUL GRÉGOIRE.

Paroisse de Sainte-Véronique

Avis est donné, en vertu de l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Eliz. II, chapitre 76), que Son Excellence Monseigneur Paul Grégoire, archevêque catholique romain de Montréal, par un décret en date du 26 septembre 1969, a changé les limites de la paroisse de Sainte-Véronique de l'archidiocèse de Montréal.

L'Archevêque catholique romain de Montréal,
31510 PAUL GRÉGOIRE.

Miscellaneous Notices

Parish of Saint-John Fisher

Notice is given in conformity with section 2 of the Fabrique Act (13-14 Eliz. II, chap. 76) that His Excellency Monseigneur Paul Grégoire, Roman Catholic Archbishop of Montreal, has, by a decree dated September 26, 1969, changed the limits of the parish of Saint-John Fisher of the Archdiocese of Montreal.

PAUL GRÉGOIRE.
Roman Catholic Archbishop
31509-o *of Montreal.*

Parish of Saint Veronica

Notice is given in conformity with section 2 of the Fabrique Act (13-14 Eliz. II, chap. 76) that His Excellency Monseigneur Paul Grégoire, Roman Catholic Archbishop of Montreal, has, by a decree dated September 26, 1969, changed the limits of the parish of Saint Veronica of the Archdiocese of Montreal.

PAUL GRÉGOIRE,
Roman Catholic Archbishop
31510-o *of Montreal.*

Demandes à la Législature

Compagnie Trust Royal *et al*

Avis est par les présentes donné que Compagnie Trust Royal, ayant son siège social dans la ville de Montréal, Alan Ross Webster et Cuthbert William Coulson, tous deux domiciliés dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, agissant en leur qualité de Fiduciaires suivant les termes d'un Acte de Donation et de Fiducie consenti par Richard Campbell Webster à Colin Wesley Webster *et al*, es-qualité, reçu par Mtre John Holden Hutcheson, notaire public, le 30 décembre 1948, s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant les dispositions dudit Acte de Donation et de Fiducie.

Montréal, ce 15ième jour d'octobre, 1969.

Les procureurs des requérants,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN,
31343-43-4-o DIONNE & LA HAYE.

Les Propriétés Cité Concordia limitée Concordia City Properties Limited

Avis est donné par les présentes que « Les Propriétés Cité Concordia limitée — Concordia City Properties Limited », s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'un loi déclarant la corporation propriétaire de certaines ruelles dans le quatrier St-Laurent de la Ville de Montréal et supprimant les servitudes grevant certains immeubles lui appartenant dans ledit quartier.

Québec, ce 8 octobre 1969.

Les procureurs de la requérante,
31344-43-4-o RIVARD RIVARD & HICKSON.

Applications to Legislature

The Royal Trust Company *et al*

Notice is hereby given that The Royal Trust Company, having its head-office in the city of Montreal, Alan Ross Webster and Cuthbert William Coulson, both of the city of Toronto, in the province of Ontario, in their quality of Trustees under a Deed of Donation and Trust by Richard Campbell Webster to Colin Wesley Webster and others, es-qualité, passed before Mtre John Holden Hutcheson, notary public, on December 30, 1948, will apply to the National Assembly of Québec, at its present or next session, to obtain the adoption of an act varying the provisions of the said Deed of Donation and Trust.

Montreal, this 15th day of October, 1969.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN,
DIONNE & LA HAYE,
31343-43-4-o *Attorneys for Petitioners.*

Les Propriétés Cité Concordia limitée Concordia City Properties Limited

Notice is hereby given that "Les Propriétés Cité Concordia limitée — Concordia City Properties Limited", will apply to the National Assembly of Québec, at the present session for the passing of an act to declare the said company owner of certain lanes in the St-Laurent Ward of the City of Montreal and to remove servitudes affecting certain immovables owned by the company within the said Ward.

Québec, October 8th, 1969.

RIVARD RIVARD & HICKSON,
31344-43-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Trust Général du Canada

Avis est par les présentes donné que « Trust Général du Canada », ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

1. Autoriser, et dans certaines circonstances, obliger Trust Général du Canada à continuer l'exécution du plan de bourses de N.C.S. Foundation pour les souscripteurs qui y consentent;

2. Autoriser Trust Général du Canada à s'adresser aux souscripteurs afin de savoir si leur intention est de participer ou non à la continuation du plan de bourses;

3. Former un comité de surveillance et lui conférer certains pouvoirs pour la continuation du plan de bourses;

4. Pourvoir à l'admission de nouveaux souscripteurs et à leur recrutement;

5. Autoriser, et dans certaines circonstances, obliger Trust Général du Canada à remettre aux souscripteurs ou à certains d'entre eux leur part du capital et des intérêts;

et à diverses autres fins.

Montréal, ce 1er jour d'octobre 1969.

Les procureurs de la compagnie,
BEAUPRÉ, TRUDEAU
& SYLVESTRE.

31204-41-4-o

La Commission des Écoles Catholiques de Sherbrooke

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Sherbrooke, s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec pour obtenir des amendements à sa charte (9-10 Elizabeth II, 1961 chapitre 141) aux fins suivantes:

a) Fonds de pension pour les commissaires ayant siégé au moins douze (12) années;

b) Nouvelle description de son territoire et redivision des quartiers;

c) Administration par des commissaires élus suivant la Loi de l'Instruction Publique (chapitre 235 S.R.Q. 1964) seulement, sans exception;

d) Paiement en quatre (4) versements annuels des taxes imposées sur les immeubles situés en dehors des limites de la Cité de Sherbrooke;

Sherbrooke, 3 octobre 1969.

Les procureurs de la requérante,
FORTIN, ROUILLARD, GOBEIL,
COULOMBE & DURAND.

31224-41-4-o

Dame Georgette Perreault Gordon

Avis est par les présentes donné que Dame Georgette Perreault Gordon, résidant et domiciliée à Ste-Thérèse, dans les comté et district de Terrebonne, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi décrétant qu'aucun défaut de titre sur le lot numéro soixante-dix (70) du cadastre officiel du village de Ste-Thérèse-de-Blainville, ne doit résulter du fait qu'une vente intervenue le 29 juillet 1946 entre M. J. Albert L'Espérance et le docteur Claude Lamarche, a été effectuée de gré à gré, à la suite de l'existence possible d'un usufruit et/ou d'une substitution en faveur des enfants de Dame Marguerite Doré et de M. Paul-Émile Doré, en vertu du testament de Dame Delima Forget, autrefois de la ville de Ste-Thérèse.

Ste-Thérèse, le 16 octobre 1969.

Les procureurs de la pétitionnaire,
DORAIS & HARDY.

31453-43-4-o

General Trust of Canada

Notice is hereby given that "General Trust of Canada", having its head office in the city of Montreal will apply to the National Assembly of Québec, at its present or next session, to obtain the adoption of an act so as:

1. To authorize, and under certain circumstances, oblige General Trust of Canada to continue the execution of the N.C.S. Foundation Scholarship Plan for those of the subscribers who agree to do so;

2. To authorize General Trust of Canada to invite the subscribers to declare if their intention is to participate or not in the continued Scholarship Plan;

3. To appoint a Supervisory Committee and confer unto it certain powers for the continuation of the Scholarship Plan;

4. To provide for the admission of new subscribers and their enrolment;

5. To authorize, and under certain circumstances, oblige General Trust of Canada to reimburse the subscribers or some of them their share of the capital and of the interests;

and for various other purposes.

Montreal, October 1, 1969.

BEAUPRÉ, TRUDEAU
& SYLVESTRE,
Attorneys for the Company.

31204-41-4-o

The Catholic School Board of Sherbrooke

Notice is hereby given that the Catholic School Board of Sherbrooke will apply to the National Assembly of Québec at its next session, for the following purposes:

(*a*) To establish a pension plan for the Commissioners having seated at least twelve (12) years;

(*b*) To obtain a new description of its territory and a new division of the wards;

(*c*) That the Board be administrated by Commissioners elected following the Education Act (S.R.Q. 1964 c. 235) only, without exception;

(*d*) To fix by quarterly installments the payment of taxes levied on immovables located out of the limits of the City of Sherbrooke.

Sherbrooke, October 3, 1969.

FORTIN, ROUILLARD, GOBEIL,
COULOMBE & DURAND,
Attorneys for the petitioners.

31224-41-4-o

Dame Georgette Perreault Gordon

Notice is hereby given that Dame Georgette Perreault Gordon, residing and domiciled at Ste-Thérèse, in the county and district of Terrebonne, shall apply to the Québec National Assembly during its present or next session, to obtain the adoption of an act decreeing that no default of title on lot number seventy (70) of the official cadastre of the village of Ste-Thérèse-de-Blainville shall result from the fact that a sale entered into on July 29, 1946 between Mr. J. Albert L'Espérance and Dr. Claude Lamarche was made by mutual agreement because of the possible existence of a usufruct and/or a substitution in favour of the children of Dame Marguerite Doré and Mr. Paul-Émile Doré, pursuant to the testament of Dame Delima Forget, formerly of the town of Ste-Thérèse.

Ste-Thérèse, October 16, 1969.

DORAIS & HARDY,
Attorneys for the petitioner.

31453-43-4

Chartes — demandes d'abandon de

Centre Médical Sherbrooke limitée Sherbrooke Medical Center Limited

Prenez avis que la compagnie « Centre Médical Sherbrooke limitée — Sherbrooke Medical Center Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 17 octobre 1969.

Le procureur de la requérante,
31459-o ME JEAN GEOFFRION.

Crescent Produce Co.

Avis est par les présentes donné que « Crescent Produce Co. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
31460-o JOHN COLLINS.

Cresswell-Anderson Limited

Avis est donné par la présente que « Cresswell-Anderson Limited », compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, P.Q., ce 22e jour d'octobre 1969.

Le procureur de la compagnie,
31461-o IAN C. STALKER.

Deveault Auto Parts & Service Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Deveault Auto Parts & Service Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 octobre 1969.

Les procureurs de la compagnie,
PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON
31462-o & LEDUC.

H.D. Construction ltée

Prenez avis que la compagnie « H.D. Construction ltée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 octobre 1969.

Les procureurs de la compagnie,
PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON
31464-o & LEDUC.

Copperfield Company Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Copperfield Company Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 13 mai 1969.

Le procureur,
31536-o ME COME BOUCHER.

Charters — Application for Surrender of

Centre Médical Sherbrooke limitée Sherbrooke Medical Center Limited

Notice is hereby given that "Centre Médical Sherbrooke limitée — Sherbrooke Medical Center Limited", will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, October 17, 1969.

ME JEAN GEOFFRION,
31459-o *Attorney for the Petitioner.*

Crescent Produce Co.

Notice is hereby given that "Crescent Produce Co.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of October, 1969.

JOHN COLLINS,
31460-o *Secretary.*

Cresswell-Anderson Limited

Notice is given hereby that "Cresswell-Anderson Limited", duly incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 22nd day of October, 1969.

IAN C. STALKER,
31461 *Attorney for the Company.*

Deveault Auto Parts & Service Ltd.

Take notice that "Deveault Auto Parts & Service Ltd.", will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 17, 1969.

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON,
& LEDUC,
31462-o *Attorneys for the Company.*

H.D. Construction ltée

Take notice that "H.D. Construction ltée", will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 17, 1969.

PRÉVOST, TRUDEAU, BISAILLON,
& LEDUC,
31464-o *Attorneys for the Company.*

Copperfield Company Ltd.

Notice is hereby given that "Copperfield Company Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, May 13, 1969.

ME COME BOUCHER,
31536 *Attorney.*

Embassy Enterprises Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Embassy Enterprises Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10e jour de février 1969.

Le secrétaire,
31463 BENJAMIN KANTOR.

Knit Goods (1965) Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Knit Goods (1965) Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau-chef dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21e jour d'octobre, 1969.

Le procureur de la compagnie,
31465-o EDWARD G. TANNAGE, C.R.

Simard Radio & Television Ltd.

« Simard Radio & Television Ltd. », donne avis par la présente qu'en vertu de la Loi des compagnies, elle fera application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 20e jour d'octobre 1969.

Le procureur du requérant,
31466-o JOHN J. WASSERMAN, C.R.

Styval Realty Corp.

Avis est par les présentes donné que « Styval Realty Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
31467 LEONARD WAXMAN.

Taverne Claire Fontaine inc.

Prenez avis que la compagnie « Taverne Claire Fontaine inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 juin 1969.

Le procureur de la compagnie,
31468-o BENOIT GONTHIER, *avocat.*

Tudor Investment Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Tudor Investment Co. Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
31469-o HANNAH GOLD.

Embassy Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Embassy Enterprises Inc.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1969.

BENJAMIN KANTOR,
31463-o *Secretary.*

Knit Goods (1965) Ltd.

Notice is hereby given that "Knit Goods (1965) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of October, 1969.

EDWARD G. TANNAGE, Q.C.,
31465-o *Attorney for the Company.*

Simard Radio & Television Ltd.

"Simard Radio & Television Ltd.", hereby gives notice under the Companies Act that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 20th day of October, 1969.

JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,
31466-o *Attorney for the Applicant.*

Styval Realty Corp.

Notice is hereby given that "Styval Realty Corp.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of October, 1969.

LEONARD WAXMAN,
31467-o *Secretary.*

Taverne Claire Fontaine inc.

Take notice that "Taverne Claire Fontaine inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 17, 1969.

BENOIT GONTHIER, *Advocate,*
31468-o *Attorney for the company.*

Tudor Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Tudor Investment Co. Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

HANNAH GOLD,
31469-o *Secretary.*

Wilmor Industries Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Wilmor Industries Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Les procureurs de la compagnie,
31470-o LOUIS & BERGER.

York Construction Inc.

Avis est donné que « York Construction Inc. », une corporation ayant son siège social dans la ville de Montreal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies.

Les procureurs de la compagnie,
31471-o GARVIS, BORENSTEIN & BRODER.

Acandia Aluminum Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Acandia Aluminum Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositons de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
31502 IRVING I. FINKELBERG.

Capital Acceptance Corporation

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies du Québec, « Capital Acceptance Corporation », par les présentes donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il fixera.

Montréal, P.Q., le 16 octobre 1969.

Le secrétaire,
31503-o C. W. BENNETT.

La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc.

Avis est donné que « La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, district de Montréal, ce 14 octobre 1969.

(Sceau) *Le secrétaire de la compagnie,*
31504-o FRANÇOIS ANGERS.

Dumain ltée

Prenez avis que « Dumain ltée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 22 octobre 1969.

Les procureurs de la compagnie,
FLYNN, RIVARD, JACQUES, CIMON,
31505-o LESSARD & LE MAY.

Wilmor Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Wilmor Industries Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

LOUIS & BERGER,
31470-o *Attorneys for the Company.*

York Construction Inc.

Notice is hereby given that "York Construction Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

GARVIS, BORENSTEIN & BRODER,
31471-o *Attorneys for the Company.*

Acandia Aluminum Ltd.

Notice is hereby given that "Acandia Aluminum Ltd.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of October, 1969.

IRVING I. FINKELBERG,
31502-o *Secretary.*

Capital Acceptance Corporation

Under the provisions of the Companies Act, "Capital Acceptance Corporation", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, P.Q., October 16, 1969.

C. W. BENNETT,
31503-o *Secretary.*

La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc.

Notice is hereby given that "La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc.", incorporated under the first part of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, district of Montreal, this October 14, 1969.

(Seal) FRANÇOIS ANGERS,
31504-o *Secretary of the Company.*

Dumain ltée

Notice is hereby given that "Dumain ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, October 22, 1969.

FLYNN, RIVARD, JACQUES, CIMON,
LESSARD & LE MAY,
31505-o *Solicitors for the Company.*

Ramapti inc.

Avis est donné que la compagnie « Ramapti inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à St-Léonard, district de Montréal, ce 14e jour d'octobre 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
31506-o PASQUALE COLANGELO.

Ramapti inc

Notice is hereby given that "Ramapti inc.", incorporated under the first part of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at St. Leonard, district of Montreal, this 14th day of October 1969.

(Seal) PASQUALE COLANGELO,
31506-o *Secretary.*

Ameublement Thetford inc.
Thetford Furniture Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Ameublement Thetford inc. — Thetford Furniture Inc. », une corporation légalement constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Thetford-Mines, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Thetford-Mines, ce vingt-et-un octobre 1969.

Le secrétaire,
31519-o MADELEINE ROY ROULEAU.

Ameublement Thetford inc.
Thetford Furniture Inc.

Notice is hereby given that "Ameublement Thetford inc. — Thetford Furniture Inc.", a corporation constituted under part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Thetford-Mines, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Thetford-Mines, this twenty-first day of October, 1969.

MADELEINE ROY ROULEAU,
31519-o *Secretary.*

Les Industries Mueller limitée

Prenez avis que la compagnie « Les Industries Mueller limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
McMASTER, MEIGHEN, MINNION,
31520-o PATCH & CORDEAU.

Mueller Industries Limited

Take notice that "Mueller Industries Limited", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

McMASTER, MEIGHEN, MINNION,
PATCH & CORDEAU,
31520-o *Attorneys for the Company.*

American Plastering Inc.

Avis est donné que la compagnie « American Plastering Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies du Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, district de Montréal, ce 16 octobre 1969.

(Sceau) *Le président,*
31535-o MARIO BARONE.

American Plastering Inc.

Notice is hereby given that "American Plastering Inc.", a corporation constituted under the first part of the Québec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, province of Québec, will apply to the minister of Financial Insitutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, district of Montreal, this 16th day of October 1969.

(Seal) MARIO BARONE,
31535 *President.*

Greater Montreal Real Estate Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Greater Montreal Real Estate Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Lachine, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
31537 RUTH C. GAMEROFF.

Greater Montreal Real Estate Co. Ltd.

Notice is hereby given that the "Greater Montreal Real Estate Co. Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Lachine, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of October 1969.

RUTH C. GAMEROFF,
31537-o *Secretary.*

Les Productions de l'Escale inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Productions de l'Escale inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à St-Léonard, district de Montréal, ce 14 octobre 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
31538-o LIONEL VILLENEUVE.

Les Productions de l'Escale inc.

Notice is hereby given that "Les Productions de l'Escale inc.", a corporation constituted under the first part of the Québec company's act, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at St. Léonard, district of Montreal, on October 14, 1969.

(Seal) LIONEL VILLENEUVE,
31538-o *Secretary.*

Divers
Compagnies

Casgrain & Charbonneau ltée

Avis est donné que la compagnie « Casgrain & Charbonneau ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
ROBERT O'GLEMAN.
31472-o 5077-50

Harmonie de Coaticook
Coaticook Harmony

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 16 septembre 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Harmonie de Coaticook — Coaticook Harmony », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
ALBERT JESSOP.
31473 171-69

Les Iles Saint-Jean Compagnie limitée

Avis est donné que la compagnie « Les Iles Saint-Jean Compagnie limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ELIAS KOTLER.
31474-o 4370-68

Metrolitho Inc.

Avis est donné que la compagnie « Metrolitho Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
YVON LUSSIER.
31475 421-67

Pavillon St-Charles de Limoilou

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 25 septembre 1969, approuvé le règlement numéro 5 de la corporation « Pavillon St-Charles de Limoilou », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
31476-o 696-68

Miscellaneous
Companies

Casgrain & Charbonneau ltée

Notice is given that "Casgrain & Charbonneau ltée", has changed the number of its directors from 5 to 7.

ROBERT O'GLEMAN,
Secretary.
31472-o 5077-50

Harmonie de Coaticook
Coaticook Harmony

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 16, 1969 approved general by-laws of the corporation "Harmonie de Coaticook — Coaticook Harmony", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
31473-o 171-69

Les Iles Saint-Jean Compagnie limitée

Notice is given that "Les Iles Saint-Jean Compagnie limitée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ELIAS KOTLER,
Secretary.
31474 4370-68

Metrolitho Inc.

Notice is given that "Metrolitho Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

YVON LUSSIER,
Secretary.
31475-o 421-67

Pavillon St-Charles de Limoilou

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 25, 1969, approved by-law number 5 of "Pavillon St-Charles de Limoilou", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
31476 696-68

La Fondation de la Brasserie Dow
Dow Brewery Foundation

Avis est donné que « La Fondation de la Brasserie Dow — Dow Brewery Foundation », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 4.

Le secrétaire,
W. E. DREWRY.

31507 3570-64

The Hudson Yacht Club Inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 28 août 1969, approuvé le règlement numéro 5 de la corporation « The Hudson Yacht Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31508-o 11776-58

Auto-Neige Toundra inc.
Tundra Snowmobile Inc.

Avis est donné que la compagnie « Auto-Neige Toundra inc. — Tundra Snowmobile Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
A. DI BATISTA.

31521-o 1038-69

Service des Loisirs St-Clément (Montréal)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 3 septembre 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Clément (Montréal) », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31522-o 3265-64

Telbec inc.

Avis est donné que la compagnie « Telbec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le président,
ANDRÉ LECOMPTE.

31523-o 5059-65

Cookshire Woollen Mills Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cookshire Woollen Mills Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MARC ROUSSEAU.

31539-o 9045-49

The Cycle Ranch Inc.

Avis est donné que la compagnie « The Cycle Ranch Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
JOHN MICHELIN.

31540 2098-67

Mon-Tex Mills Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mon-Tex Mills Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
Mme NORMA SCHWARTZ.

31542 12072-62

La Fondation de la Brasserie Dow
Dow Brewery Foundation

Notice is given that "La Fondation de la Brasserie Dow — Dow Brewery Foundation", has changed the number of its directors from 9 to 4.

W. E. DREWRY,
Secretary.

31507-o 3570-64

The Hudson Yacht Club Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on August 28, 1969, approved by-law number 5 of the corporation "The Hudson Yacht Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31508 11776-58

Auto-Neige Toundra inc.
Tundra Snowmobile Inc.

Notice is hereby given that "Auto-Neige Toundra inc. — Tundra Snowmobile Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

A. DI BATISTA,
Secretary.

31521 1038-69

Service des Loisirs St-Clément (Montréal)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 3, 1969, approved general by-laws of the corporation "Service des Loisirs St-Clément (Montréal)", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31522 3265-64

Telbec inc.

Notice is given that "Telbec inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ANDRÉ LECOMPTE,
President.

31523-o 5059-65

Cookshire Woollen Mills Ltd.

Notice is hereby given that "Cookshire Woollen Mills Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 3.

MARC ROUSSEAU,
Secretary.

31539 9045-49

The Cycle Ranch Inc.

Notice is given that "The Cycle Ranch Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

JOHN MICHELIN,
Secretary.

31540-o 2098-67

Mon-Tex Mills Ltd.

Notice is given that "Mon-Tex Mills Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

Mes. NORMA SCHWARTZ,
Secretary.

31542-o 12072-62

Mead & Co. Limited
Mead & Cie limitée

Avis est donné que la compagnie « Mead & Co. Limited — Mead & Cie limitée » a changé de nombre de ses administrateurs de 9 à 10.

Le secrétaire-trésorier,
N. S. McFARLAND.

31541 976-24

Mead & Co. Limited
Mead & Cie limitée

Notice is given that "Mead & Co. Limited — Mead & Cie limitée" has changed the number of its directors from 9 to 10.

N. S. McFARLAND,
Secretary-Treasurer.

31541-o 976-24

Sièges sociaux

Eastern Claims Adjusters (Montreal) Ltd.
Agents de réclamations de l'est (Montréal) ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Eastern Claims Adjusters (Montreal) Ltd. — Agents de réclamations de l'est (Montréal) ltée », et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau au 580 est, Grande-Allée.

Donné à Québec, ce 23e jour de septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON LEHOUILLIER.

31477-o 3826-66

Cadillac Petroleum (1966) ltée
Cadillac Petroleum (1966) Ltd.

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie « Cadillac Petroleum (1966) ltée — Cadillac Petroleum (1966) Ltd. », constituée en corporation en vertu des Lois de la province de Québec, par lettres patentes en date du 27 mai 1966, a transporté son siège social du 2696, rue Cadillac, Montréal, au 6060 est, rue Sherbrooke, Montréal.

Montréal, ce 20e jour d'août 1969.

Le secrétaire,
PIERRE D. CHAPUT.

31478-o 40-66

The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « The Canadian Paper & Twine Co. Ltd. », constituée en corporation le 7e jour de mars 1942 et ayant son siège social au 1255, des Carrières, en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 12020, Albert Hudon.

À compter de la date de ce présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 3e jour de septembre 1969.

Le président,
RUBEN KARPMAN.

31479-o 1881-42

Frankel Enterprises Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Frankel Enterprises Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 22e jour de novembre 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 2505, Bates Road, l'a transporté à 200 ouest, rue Sauvé.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19e jour de septembre 1969.

(Sceau) *La secrétaire,*
31480-o KLARA FRANKEL.

Head Offices

Eastern Claims Adjusters (Montreal) Ltd.
Agents de réclamations de l'est (Montréal) ltée

Notice is hereby given that "Eastern Claims Adjusters (Montreal) Ltd. — Agents de réclamations de l'est (Montréal) ltée", and having its head office in Québec, has established its office at 580 Grande-Allée East.

Given at Québec, this 23rd day of September, 1969.

GASTON LEHOUILLIER,
Secretary-Treasurer.

31477-o 3826-66

Cadillac Petroleum (1966) ltée
Cadillac Petroleum (1966) Ltd.

Notice is hereby given that "Cadillac Petroleum (1966) ltée — Cadillac Petroleum (1966) Ltd.", incorporated under the laws of the Province of Québec by letters patent dated May 27, 1966, has transferred its head office from 2696 Cadillac Street, Montreal to 6060 Sherbrooke Street East, Montreal.

Montreal, the 20th day of August, 1969.

PIERRE D. CHAPUT,
Secretary.

31478-o 2241-66

The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.

Notice is hereby given that "The Canadian Paper & Twine Co. Ltd.", incorporated by letters patent on the 7th day of March 1942 and having its head office at 1255 des Carrières, in the city of Montreal, has moved its office to 12020 Albert Hudon.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 3rd day of September, 1969.

RUBEN KARPMAN,
President.

31479-o 1881-42

Frankel Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Frankel Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent on the 22nd day of November, 1962, under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, at 2505 Bates Road, has moved it to 200 Sauvé Street West.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of September, 1969.

(Seal) KLARA FRANKEL,
31480-o *Secretary.*

Gamaray Électronique inc.

Avis est donné que la compagnie « Gamaray Électronique inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 10 mars 1960 et ayant son siège social dans la ville de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 446 ouest, St-Vallier, Québec, dans le district de Québec, l'a transporté à 2685, rue Maufils, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné, Québec, ce 1er jour de mai 1969.

(Sceau) *Le président,*
CAMILLE BÉDARD.

31481-o 11066-60

Gamaray Électronique inc.

Notice is hereby given that "Gamaray Électronique inc.", company incorporated by Part I of the Companies Act, on March 10, 1960, and having its head office in Québec City, where its office was situated up to today, at 446, West St-Vallier Street, Québec, in the city of Québec, has moved it to 2685 Maufils Street, Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 1st day of May 1969.

(Seal) CAMILLE BÉDARD,
President.

31481 11066-60

Glenmira Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Glenmira Investments Ltd. », une corporation constituée par lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, et ayant son siège social en la ville de Montréal, au bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté au bureau 207, 4480, chemin Côte de Liesse.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de septembre 1969.

Le secrétaire,
WILLIAM MANELLA.

31482 14331-61

Glenmira Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Glenmira Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 25th day of August 1961, and having its head office in the city of Montreal, at Suite 300, 4141 Sherbrooke Street West, has moved to Suite 207, 4480 Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of September 1969.

WILLIAM MANELLA,
Secretary.

31482-o 14331-61

Gobeil Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Gobeil Transport inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 juillet 1969, et ayant son siège social à La Sarre, a établi son bureau Rue Principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à La Sarre, ce 25e jour de juillet 1969.

La secrétaire-trésorière,
MME CHARLEMAGNE GOBEIL.

31483-o 3500-69

Gobeil Transport inc.

Notice is hereby given that "Gobeil Transport inc.", incorporated by letters patent under date of July 25, 1969, and having its head office in La Sarre, has established its office on Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at La Sarre, this 25th day of July 1969.

MRS. CHARLEMAGNE GOBEIL,
Secretary-Treasurer.

31483-o 3500-69

Harding Carpets (Québec) Limited
Les Tapis Harding (Québec) limitée

Avis est donné que « Harding Carpets (Québec) Limited — Les Tapis Harding (Québec) limitée » a transporté son siège social de Montréal, à St-Laurent.

Le secrétaire-trésorier;
ROGER MERINEAU.

31484 2093-69

Harding Carpets (Québec) Limited
Les Tapis Harding (Québec) limitée

Notice is given that "Harding Carpets (Québec) Limited — Les Tapis Harding (Québec) limitée" has transferred its head office from Montreal, to Saint-Laurent.

ROGER MERINEAU,
Secretary-Treasurer.

31484-o 2093-69

Heca Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Heca Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 14 avril 1959 et par lettres patentes supplémentaires en date du 17 septembre 1959, a transporté son siège social de 4028, avenue Vendome dans la ville de Montréal à 5120, avenue Earnscliffe, chambre 906 dans la ville de Montréal.

Montréal, Québec, le 30 septembre, 1969.

Le secrétaire,
C. F. CAHN.

31485-o 11790-59

Heca Investment Corp.

Notice is hereby given that "Heca Investment Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 14, 1959 and supplementary letters patent dated September 17, 1959 has moved its head office from 4028 Vendome Avenue, in the city of Montreal to 5120 Earnscliffe Avenue, Room 906, in the city of Montreal.

Montreal, Québec, September 30, 1969.

C. F. CAHN,
Secretary.

31485-o 11790-59

Langvar Corp.

Avis est donné que la compagnie ci-haut mentionnée constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies le 14 septembre 1961 et ayant son siège social en la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 81, rue St-Pierre, Québec, a transporté son bureau à 55, rue d'Auteuil, Québec, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par cette compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 13 août 1969.

L'avocat des compagnies,
MICHAEL SHEEHAN.

31486-o 15234-61

Langvar Corp.

Notice is hereby given that the above-mentioned company incorporated by letters patent under the first part of the Companies Act on September 14, 1961, and having its head office in the city of Québec where its office was situated up to today at 81 St. Peter Street, Québec, has moved its office to 55 D'Auteuil Street, Québec, Qué.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by this company as being its head office.

Given at Québec, August 13, 1969.

MICHAEL SHEEHAN,
Attorney for the Companies.

31486 15234-61

Mancleave Corporation

Avis est par les présentes donné que « Mancleave Corporation », une corporation constituée par lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1949, et ayant son siège social en la ville de Montréal au bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté au bureau 207, 4480, chemin Côte de Liesse.

À compter de cette date ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de septembre 1969.

Le secrétaire,
WILLIAM MANELLA.

31487 8362-48

Mancleave Corporation

Notice is hereby given that "Mancleave Corporation", incorporated by letters patent on the 7th day of January 1949, and having its head office in the city of Montreal, at suite 300, 4141 Sherbrooke Street West, has moved to suite 207, 4480 Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 29th day of September 1969.

WILLIAM MANELLA,
Secretary.

31487-o 8362-48

Manella Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Manella Holdings Ltd. », une corporation constituée par lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1951, et ayant son siège social en la ville de Montréal, au bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté au bureau 207, 4480, chemin Côte de Liesse.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de septembre 1969.

Le secrétaire,
WILLIAM MANELLA.

31488 2021-51

Manella Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Manella Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 23rd day of January 1951, and having its head office in the city of Montreal, at suite 300, 4141 Sherbrooke Street West, has moved to suite 207, 4480 Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 29th day of September 1969.

WILLIAM MANELLA,
Secretary.

31488-o 2021-51

Hunting's Dairy Limited

Avis est donné que la compagnie « Hunting's Dairy Limited », a changé son siège social du numéro 5, rue Speed, Lennoxville, au numéro 760, rue Chalifoux, Sherbrooke.

Le secrétaire,
MARC LECLERC.

31512-o 1738-37

Hunting's Dairy Limited

Notice is given that "Hunting's Dairy Limited", has transferred its head office from 5 Speed Street, Lennoxville, to 760 Chalifoux Street, Sherbrooke.

MARC LECLERC,
Secretary.

31512-o 1738-37

Maple Grove Island Corp.

Avis est donné que la compagnie « Maple Grove Island Corp. », constituée en corporation le 8 avril 1958, et ayant son siège social à 445, rue Jean Talon Ouest, Montréal, l'a transporté au numéro 10670, rue St-Hubert, suite 100.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17e jour de juin 1969.

(Sceau) ELIAZ KOTLER.

31515-o 10932-58

Maple Grove Island Corp.

Notice is hereby given that "Maple Grove Island Corp.", incorporated by letters patent on April 8, 1958 and having its head office at 445 Jean Talon Street West, Montreal, has moved it to 10670 St. Hubert Street, suite 100.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of June, 1969.

(Seal) ELIAZ KOTLER.

31515-o 10932-5

Man-Sam Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Man-Sam Ltd. », une corporation constituée par lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1951 et ayant son siège social en la ville de Montréal au bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté au bureau 207, 4480, chemin Côte de Liesse.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de septembre 1969.

Le secrétaire,
WILLIAM MANELLA.

31489 1938-51

Man-Sam Ltd.

Notice is hereby given that "Man-Sam Ltd.", incorporated by letters patent on the 20th day of January 1951, and having its head office in the city of Montreal, at suite 300, 4141 Sherbrooke Street West, has moved to suite 207, 4480 Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 29th day of September 1969.

WILLIAM MANELLA,
Secretary.

31489-o 1938-51

Les Services de Livraison Métropole inc. Metropole Delivery Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Services de Livraison Métropole inc.— Metropole Delivery Services Inc. », constituée en corporation selon la partie I de la Loi des compagnies en date du 21 novembre 1968, et ayant son siège social à Dorval, a établi son bureau au 11255, Côte de Liesse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 17 septembre 1969.

Le secrétaire,
J. E. FLEURY.

31490-o 5252-68

Les Services de Livraison Métropole inc. Metropole Delivery Services Inc.

Notice is hereby given that "Les Services de Livraison Métropole inc.— Metropole Delivery Services Inc.", company incorporated under Part I of the Companies Act, on the 21st of November 1968, and having its head office in Dorval, has established its office at 11255 Côte de Liesse.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this September 17, 1969.

J. E. FLEURY,
Secretary.

31490 5252-68

Montreal Ship Repairs Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Montreal Ship Repairs Limited », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 5 juillet 1944 sous le nom de « McDonnell Ship Repairs Limited », lequel nom fut changé par des lettres patentes supplémentaires accordées le 2 septembre 1966 en celui de « Montreal Ship Repairs Limited », a transporté son principal bureau d'affaires dans la province de Québec de 815, rue Mill, dans la ville de Montréal, à 1151, rue Mill dans la ville de Montréal, et ce, à compter du 1er juillet 1969.

Montréal, le 15 juillet 1969.

Le président,
J. ERIC HARRINGTON.

31491 3740-44

Montreal Ship Repairs Limited

Notice is hereby given that "Montreal Ship Repairs Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 5, 1944 under the name of "McDonnell Ship Repairs Limited", which name was changed by supplementary letters patent granted on September 2, 1966 to "Montreal Ship Repairs Limited", has changed its principal place of business in the province of Québec from 815 Mill Street, in the city of Montreal, to 1151 Mill St. in the city of Montreal, and such, from and after July 1, 1969.

Montreal, July 15, 1969.

J. ERIC HARRINGTON,
President.

31491-o 3740-44

New System Towel Supply Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « New System Towel Supply Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 20e jour de juin, 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 900 est, rue Ontario, l'a transporté à 5955, avenue de Gaspé, en la cité de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 26e jour de septembre, 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
MORTON YAFFE.

31492-o 4656-56

New System Towel Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that "New System Towel Supply Co. Ltd.", incorporated by letters patent on the 20th day of June, 1946, and having its head office in the city of Montreal, at 900 Ontario Street East, has moved it to 5955 de Gaspé Avenue, in the city of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of September, 1969.

(Seal) MORTON YAFFE,
Secretary.

31492 4656-46

Les Placements Gérard Marquis inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Gérard Marquis inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1969, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 1051, rue Galt est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 19e jour d'août 1969.

Le président,
GÉRARD MARQUIS.

31493-o 1227-69

Les Placements Gérard Marquis inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Gérard Marquis inc.", incorporated by letters patent dated June 4, 1969 and having its head office in herbrooke, has established its office at civic number 1051 Galt Street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, this 19th day of August, 1969.

GÉRARD MARQUIS,
President.

31493-o 1227-69

Armour and Company *et al*

Avis est donné que, par nouvelle procuration, « C T Corporation System (Canada) Ltd », a été nommé agent principal en cette province, de chacune des compagnies étrangères, ci-haut mentionnées, dûment autorisées à exercer leur commerce dans la province de Québec, aux lieu et place de Me André Desjardins et que le bureau principal dans cette province, de chacune des compagnies ci-haut mentionnées, a été transporté au bureau dudit agent principal, 55 rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 24 septembre 1969.

L'avocat des compagnies,
MICHAEL SHEEHAN.

PA: 1123-10 Armour and Company;
PA: 2998-44 Brooks Chemicals, Inc.;
PA: 50-65 Carlisle Realty Company, Inc.;
PA: 30-69 Denny's Restaurants, Inc.;
PA: 216-60 Douglas Guardian Warehouse Corporation;
PA: 31-63 Eastern Products Corporation;
PA: 221-59 Emery Air Freight Corporation;
PA: 51-66 General Data Corporation;
PA: 4-64 Greyhound Lines, Inc.;
PA: 37-69 Hollingsworth Service Company, Ltd.;
PA: 636-54 Layne & Bowler, Inc.;
PA: 55-67 Olinkraft, Inc.;
PA: 51-68 P.M.I. Corporation;
PA: 52-63 Quality Courts Motels, Inc.;
PA: 38-67 Ransburg Electro-Coating Corp.;
PA: 1159-41 Union Switch & Signal Construction Company;
PA: 74-68 Ventron Instruments Corp.;
PA: 32-63 Wabco, Inc.

31495-o

Armour and Company *et al*

Notice is given that, by new powers of attorney, "C T Corporation System (Canada) Ltd", has been appointed chief agent in this province of each of the above mentioned extra-provincial companies, licensed to carry on business in the province, in the place and stead of André Desjardins, and that the principal office in the province of each of the above mentioned companies has been moved to the office of the said chief agent, 55 D'Auteuil Street, Québec, in the judicial district of Québec.

Québec, September 24, 1969.

MICHAEL SHEEHAN,
Attorney of the companies.

PA: 1123-10 Armour and Company;
PA: 2998-44 Brooks Chemicals, Inc.
PA: 50-65 Carlisle Realty Company, Inc.;
PA: 30-69 Denny's Restaurants, Inc.;
PA: 216-60 Douglas Guardian Warehouse Corporation;
PA: 31-63 Eastern Products Corporation;
PA: 221-59 Emery Air Freight Corporation;
PA: 51-66 General Data Corporation;
PA: 4-64 Greyhound Lines, Inc.;
PA: 37-69 Hollingsworth Service Company, Ltd.;
PA: 636-54 Layne & Bowler, Inc.;
PA: 55-67 Olinkraft, Inc.;
PA: 51-68 P.M.I. Corporation;
PA: 52-63 Quality Courts Motels, Inc.;
PA: 38-67 Ransburg Electro-Coating Corp.;
PA: 1159-41 Union Switch & Signal Construction Company;
PA: 74-68 Ventron Instruments Corp.;
PA: 32-63 Wabco, Inc.

31495-o

D.G. Auto inc.

Avis est donné que la compagnie « D.G. Auto inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 25 juin 1969, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 1027, rue Loranger.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11e jour de septembre 1969.

Le président,
GUY F. LABELLE.

31511-o 2953-69

D.G. Auto inc.

Notice is hereby given that "D.G. Auto inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Companies Act, on June 25, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at number 1027 Loranger Street.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 11th day of September, 1969.

GUY F. LABELLE,
President.

31511-o 2953-69

Pierre Thibodeau Transport inc.

Avis est, par la présente, donné que « Pierre Thibodeau Transport inc. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 29 novembre 1966, a transporté son siège social de 1275, rue Borne, en la cité de Québec, à 1415, rue Semple.

Daté de Québec, ce 26e jour d'août 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
LUCIEN THIBODEAU.

31494-o 4905-66

Pierre Thibodeau Transport inc.

Notice is hereby given that "Pierre Thibodeau Transport inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated November 29, 1966, has moved its head office from 1275 Borne Street, in the city of Québec, to 1415 Semple Street.

Dated in Québec, this 26th day of August 1969.

LUCIEN THIBODEAU,
Secretary.

31494-o 4905-66

Mackay Morin Maynard Factum Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mackay Morin Maynard Factum Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 22 juillet 1969, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 112 ouest, rue St-Paul.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11e jour de septembre 1969.

Le président,
JEAN MACKAY.

31514-o 3367-69

Mackay Morin Maynard Factum Inc.

Notice is hereby given that "Mackay Morin Maynard Factum Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Companies Act, on July 22, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at number 112 St-Paul Street West.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 11th day of September, 1969.

JEAN MACKAY,
President.

31514-o 3367-69

Les Placements Orcal inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Orcal inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 11 juin 1969, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 1405, rue Peel.

Donné à Montréal, ce 12e jour de juin 1969.

La secrétaire,
NICOLE LACROIX.

31516-o 2737-69

Les Placements Orcal inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Orcal inc.", company incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated June 11, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at number 1405 Peel Street.

Given at Montreal, this 12th day of June 1969.

NICOLE LACROIX,
Secretary.

31516-o 2737-69

Les Éditions Gito inc.
Gito Publishing Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions Gito inc.— Gito Publishing Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juillet 1969 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 5960, boulevard Rosemont.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28 juillet 1969.

Le président,
GILLES BROWN.

31524-o 3093-69

Les Éditions Gito inc.
Gito Publishing Inc.

Public notice is hereby given that "Les Éditions Gito inc.— Gito Publishing Inc.", incorporated by letters patent dated July 21, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at 5960 Rosemont Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this July 28, 1969.

GILLES BROWN,
President.

31524 3093-69

Les Importations Ste-Hélène inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Importations Ste-Hélène inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 21 novembre 1967, et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 2609, rue Orléans.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 24 novembre 1967.

Le président,
RENÉ CARON.

31525-o 4841-67

Les Importations Ste-Hélène inc.

Notice is hereby given that "Les Importations Ste-Hélène inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on November 21, 1967, and having its head office in Montreal, Province of Québec, has established its office at 2609 Orléans Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this November 24, 1967.

RENÉ CARON,
President.

31525 4841-67

Dagenais Super Marché inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Dagenais Super Marché inc. », constituée par lettres patentes le 19 janvier 1960 et par lettres patentes supplémentaires du 30 mars 1966 et ayant son siège social à Lachute où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 234, rue Chatham, l'a transporté au 15, rue Chatham.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Le secrétaire,
YVETTE DAGENAIS.

31543 10262-60

Photo-Film (Montréal) ltée

Avis est, par les présentes, donné que « Photo-Film (Montréal) ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 1er mars 1962, a transporté son siège social de 503, rue Orléans, en la cité de Montréal à 3025, boulevard de l'Assomption, en la cité de Montréal.

Montréal, P.Q., ce 6e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE LIMOGES.

31545-o 10917-62

Limocolor Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Limocolor Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 7 mars 1957, a transporté son siège social de 503, rue Orléans, en la cité de Montréal à 3025, boulevard de l'Assomption, en la cité de Montréal.

Montréal, P.Q., ce 6e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE LIMOGES.

31546-o 10777-57

Elmec Ltd.
Elmec ltée

Avis est donné que la compagnie « Elmec Ltd. — Elmec Ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 22 août 1969, et ayant son siège social en la Ville de Laval, district de Montréal, a établi son bureau au 221A, boulevard Des Laurentides, (Pont-Viau) Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Laval, ce 10e jour de septembre 1969.

(Sceau) *La secrétaire,*
(Mme) MARGUERITE R. AUDETTE.

31544-o 3977-69

Régie de l'assurance-maladie du Québec
Québec Health Insurance Board

Avis est donné que la « Régie de l'assurance-maladie du Québec — Québec Health Insurance Board », constituée en corporation sous l'empire du Bill 30 — Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, sanctionné le 13 juin 1969, ayant son siège social en la ville de Ste-Foy, a établi son bureau au No 2525, boul. Laurier, en la ville de Ste-Foy.

Donné en la ville de Ste-Foy, ce 28e jour d'octobre 1969.

Le secrétaire,
31552-o PAUL-ÉMILE LAFRANCE.

Dagenais Super Marché inc.

Notice is hereby given that "Dagenais Super Marché inc.", incorporated by letters patent on January 19, 1960 and supplementary letters patent dated March 30, 1966 and having its head office at Lachute where its office was situated up to to-day at 234 Chatham Street, has moved it to 15 Chatham Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

YVETTE DAGENAIS,
Secretary.

31543-o 10262-60

Photo-Film (Montréal) ltée

Notice is hereby given that "Photo-Film (Montréal) ltée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 1, 1962, has moved its head office from 503 Orleans Street in the city of Montreal to 3025 l'Assomption Boulevard, in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., this 6th day of October, 1969.

JEAN-PIERRE LIMOGES,
Secretary.

31545-o 10917-62

Limocolor Inc.

Notice is hereby given that "Limocolor Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 7, 1957, has moved its head office from 503 Orleans Street in the city of Montreal to 3025 l'Assomption Boulevard, in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., this 6th day of October, 1969.

JEAN-PIERRE LIMOGES,
Secretary.

31546-o 10777-57

Elmec Ltd.
Elmec ltée

Notice is hereby given that "Elmec Ltd. — Elmec Ltée", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, dated August 22, 1969, and having its head office in the city of Laval, district of Montreal, has established its office at 221A Des Laurentides Boulevard, (Pont-Viau) Laval.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Laval, this 10th day of September, 1969.

(Seal) (Mrs.) MARGUERITE R. AUDETTE,
Secretary.

31544-o 3977-69

Régie de l'assurance-maladie du Québec
Québec Health Insurance Board

Notice is given that "La Régie de l'assurance-maladie du Québec — Québec Health Insurance Board", incorporated by Bill 30 — Québec Health Insurance Board Act, assented to on the 13th day of June 1969, having its head office in the city of Ste-Foy, has established its office at No. 2525 Laurier Boul., in the city of Ste-Foy.

Given at the city of Ste-Foy, this 28th day of October 1969.

PAUL-ÉMILE LAFRANCE,
31552-o *Secretary.*

Laiterie Leclerc (Sherbrooke) ltée

Avis est donné que la compagnie « Laiterie Leclerc (Sherbrooke) ltée », a changé son bureau principal de 76, 12e Avenue Sud, Sherbrooke, à 760, rue Chalifoux, Sherbrooke.

Le secrétaire,
G. TOUSIGNANT.

31513-o 6185-50

Laiterie Leclerc (Sherbrooke) ltée

Notice is hereby given that "Laiterie Leclerc (Sherbrooke) ltée", has changed its head office from 76, 12th Avenue South, Sherbrooke, to 760 Chalifoux Street, Sherbrooke.

G. TOUSIGNANT,
Secretary.

31513-o 6185-50

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 24 septembre 1969.

M. Paul-Émile Magnan, agent d'administration et coroner suppléant pour le district judiciaire de Québec, de Sillery, commissaire « per dedimus potestatem » pour recevoir les serments d'allégeance et d'office sous l'autorité de l'article 11 de la Loi des employés publics (chapitre 12 des Statuts refondus du Québec de 1964).

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

31517-o 100-69

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, September 24, 1969.

Mr. Paul-Émile Magnan, executive agent and assistant coroner for the judicial district of Québec, of Sillery, commissioner per dedimus potestatem to take in oaths of allegiance and office under the authority of section 11 of the Public Officers Act (chapter 12 of the Revised Statutes of Québec, 1964).

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

31517 100-69

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

B-16.1.1 région s'étendant de Petit-Cap — limite est de Petit-Cap (distance 0.6 mille)

B-16-1.2 région s'étendant de la limite est de Petit-Cap — limite ouest de Petite-Rivière-au-Renard (distance 0.5 mille)

B-16.1.3 région s'étendant de la limite ouest de Petite-Rivière-au-Renard — limite est de Petite-Rivière-au-Renard (distance 1.2 milles)

B-16.1.4 région s'étendant de la limite est de Petite-Rivière-au-Renard — limite est de Rivière-au-Renard (distance 2.3 milles)

B-16.1.5 région s'étendant de la limite est de Rivière-au-Renard — limite ouest de Anse-au-Griffon (Trait-Carré) (distance 2.6 milles)

B-16.1.6 région s'étendant de la limite ouest de Anse-au-Griffon (Trait-Carré) — limite est de Anse-au-Griffon (Trait-Carré) (distance 1.5 milles)

B-16.1.7 région s'étendant de la limité est de Anse-au-Griffon (Trait-Carré) — limite ouest du village de Anse-au-Griffon (distance 0.8 mille)

G-24.2.3 région s'étendant au nord du chenal, site de l'ancien moulin, Haldimand Ouest — pont ferroviaire du goulet du barachois

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

B-16.1.1 region extending from Petit-Cap — east limit of Petit-Cap (distance 0.6 mile)

B-16.1.2 region extending from the east limit of Petit-Cap-west limit of Petite-Rivière-au-Renard (distance 0.5 mile)

B-16.1.3 region extending from the west limit of Petite-Rivière-au-Renard — east limit of Petite-Rivière-au-Renard (distance 1.2 miles)

B-16.1.4 region extending from the east limit of Petite-Rivière-au-Renard — east limit of Rivière-au-Renard (distance 2.3 miles)

B-16.1.5 region extending from the east limit of Rivière-au-Renard — west limit of Anse-au-Griffon (Trait-Carré) (distance 2.6 miles)

B-16.1.6 region extending from the west limit of Anse-au-Griffon (Trait-Carré) — east limit of Anse-au-Griffon (Trait-Carré) (distance 1.5 miles)

B-16.1.7 region extending from the east limit of Anse-au-Griffon (Trait-Carré) — west limit of the Village of Anse-au-Griffon (distance 0.8 mile)

G-24.2.3 region extending from the north of the channel, site of the old mill, Haldimand West — railway bridge over the narrows of the "barachois"

are no longer toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 24 octobre 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
31551 JEAN-PAUL BEAUDRY.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish, take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, October 24, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
31551 *Minister of Industry and Commerce.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés dans le district électoral de Gaspé-Sud, d'une partie du canton de Douglas, comprenant une partie de la municipalité du canton de Douglas située dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU que, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des Terres et Forêts a:

1° fait déposer les plan et livre de renvoi aux archives du ministère des Terres et Forêts, le 9 septembre 1969;

2° fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au bureau d'enregistrement de Gaspé, à Percé, le 12 septembre 1969;

3° transmis, pour dépôt, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au secrétaire-trésorier de la municipalité du canton de Douglas, le 9 septembre 1969.

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2928, en date du 1er octobre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) fixant au 20 octobre 1969 la date d'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés d'une partie du canton de Douglas, comprenant une partie de la municipalité du canton de Douglas située dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) indiquant que des copies certifiées de ces plan et livre de renvoi revisés ont été déposées au bureau d'enregistrement de Gaspé et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du canton de Douglas;

c) informant le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS, under section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests drew up revised plans and books of reference in the electoral district of Gaspé-South of a part of the Township of Douglas, comprising a part of the municipality of the Township of Douglas situated in the Gaspé registration division;

WHEREAS, pursuant to sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests has:

1. had the plan and book of reference deposited in the archives of the Department of Lands and Forests on September 9, 1969;

2. had a certified copy of such plan and book of reference deposited in the Gaspé registry office, at Percé, on September 12, 1969;

3. sent, for deposit, a certified copy of the said plan and book of reference to the Secretary-Treasurer of the municipality of the Township of Douglas, on September 9, 1969.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation contemplated in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2928, dated October 1, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued;

(*a*) fixing October 20, 1969 as the date on which shall come into force the revised plan and book of reference of a part of the Township of Douglas, comprising a part of the municipality of the Township of Douglas situated in the Gaspé registration division;

(*b*) indicating that certified copies of the said revised plan and book of reference have been deposited in the Gaspé registry office and in the office of the Secretary-Treasurer of the municipal corporation of the township of Douglas;

(*c*) informing the public that, during the eight (8) months following the second and last

publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plan et livre de renvoi revisés de ladite partie du canton de Douglas;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans la partie du cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

31517-44-2-o

publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, free of charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) giving notice that at the expiration of such delay, except in case of written opposition by an interested person, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable inscribed on the revised plan and book of reference of the said part of the Township of Douglas;

(*e*) ordering that any real right affecting a lot comprised in the part of the above-mentioned cadastre for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same delay, in the manner prescribed by sections 2172 and 2172A of the Civil Code;

(*f*) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights shall be regularly registered.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

31517-44-2

Ministère de l'Éducation

Lévis Sauvé

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Mercier, Sainte-Martine, Saint-Urbain Premier, dans le comté de Châteauguay, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Lévis Sauvé, dans le comté de Châteauguay.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31445-43-2-o 790-03

Trois-Saumons

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de l'Islet, Saint-Aubert, Saint-Cyrille, Saint-Eugène, Saint-Jean-Port-Joli, dans le comté de l'Islet et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Trois-Saumons, dans le comté de l'Islet.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31447-43-2-o 643-05

Department of Education

Lévis Sauvé

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Mercier, Sainte-Martine, Saint-Urbain Premier, in the county of Châteauguay, and to erect it into a new school municipality under the name of Lévis Sauvé, in the county of Châteauguay.

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31445-43-2 790-03

Trois-Saumons

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of l'Islet, Saint-Aubert, Saint-Cyrille, Saint-Eugène, Saint-Jean-Port-Joli, in the county of l'Islet, and to erect it into a new school municipality under the name of Trois-Saumons, in the county of l'Islet,

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31447-43-2 643-05

Beauport

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Beauport, dans le comté de Montmorency, à la municipalité scolaire de la cité de Beauport, comté de Montmorency.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31441-43-2-o 600-02

Beauport

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Michel-de-Beauport, in the county of Montmorency, to the school municipality of the city of Beauport, county of Montmorency.

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31441-43-2 600-02

Bellefeuille

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Janvier, dans le comté d'Abitibi-Ouest, à la municipalité scolaire de Bellefeuille comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31442-43-2-o 310-01

Bellefeuille

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Janvier, in the county of Abitibi-West, to the school municipality of Bellefeuille, county of Abitibi-West.

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31442-43-2 310-01

Jean Rivard

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Laurierville, Plessisville paroisse, Station de Lyster, Sainte-Anastasie-de-Nelson, Sainte-Sophie, ville de Plessisville, dans le comté de Mégantic, et Villeroy dans le comté de Lotbinière, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Jean Rivard, dans les comtés de Lotbinière et Mégantic.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31443-43-2-o 010-02

Jean Rivard

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Laurierville, Plessisville parish, Station de Lyster, Sainte-Anastasie-de-Nelson, Sainte-Sophie, town of Plessisville, in the county of Mégantic, and Villeroy in the county of Lotbinière, and to annex it into a new school municipality under the name of Jean Rivard, in the counties of Lotbinière and Mégantic.

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31443-43-2 010-02

La Mitis

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Les Boules (cath.), Mont-Joli, Sainte-Flavie-de-Lepage, Sainte-Jeanne-D'Arc, Saint-Joseph-de-Lepage, et Saint-Rémi-de-la-Rivière-Mitis dans le comté de Matane, et Kempt, La Rédemption, dans le comté de Matapédia, et Les Hauteurs, Saint-Charles-Garnier, Saint-Gabriel dans le comté de Rimouski, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de La Mitis, dans les comtés de Matane, Matapédia et Rimouski.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31444-43-2-o 006-02

La Mitis

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Les Boules (Cath.), Mont-Joli, Sainte-Flavie-de-Lepage, Sainte-Jeanne-D'Arc, Saint-Joseph-de-Lepage, and Saint-Rémi-de-la-Rivière-Mitis in the county of Matane, and Kempt, La Rédemption, in the county of Matapédia, and Les Hauteurs, Saint-Charles-Garnier, Saint-Gabriel in the county of Rimouski, and to erect it into a new school municipality under the name of La Mitis, in the counties of Matane, Matapédia and Rimouski.

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31444-43-2 006-02

Secteur-Amqui

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires d'Amqui, Lac-au-Saumon, Saint-Alexandre, Saint-Léon-le-Grand, Saint-Tharcisius, Saint-Vianney et Saint-Zénon-du-Lac-Amqui, dans le comté de Matapédia, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Secteur-Amqui, comté de Matapédia.

Québec, le 20 octobre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31446-43-2-o 505-02

Secteur-Amqui

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Amqui, Lac-au-Saumon, Saint-Alexandre, Saint-Léon-le-Grand, Saint-Tharcisius, Saint-Vianney and Saint-Zénon-du-Lac-Amqui, in the county of Matapédia, and to erect it into a new school municipality under the name of Secteur-Amqui, county of Matapédia.

Québec, October 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31446-43-2 505-02

Soumissions

Ville d'Anjou
Comté de Lafontaine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léonce Maltais, greffier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 6695, Ave Merriam, Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., et par après jusqu'à 5.30 heures de l'après-midi, au Centre d'Achat d'Anjou, 6830, Joseph Renaud, Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., mercredi, le 19 novembre 1969, pour l'achat de $1,810,000 d'obligations de la ville d'Anjou, comté de Lafontaine, datées du 15 décembre 1969 et remboursables par séries du 15 décembre 1970 au 15 décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 86 — $191,500 — renouvellement d'emprunt; 92 — $217,500 — renouvellement d'emprunt; 101 — $21,000 — renouvellement d'emprunt; 102 — $131,000 — renouvellement d'emprunt; 103 — $82,000 — renouvellement d'emprunt; 105 — $176,000 — renouvellement d'emprunt; 113 — $306,000 — renouvellement d'emprunt; et résolutions datées du 26 février 1959 — $503,000 — renouvellement d'emprunt; 11 mai 1959 — $2,000 — renouvellement d'emprunt et règlement No 874 — $180,000 — frais de refinancement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $1,810,000 — 10 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1970	$139,000
15 décembre 1971	148,000
15 décembre 1972	155,000
15 décembre 1973	165,000
15 décembre 1974	174,000
15 décembre 1975	184,000
15 décembre 1976	195,000
15 décembre 1977	206,000
15 décembre 1978	216,000
15 décembre 1979	228,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Anjou.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tenders

Town of Anjou
County of Lafontaine

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léonce Maltais, clerk, until 4:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 6695 Merriam Avenue, Anjou, county of Lafontaine, P.Q., and after until 5:30 o'clock p.m., at Anjou Shopping Centre, 6830 Joseph Renaud, Anjou, county of Lafontaine, P.Q., Wednesday, November 19, 1969, for the purchase of an issue of $1,810,000 of bonds for the town of Anjou, county of Lafontaine, dated December 15, 1969, and redeemable serially from December 15, 1970 to December 15, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 86 — $191,500 — renewal of a loan; 92 — $217,500 — renewal of a loan; 101 — $21,000 — renewal of a loan; 102 — $131,000 — renewal of a loan; 103 — $82,000 — renewal of a loan; 105 — $176,000 — renewal of a loan; 113 — $306,000 — renewal of a loan; and resolutions dated February 26, 1959 — $503,000 — renewal of a loan; May 11, 1959 — $2,000 — renewal of a loan and by-law No. 874 — $180,000 — refinancing costs.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 15, 1969.

Table of redemption — $1,810,000 — 10 years

Year	*Capital*
December 15, 1970	$139,000
December 15, 1971	148,000
December 15, 1972	155,000
December 15, 1973	165,000
December 15, 1974	174,000
December 15, 1975	184,000
December 15, 1976	195,000
December 15, 1977	206,000
December 15, 1978	216,000
December 15, 1979	228,000

Please note that tenders are requested for bonds redeemable according to the above table only, and that offers made for short-term bonds will not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Anjou.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 19 novembre 1969, à 5.30 heures de l'après-midi, au Centre d'Achat d'Anjou, 6830, Joseph Renaud, Anjou, comté de Lafontaine, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anjou (Comté de Lafontaine), ce 22 octobre 1969.

Le greffier,
LÉONCE MALTAIS.

Hôtel de Ville, 6695, Ave Merriam,
Anjou (Lafontaine), P.Q.
Téléphone: 352-4440, code 514. 31526-o

the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their maturity is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 19, 1969, at 5:30 o'clock, p.m., at the Anjou Shopping Centre, 6830 Joseph Renaud, Anjou, county of Lafontaine, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Anjou (County of Lafontaine), October 22, 1969.

LÉONCE MALTAIS,
Clerk.

Town Hall, 6695 Merriam Avenue,
Anjou (Lafontaine), P.Q.
Telephone: 352-4440, code 514. 31526

Cité de Montmagny
Comté de Montmagny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Paul Dolan, greffier, Hôtel de ville, 97, avenue Sainte-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 18 novembre 1969, pour l'achat de $681,500 d'obligations de la cité de Montmagny, comté de Montmagny, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 113 — $82,500 — renouvellement d'emprunt; 327 — $100,000 — services récréatifs et communautaires; 333 — $42,000 — aqueduc, égouts; 336 — $27,500 — aqueduc, égouts, etc; 337 — $20,500 — aqueduc, égouts; 347 — $9,000 — aqueduc, égouts; 351 — $400,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $681,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$17,500
1er décembre 1971	19,000
1er décembre 1972	21,000
1er décembre 1973	23,000
1er décembre 1974	24,000
1er décembre 1975	25,000
1er décembre 1976	26,000
1er décembre 1977	29,000
1er décembre 1978	31,000
1er décembre 1979	33,000
1er décembre 1980	35,000
1er décembre 1981	38,000
1er décembre 1982	41,000
1er décembre 1983	44,000
1er décembre 1984	38,000
1er décembre 1985	41,000
1er décembre 1986	43,000
1er décembre 1987	48,000
1er décembre 1988	51,000
1er décembre 1989	54,000

City of Montmagny
County of Montmagny

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Me Paul Dolan, City Clerk, City Hall, 97 Sainte-Julie Avenue, Montmagny, county of Montmagny, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Tuesday, November 18, 1969, for the purchase of an issue of $681,500 of bonds of the city of Montmagny, county of Montmagny, dated December 1, 1969, and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption of the present notice.

By-laws number: 113 — $82,500 — loan renewal; 327 — $100,000 — recreational and community services; 333 — $42,000 — aqueduct, sewers; 336 — $27,500 — aqueduct, sewers, etc.; 337 — $20,500 — aqueduct, sewers; 347 — $9,000 — aqueduct, sewers; 351 — $400,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $681,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$17,500
December 1, 1971	19,000
December 1, 1972	21,000
December 1, 1973	23,000
December 1, 1974	24,000
December 1, 1975	25,000
December 1, 1976	26,000
December 1, 1977	29,000
December 1, 1978	31,000
December 1, 1979	33,000
December 1, 1980	35,000
December 1, 1981	38,000
December 1, 1982	41,000
December 1, 1983	44,000
December 1, 1984	38,000
December 1, 1985	41,000
December 1, 1986	43,000
December 1, 1987	48,000
December 1, 1988	51,000
December 1, 1989	54,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $54,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $54,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $54,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 18 novembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 97, avenue Sainte-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny (Comté de Montmagny), ce 22 octobre 1969.

Le greffier,
ME PAUL DOLAN.

Hôtel de ville, 97, avenue Sainte-Julie,
Montmagny, Comté de Montmagny, P.Q.
Téléphone: 248-3361, code 418. 31527-o

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term bonds or for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $54,000, and if greater than the latter amount, said part should include only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $54,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $54,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 18, 1969, at 8:00 o'clock in the evening, at the City Hall, 97 Sainte-Julie Avenue, Montmagny, county of Montmagny, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Montmagny (County of Montmagny), October 22, 1969.

ME PAUL DOLAN,
City Clerk.

City Hall 97 Sainte-Julie Avenue,
Montmagny, County of Montmagny, P.Q.
Telephone: 248-3361, code 418. 31527

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Calixte

Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvon Rochon, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la Commission scolaire, Édifice de la Caisse Populaire, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École de Saint-Calixte, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q., mercredi, le 19 novembre 1969, pour l'achat de $136,000 d'obligations

The school commissioners for the municipality of Saint-Calixte

County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvon Rochon, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the School Commission, Building of the Credit Union, Saint-Calixte, county of Montcalm, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the hall of Saint-Caliste School, Saint-Calixte, county of Montcalm, P.Q., Wednesday, November 19, 1969, for the purchase of an issue of $136,000 of bonds for the school commissioners

pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Calixte, comté de Montcalm, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée: 16 juin 1969 — $136,000 — agrandissement de l'école élémentaire.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $136,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er décembre 1970	x	$38,500
1er décembre 1971	x	42,000
1er décembre 1972		1,500
1er décembre 1973		1,500
1er décembre 1974		1,500
1er décembre 1975		2,000
1er décembre 1976		2,000
1er décembre 1977		2,000
1er décembre 1978		2,500
1er décembre 1979		2,500
1er décembre 1980		3,000
1er décembre 1981		3,000
1er décembre 1982		3,000
1er décembre 1983		3,500
1er décembre 1984		3,500
1er décembre 1985		4,000
1er décembre 1986		4,500
1er décembre 1987		5,000
1er décembre 1988		5,000
1er décembre 1989		5,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $88,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 2 versements de $44,000 chacun, de 1970 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $5,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et en devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville des Laurentides (Terrebonne).

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

for the municipality of Saint-Calixte, county of Montcalm, dated December 1, 1969 and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issud at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution dated June 16, 1969 — $136,000 — enlargement of the elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $136,000 — 20 years

Year		*Capital*
December 1, 1970	x	$38,500
December 1, 1971	x	42,000
December 1, 1972		1,500
December 1, 1973		1,500
December 1, 1974		1,500
December 1, 1975		2,000
December 1, 1976		2,000
December 1, 1977		2,000
December 1, 1978		2,500
December 1, 1979		2,500
December 1, 1980		3,000
December 1, 1981		3,000
December 1, 1982		3,000
December 1, 1983		3,500
December 1, 1984		3,500
December 1, 1985		4,000
December 1, 1986		4,500
December 1, 1987		5,000
December 1, 1988		5,000
December 1, 1989		5,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $88,000, granted by the Provincial Government and payable in 2 instalments of $44,000 each, from 1970 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than $5,500, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturity appearing in this notice, and starting by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at the town of des Laurentides (Terrebonne).

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $5,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $5,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 19 novembre 1969, à 8 heures du soir, Salle de l'École de Saint-Calixte, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Calixte (Comté de Montcalm), ce 23 octobre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
YVON ROCHON.

Bureau de la commission scolaire,
Édifice de la Caisse Populaire,
Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q.,
Téléphone: 222-2025, code 514. 31528-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $5,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $5,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturity of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considred at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, November 19, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the hall of Saint-Calixte School, Saint-Calixte, county of Montcalm, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Calixte (County of Montcalm), October 23, 1969.

YVON ROCHON,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
Credit Union Building,
Saint-Calixte, county of Montcalm, P.Q.,
Telephone: 222-2025, code 514. 31528

Cité de Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Zakaib, greffier, Hôtel de ville, 71, rue Charlotte, case postale 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 18 novembre 1969, pour l'achat de $298,000 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement numéro 859 — $298,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage, bâtisses et terrains, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $298,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$ 6,500
1er décembre 1971	7,000
1er décembre 1972	8,000
1er décembre 1973	8,500
1er décembre 1974	9,000
1er décembre 1975	10,000
1er décembre 1976	10,500
1er décembre 1977	11,500
1er décembre 1978	12,500
1er décembre 1979	13,500
1er décembre 1980	14,500
1er décembre 1981	15,500

City of Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Zakaib, Clerk, City Hall, 71 Charlotte Street, Post Office Box 97, Sorel, county of Richelieu, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Tuesday, November 18, 1969, for the purchase of an issue of $298,000 of bonds for the city of Sorel, county of Richelieu, dated December 1, 1969 and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law number 859 — $298,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting, buildings and land, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $298,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$ 6,500
December 1, 1971	7,000
December 1, 1972	8,000
December 1, 1973	8,500
December 1, 1974	9,000
December 1, 1975	10,000
December 1, 1976	10,500
December 1, 1977	11,500
December 1, 1978	12,500
December 1, 1979	13,500
December 1, 1980	14,500
December 1, 1981	15,500

1er décembre 1982	$16,000
1er décembre 1983	17,500
1er décembre 1984	19,000
1er décembre 1985	20,500
1er décembre 1986	22,000
1er décembre 1987	23,000
1er décembre 1988	25,500
1er décembre 1989	27,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $27,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $27,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $27,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 18 novembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 71, rue Charlotte, case postale 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel (Comté de Richelieu), ce 22 octobre 1969.

Le greffier,
GEORGES ZAKAIB.

Hôtel de ville, 71, rue Charlotte, case postale 97, Sorel (Comté de Richelieu), P.Q.
Téléphone: 742-4583, code 514. 31529-o

December 1, 1982	$16,000
December 1, 1983	17,500
December 1, 1984	19,000
December 1, 1985	20,500
December 1, 1986	22,000
December 1, 1987	23,000
December 1, 1988	25,500
December 1, 1989	27,500

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that the latter part be for an amount not less than $27,500, and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $27,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $27,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 18, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 71 Charlotte Street, Post Office Box 97, Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel (County of Richelieu), October 22, 1969.

GEORGES ZAKAIB,
Clerk.

City Hall, 71 Charlotte Street, Post Office Box 97, Sorel (County of Richelieu), P.Q.
Telephone: 742-4583, code 514. 31529

Cité du Cap-de-la-Madeleine
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Beaudin, greffier, Hôtel de ville,

City of Cap-de-la-Madeleine
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean Beaudin, City Clerk, City Hall, 10 City Hall St., P.O.

10, rue Hôtel de ville, C.P. 220, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 17 novembre 1969, pour l'achat de $942,000 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 469 — $164,000 — voirie, etc.; 471 — $53,000 — voirie; 475 — $20,000 — voirie; 482 — $35,000 — voirie, etc.; 484 — $150,000 — voirie, éclairage, etc.; 487 tel que modifié — $77,000 — achat d'équipement, aménagement de parc, etc.; 488 — $66,000 — aqueduc, égouts, voirie; 490 — $150,000 — aqueduc, égouts, etc.; 491 — $65,000 — voirie, etc.; 492 — $42,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 493 — $16,000 — voirie; 494 — $74,000 — aqueduc, égouts, etc.; 496 — $30,000 — construction de puits artésiens.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $942,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$26,000
1er décembre 1971	28,000
1er décembre 1972	31,000
1er décembre 1973	32,000
1er décembre 1974	34,000
1er décembre 1975	37,000
1er décembre 1976	40,000
1er décembre 1977	42,000
1er décembre 1978	46,000
1er décembre 1979	50,000
1er décembre 1980	51,000
1er décembre 1981	56,000
1er décembre 1982	61,000
1er décembre 1983	66,000
1er décembre 1984	68,000
1er décembre 1985	47,000
1er décembre 1986	50,000
1er décembre 1987	55,000
1er décembre 1988	59,000
1er décembre 1989	63,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $63,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Box 220, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, November 17, 1969, for the purchase of an issue of $942,000 of bonds for the city of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated December 1, 1969, and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 469 — $164,000 — roads, etc.; 471 — $53,000 — roads; 475 — $20,000 — roads; 482 — $35,000 — roads, etc.; 484 — $150,000 — roads, lighting, etc.; 487 — as amended — $77,000 — purchase of equipment, setting up of a park, etc.; 488 — $66,000 — aqueduct, sewers, roads; 490 — $150,000 — aqueduct, sewers, etc; 491 — $65,000 — roads, etc.; 492 — $42,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 493 — $16,000 — roads; 494 — $74,000 — aqueduct, sewers, etc.; 496 — $30,000 — construction of artesian wells.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $942,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$26,000
December 1, 1971	28,000
December 1, 1972	31,000
December 1, 1973	32,000
December 1, 1974	34,000
December 1, 1975	37,000
December 1, 1976	40,000
December 1, 1977	42,000
December 1, 1978	46,000
December 1, 1979	50,000
December 1, 1980	51,000
December 1, 1981	56,000
December 1, 1982	61,000
December 1, 1983	66,000
December 1, 1984	68,000
December 1, 1985	47,000
December 1, 1986	50,000
December 1, 1987	55,000
December 1, 1988	59,000
December 1, 1989	63,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $63,000, and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $63,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $63,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 17 novembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 10, rue Hôtel de ville, C.P. 220, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain), ce 23 octobre 1969.

Le greffier,
JEAN BEAUDIN.

Hotel de ville,
10, rue Hôtel de ville, C.P. 220,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Téléphone: 375-1661, code 819. 31547-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $63,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $63,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 17, 1969, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 10 City Hall St., P.O. Box 220, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), October 23, 1969.

JEAN BEAUDIN,
City Clerk.

City Hall,
10 City Hall St., P.O. Box 220,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Telephone: 375-1661, code 819. 31547

Ville de Lemoyne
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Comtois, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 2205, rue St-Georges, LeMoyne, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 18 novembre 1969, pour l'achat de $255,000 d'obligations de la ville de LeMoyne, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 115 — $51,500 — renouvellement d'emprunt; 116 — $11,500 — renouvellement d'emprunt; et résolution datée du 3 mars 1959 — $28,000 — renouvellement d'emprunt; et règlements nos 176 — $100,000 — services récréatifs et communautaires; 177 — $25,000 — aqueduc, égouts, etc.; 180 — $39,000 — éclairage.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Town of Lemoyne
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Comtois, Secretary-Treasurer, Town Hall, 2205 Saint-Georges Street, LeMoyne, County of Chambly, Québec, until 8 o'clock in the evening, Tuesday, November 18, 1969, for the purchase of an issue of $255,000 of bonds of the Town of LeMoyne, County of Chambly, dated December 1, 1969, and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption of the present notice.

By-laws number 115 — $51,500 — loan renewal; 116 — $11,500 — loan renewal; and resolution dated March 3, 1959 — $28,000 — loan renewal; and by-laws number 176 — $100,000 — recreational and community services; 177 — $25,000 — aqueduct, sewers, etc.; 180 — $39,000 — lighting.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1969.

Tableau d'amortissement — $255,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$12,000
1er décembre 1971	13,000
1er décembre 1972	14,000
1er décembre 1973	15,000
1er décembre 1974	16,000
1er décembre 1975	17,000
1er décembre 1976	19,000
1er décembre 1977	20,000
1er décembre 1978	21,000
1er décembre 1979	22,000
1er décembre 1980	5,000
1er décembre 1981	6,000
1er décembre 1982	7,000
1er décembre 1983	7,000
1er décembre 1984	8,000
1er décembre 1985	9,000
1er décembre 1986	10,000
1er décembre 1987	11,000
1er décembre 1988	11,000
1er décembre 1989	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $12,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $12,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 novembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2205, rue St-Georges, LeMoyne, comté de Chambly, P.Q.

Table of redemption — $255,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$12,000
December 1, 1971	13,000
December 1, 1972	14,000
December 1, 1973	15,000
December 1, 1974	16,000
December 1, 1975	17,000
December 1, 1976	19,000
December 1, 1977	20,000
December 1, 1978	21,000
December 1, 1979	22,000
December 1, 1980	5,000
December 1, 1981	6,000
December 1, 1982	7,000
December 1, 1983	7,000
December 1, 1984	8,000
December 1, 1985	9,000
December 1, 1986	10,000
December 1, 1987	11,000
December 1, 1988	11,000
December 1, 1989	12,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that the latter part be for an amount not less than $12,000, and if greater than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Lambert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $12,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $12,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 18, 1969, at 8 o'clock in the evening, at the Town Hall, 2205 Saint-Georges Street, LeMoyne, County of Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

LeMoyne (Comté de Chambly), ce 23 octobre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES COMTOIS.

Hôtel de ville, 2205, rue St-Georges,
LeMoyne (Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5949, code 514. 31548-o

Ville d'Orsainville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Létourneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 4215, avenue des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 20 novembre 1969, pour l'achat de $255,000 d'obligations de la ville d'Orsainville, comté de Chauveau, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 160 — $34,000 — renouvellement d'emprunt; 161 — $91,500 — renouvellement d'emprunt; 164 — $27,000 — renouvellement d'emprunt; 165 — $14,000 — renouvellement d'emprunt; 377 — $88,500 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $255,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$ 7,000
1er décembre 1971	7,500
1er décembre 1972	8,000
1er décembre 1973	8,500
1er décembre 1974	8,500
1er décembre 1975	10,000
1er décembre 1976	10,000
1er décembre 1977	10,500
1er décembre 1978	10,500
1er décembre 1979	11,500
1er décembre 1980	6,500
1er décembre 1981	7,000
1er décembre 1982	8,000
1er décembre 1983	8,500
1er décembre 1984	8,500
1er décembre 1985	9,000
1er décembre 1986	9,500
1er décembre 1987	10,000
1er décembre 1988	11,000
1er décembre 1989	85,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $7,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

LeMoyne (County of Chambly), October 23, 1969.

JACQUES COMTOIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2205 Saint-Georges Street,
LeMoyne (Chambly), P.Q.
Telephone: 671-5949, code 514. 31548

Town of Orsainville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Armand Létourneau, Secretary-Treasurer, Town Hall, 4215 des Sauges Ave., Orsainville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, November 20, 1969, for the purchase of an issue of $255,000 of bonds for the town of Orsainville, county of Chauveau, dated December 1, 1969, and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws numbers 160 — $34,000 — loan renewal; 161 — $91,500 — loan renewal; 164 — $27,000 — loan renewal; 165 — $14,000 — loan renewal; 377 — $88,500 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $255,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$ 7,000
December 1, 1971	7,500
December 1, 1972	8,000
December 1, 1973	8,500
December 1, 1974	8,500
December 1, 1975	10,000
December 1, 1976	10,000
December 1, 1977	10,500
December 1, 1978	10,500
December 1, 1979	11,500
December 1, 1980	6,500
December 1, 1981	7,000
December 1, 1982	8,000
December 1, 1983	8,500
December 1, 1984	8,500
December 1, 1985	9,000
December 1, 1986	9,500
December 1, 1987	10,000
December 1, 1988	11,000
December 1, 1989	85,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that the latter part be for an amount not less than $7,000, and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of

amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1989 au montant de $85,000 comprend un solde de $73,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er décembre 1990	$1,500
1er décembre 1991	1,500
1er décembre 1992	2,000
1er décembre 1993	2,000
1er décembre 1994	2,000
1er décembre 1995	2,500
1er décembre 1996	2,500
1er décembre 1997	2,500
1er décembre 1998	3,000
1er décembre 1999	3,000
1er décembre 2000	3,500
1er décembre 2001	4,000
1er décembre 2002	4,000
1er décembre 2003	4,500
1er décembre 2004	5,000
1er décembre 2005	5,000
1er décembre 2006	5,500
1er décembre 2007	6,000
1er décembre 2008	6,500
1er décembre 2009	7,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Orsainville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $85,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $85,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 20 novembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 4215, avenue des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville (Comté de Chauveau), ce 22 octobre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ARMAND LÉTOURNEAU.

Hôtel de ville, 4215, avenue des Sauges,
Orsainville, comté de Chauveau, P.Q.,
Téléphone: 623-5431, code 418. 31549-o

maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The December 1, 1989 maturity in the amount of $85,000 comprises a balance of $73,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 1, 1990	$1,500
December 1, 1991	1,500
December 1, 1992	2,000
December 1, 1993	2,000
December 1, 1994	2,000
December 1, 1995	2,500
December 1, 1996	2,500
December 1, 1997	2,500
December 1, 1998	3,000
December 1, 1999	3,000
December 1, 2000	3,500
December 1, 2001	4,000
December 1, 2002	4,000
December 1, 2003	4,500
December 1, 2004	5,000
December 1, 2005	5,000
December 1, 2006	5,500
December 1, 2007	6,000
December 1, 2008	6,500
December 1, 2009	7,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Orsainvile.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $85,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $85,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, November 20, 1969, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 4215 des Sauges Ave., Orsainville, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville (County of Chauveau), October 22, 1969.

ARMAND LÉTOURNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 4215 des Sauges Ave.,
Orsainville, county of Chauveau, P.Q.,
Telephone: 623-5431, code 418. 31549

Cité de Beauharnois
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Isaïe Daoust, greffier, Hôtel de Ville, 103, rue Saint-Laurent, Beauharnois, comté de Beauharnois, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 17 novembre 1969, pour l'achat de $132,500 d'obligations de la cité de Beauharnois, comté de Beauharnois, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 251 — $8,000 — aqueduc, égouts, voirie; 276 — $22,900 — aqueduc, égouts, voirie; 288 — $7,600 — services récréatifs et communautaires; 299 — $5,500 — aqueduc, égouts, voirie; 300 tel que modifié — $50,000 — fonds de roulement; 312 — $38,500 — voirie, services récréatifs et communautaires.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $132,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$ 4,000
1er décembre 1971	4,000
1er décembre 1972	4,000
1er décembre 1973	4,500
1er décembre 1974	5,000
1er décembre 1975	6,000
1er décembre 1976	6,500
1er décembre 1977	6,500
1er décembre 1978	7,000
1er décembre 1979	7,000
1er décembre 1980	8,000
1er décembre 1981	8,000
1er décembre 1982	9,000
1er décembre 1983	10,000
1er décembre 1984	11,000
1er décembre 1985	5,500
1er décembre 1986	6,000
1er décembre 1987	6,500
1er décembre 1988	7,000
1er décembre 1989	7,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $7,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

City of Beauharnois
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Isaïe Daoust, Clerk, City Hall, 103 Saint-Laurent Street, Beauharnois, county of Beauharnois, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, November 17, 1969, for the purchase of an issue of $132,500 of bonds for the city of Beauharnois, county of Beauharnois, dated December 1, 1969 and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-laws Nos: 251 — $8,000 — aqueduct, sewers, roads; 276 — $22,900 — aqueduct, sewers, roads; 288 — $7,600 — recreational and community services; 299 — $5,500 — aqueduct, sewers, roads; 300 such as amended — $50,000 — working capital; 312 — $38,500 — roads, recreational and community services.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $132,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$ 4,000
December 1, 1971	4,000
December 1, 1972	4,000
December 1, 1973	4,500
December 1, 1974	5,000
December 1, 1975	6,000
December 1, 1976	6,500
December 1, 1977	6,500
December 1, 1978	7,000
December 1, 1979	7,000
December 1, 1980	8,000
December 1, 1981	8,000
December 1, 1982	9,000
December 1, 1983	10,000
December 1, 1984	11,000
December 1, 1985	5,500
December 1, 1986	6,000
December 1, 1987	6,500
December 1, 1988	7,000
December 1, 1989	7,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $7,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $7,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $7,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 17 novembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 103, rue Saint-Laurent, Beauharnois, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauharnois (Comté de Beauharnois), ce 27 octobre 1969.

Le greffier,
ISAÏE DAOUST.

Hôtel de Ville, 103, rue Saint-Laurent,
Beauharnois, Comté de Beauharnois, P.Q.
Téléphone: 429-3546, code 514. 31563-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $7,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount equal to $7,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 17, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 103 Saint-Laurent Street, Beauharnois, county of Beauharnois, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauharnois (County of Beauharnois), October 27, 1969.

ISAÏE DAOUST,
Clerk.

City Hall, 103 Saint-Laurent Street,
Beauharnois, County of Beauharnois, P.Q.
Telephone: 429-3546, code 514. 31563

Cité de Pierrefonds
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Legault, greffier, Hôtel de ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 12 heures (midi), lundi, le 17 novembre 1969, pour l'achat de $511,000 d'obligations de la cité de Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, datées du 1er décembre 1969 et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 120 (131) — $432,000 — renouvellement d'emprunt; 138 — $79,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $511,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$21,000
1er décembre 1971	22,000
1er décembre 1972	23,500
1er décembre 1973	24,000
1er décembre 1974	25,500

City of Pierrefonds
Comté de Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gabriel Legault, City Clerk, City Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q., until 12:00 o'clock (noon) Monday, November 17, 1969, for the purchase of an issue of $511,000 of bonds for the city of Pierrefonds, county of Robert Baldwin, dated December 1st, 1969, and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos.: 120 (131) — $432,000 — loan renewal; 138 — $79,000 — loan renewal.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $511,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$21,000
December 1, 1971	22,000
December 1, 1972	23,500
December 1, 1973	24,000
December 1, 1974	25,500

1er décembre 1975	$ 27,000
1er décembre 1976	28,000
1er décembre 1977	30,500
1er décembre 1978	32,000
1er décembre 1979	22,000
1er décembre 1980	8,000
1er décembre 1981	8,500
1er décembre 1982	9,000
1er décembre 1983	9,000
1er décembre 1984	9,500
1er décembre 1985	10,000
1er décem fre 1986	11,000
1er décembre 1987	11,500
1er décembre 1988	12,500
1er décembre 1989	166,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $21,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1989 au montant de $166,500 comprend un solde de $153,500 renouvelable pour une période additionnelle de 9 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er décembre 1990	$14,000
1er décembre 1991	14,500
1er décembre 1992	15,000
1er décembre 1993	16,000
1er décembre 1994	17,000
1er décembre 1995	17,500
1er décembre 1996	18,500
1er décembre 1997	19,500
1er décembre 1998	21,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pierrefonds.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $166,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $166,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

December 1, 1975	$ 27,000
December 1, 1976	28,000
December 1, 1977	30,500
December 1, 1978	32,000
December 1, 1979	22,000
December 1, 1980	8,000
December 1, 1981	8,500
December 1, 1982	9,000
December 1, 1983	9,000
December 1, 1984	9,500
December 1, 1985	10,000
December 1, 1986	11,000
December 1, 1987	11,500
December 1, 1988	12,500
December 1, 1989	166,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term, or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that the latter part be for an amount not less than $21,500, and if, higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The December 1, 1989 maturity in the amount of $166,500, comprises a balance of $153,500 renewable for an additional 9-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 1, 1990	$14,000
December 1, 1991	14,500
December 1, 1992	15,000
December 1, 1993	16,000
December 1, 1994	17,000
December 1, 1995	17,500
December 1, 1996	18,500
December 1, 1997	19,500
December 1, 1998	21,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierrefonds.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $166,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $166,500, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue,

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes publiquement en comité à 12 heures (midi), le 17 novembre 1969, et elles seront prises en consideration à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures du soir, le même jour, à l'Hôtel de ville, 11072 ouest, Boulevard, Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds (Comté de Robert Baldwin), ce 28 octobre 1969.

Le greffier,
GABRIEL LEGAULT.

Hôtel de ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin,
Pierrefonds (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 684-4480, code 514. 31564-o

and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened in public, in committee, at 12 o'clock (noon), the 17th of November, 1969, and they will be considered at a meeting of the council to be held at 8 o'clock p.m., the same day at the City Hall, 11072 Gouin Boulevard, West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Pierrefonds (County of Robert Baldwin,) October 28, 1969.

GABRIEL LEGAULT,
City Clerk.

City Hall, 11072 Gouin Boulevard, West,
Pierrefonds (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-4480, Code 514. 31564

Vente d'effets non-réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations Marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de juillet 1969, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 2276 est, rue Ontario, Montréal, à midi, le mercredi 19 novembre, 1969, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 7 octobre 1969.

Compagnie des Chemins de Fer
Nationaux du Canada.
Réclamations Marchandises.
Le directeur – réclamations marchandises,
31448-43-4-o W. W. R. BRADFORD.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of July 1969, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, company will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2276 Ontario Street East, Montreal, at 10:30 a.m., Wednesday, November 19, 1969, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, October 7, 1969.

Canadian National Railway Company,

Merchandise Claims Department.
W. W. R. BRADFORD,
31448-43-4-o *Manager, Merchandise Claims.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 41,007. { LA CAISSE POPULAIRE DE KÉNOGAMI, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires à Kénogami, district de Chicoutimi, demanderesse *vs* LA FORTERESSE OUVRIÈRE, coopérative de location, ayant le siège social de ses affaires en la cité de Kénogami, défenderesse et ME MAURIL TREMBLAY, avocat, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement du district de Chicoutimi, mis en cause.

Un immeuble, sis et situé à l'angle nord-est des rues Cabot et Ste-Famille, en la cité de Kénogami, étant et se composant de:

a) Tout ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 41,007. { LA CAISSE POPULAIRE DE KÉNOGAMI, a corporation legally constituted having its business head office in Kénogami, district of Chicoutimi, plaintiff, *vs* LA FORTERESSE OUVRIÈRE, location cooperative, having its business head office in the city of Kénogami, district of Chicoutimi, defendant and ME MAURIL TREMBLAY, advocate, in his quality of registrar for the registration division of the district of Chicoutimi, mis en cause.

An immovable, lying and situated at the northeast angle of Cabot and Ste-Famille Streets, in the city of Kénogami, forming and being composed of:

(*a*) All that lot of land known and designated on official plan and book of reference of the

canton de Jonquière sous le numéro vingt-trois-cent six (No 23-106), dans le rang trois (Rg III) dudit canton de; et

b) Une lisière de terrain, de figure irrégulière, connue et désignée comme formant partie du lot numéro vingt-trois-cent sept (Ptie No 23-107); dans le rang trois (Rg III) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, laquelle dite lisière de terrain mesure trois pieds (3′) de largeur du sud au nord, côté ouest, le long de la rue Ste-Famille, sur toute la profondeur dudit lot, de manière à ce que le côté sud de ladite lisière de terrain forme une ligne droite et vienne à rien au bout de la profondeur, à la borne est; laquelle dite lisière de terrain est bornée comme suit: au nord par le résidu dudit lot dont elle forme partie, propriété de Léopold Gravel ou ses représentants; au sud par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe *a*) ci-dessus, et à l'ouest par la rue Ste-Famille;

Avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que toutes les fixtures, objets mobiliers, machines et machineries, fixes et non fixes, propriété de l'emprunteur, que les parties comparantes immobilisent par ces présentes à toutes fins que de droit, et ce pour les fins du présent contrat;

Avec et y compris les droits de passage, de vue et autres inhérents à ladite propriété, cette dernière sujette auxdits mêmes droits qui peuvent l'affecter, et résultant notamment d'un certain acte de convention intervenu entre Léopold Gravel et la Gardienne, passé devant Me Jules Gauthier, notaire à Jonquière, le 18 juin, 1942, sous le No 16-363 des minutes de son répertoire, et dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, le 25 juin 1942, sous le No 71-563.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du district de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 23 octobre 1969. 31530-o

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 40,542. FAMILY FINANCE (1964) CORPORATION, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à Montréal, demanderesse, *vs* YVAN SIMARD, domicilié à 484, rue Ste-Thérèse, Chicoutimi, défendeur, et RÉGISTRATEUR DIVISION D'ENREGISTREMENT DE CHICOUTIMI, mis en cause.

1. Un immeuble, sis et situé sur le côté sud de la rue Ste-Cécile, en la cité de Jonquière, étant et se composant de:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, comme formant partie des lots numéros vingt-sept-B cent vingt-cinq et vingt-sept-B cent vingt-quatre (Ptie Nos 27-B-125 et 27-B-124), dans le rang trois (Rg III) dudit canton, lequel terrain mesure au total quarante-cinq pieds (45′) de largeur, sur toute la profondeur des susdits lots, et pouvant être plus particulièrement décrit comme suit:

A) Toute cette partie dudit lot No vingt-sept-B cent vingt-cinq (Ptie No 27-B-125), mesurant

cadastre for the township of Jonquière under number twenty-three-one hundred and six (No. 23-106), on range three (Rg. III) of said township.

(*b*) A strip of land, of irregular figure, known and designated as forming part of lot number twenty-three-one hundred and seven (P. No. 23-107); on range three (Rg. III) on official plan and book of reference of the cadastre for the township of Jonquière, said strip of land measuring three feet (3′) in width, from south to north, west side, along Ste-Famille Street, by all the depth of said lot, in order that the south side of the said strip of land forms a straight line and comes to nothing at the end of the depth on east boundary; which said strip of land is bounded as follows: on the north, by the residue of said lot from which it forms part, property of Léopold Gravel or representatives; on the south, by the lot of land hereinabove described on paragraph (*a*) and on the west, by Ste-Famille Street;

Together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as well as all the fixtures, movable objects, machines and machinery, fixed or not, property of the borrower, that the parties in appearance immobilize by these presents for all legal purposes, and this, for the purposes of the present contract;

With and therein included the rights of passage, of view and others attached to the said property, the latter being subject to the same said rights that may affect it, and resulting in particular from a certain agreement deed concluded between Léopold Gravel and the Guardian, passed before Me. Jules Gauthier, notary, in Jonquière, on June 18, 1942, under No. 16-363 from the minutes of his record, and a copy of which has been registered at the office of the registration division for the county of Chicoutimi, on June 25, 1942, under No. 71-563.

To be sold at the registrar's office of the registration division of the district of Chicoutimi, at the Court House in Chicoutimi, the THIRD day of DECEMBER, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, October 23, 1969. 31530

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 40,542. FAMILY FINANCE (1964) CORPORATION, a corporation legally incorporated having its business place in Montreal, plaintiff, *vs* YVAN SIMARD, domiciled at 484 Ste-Thérèse Street, Chicoutimi, defendant, and THE REGISTRAR FOR THE REGISTRATION DIVISION OF CHICOUTIMI, mis en cause.

1. An immovable, being and situated on the south side of Ste-Cécile Street, in the city of Jonquière, being and composed of:

A strip of land or emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Jonquière, as forming part of lot No. twenty-seven-B one hundred and twenty-five and twenty-seven-B one hundred and twenty-four (Pt. Nos 27-B-125 and 27-B-124), on range three (Rg. III) of the said township, the land measuring a total of forty-five feet (45′) in width, by the entire depth of the aforesaid lots, and more fully described as follows:

(A) The entire part of the said lot No. twenty-seven-B one hundred and twenty-five (Pt. No.

quinze pieds, (15′) de largeur de l'ouest à l'est, sur toute la profondeur du susdit lot, du nord au sud et bornée au nord par la rue Ste-Cécile, au sud par le lot numéro vingt-sept-B cent vingt-cinq-A (27-B-125-A), à l'est par le terrain ci-après décrit au paragraphe B) ci-après et à l'ouest par le résidu dudit lot dont elle forme partie, propriété de René Villeneuve ou ses représentants; et

B) Toute cette partie du lot No vingt-sept-B cent vingt-quatre (Ptie No 27-B-124), mesurant trente pieds (30′) de largeur de l'ouest à l'est sur toute la profondeur du susdit lot du nord au sud et bornée au nord par la rue Ste-Cécile, à l'est par le résidu dudit lot dont elle forme partie, propriété de Les Immeubles Gagnon Ltée ou représentants, au sud par le lot No vingt-sept-B cent vingt-quatre-A (27-B-124-A), des rang et canton susdits, et à l'ouest par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe A) ci-dessus;

Avec ensemble la maison à trois logis dessus érigée, portant respectivement les Nos 219, 221 et 223 de ladite rue Ste-Cécile, à Jonquière, ainsi que les autres bâtisses qui peuvent y être érigées, circonstances et dépendances;

2. Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière sous le No vingt et un-A-onze-trois (No 21-A-11-3), dans le rang trois (Rg III) dudit canton, et sous le No quatorze-C-quatre-deux (No 14-C-4-2), dans le rang quatre (Rg IV) dudit canton;

Avec ensemble la maison à trois (3) logis dessus érigée, portant respectivement les Nos 30, 32 et 38 de la rue St-Christophe, en la cité de Jonquière, ainsi que les autres bâtiments qui peuvent y être érigés, circonstances et dépendances.

3. L'emplacement formant partie du lot 4 dans le rang est du cadastre officiel du canton de Tremblay, mesurant 56 pieds de largeur en front sur le chemin, par 94 pieds de profondeur du nord au sud, la ligne ouest étant fixée par une ligne parallèle à la clôture située du côté est de ce terrain, et distante de 56 pieds, et compris dans les bornes suivantes: au côté sud par le chemin ou route régionale et de tous les autres côtés par la terre de M. Louis Georges Gauthier ou représentants avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du district de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le QUATRIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 24 octobre 1969. 31553-o

27-B-125), measuring fifteen feet (15′) in width from west to east, by the entire depth of the aforesaid lot, from north to south and bounded on the north by Ste-Cécile Street, on the south by lot No. twenty-seven-B one hundred and twenty-five-A (27-B-125-A), on the east by the land hereafter described in paragraph (B) hereafter and on the west by the remainder of the said lot of which it forms a part, property of René Villeneuve or his representatives; and

(B) The entire part of lot number twenty-seven-B one hundred and twenty-four (Pt. No. 27-B-124), measuring thirty feet (30′) in width from west to east by the entire depth of the aforesaid lot from north to south and bounded on the north by Ste-Cécile Street, on the east by the remainder of the said lot of which it forms a part, property of "Les Immeubles Gagnon Ltée" or representatives, on the south by lot number twenty-seven-B one hundred and twenty-four-A (27-B-124-A), on the aforesaid range and township, and on the west by the land hereabove described in paragraph (A) hereabove;

Including the house with three apartments erected thereon, respectively bearing Nos 219, 221 and 223 of the said Ste-Cécile Street, at Jonquière, as well as the other buildings which may be erected, circumstances and dependencies;

2. A strip of land or emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Jonquière, under number twenty-one-A-eleven-three (No. 21-A-11-3), on range three (Rg. III) of the said township, and under number fourteen-C-four-two (No. 14-C-4-2), on the fourth range (Rg. IV) of the said township;

Including the house with three (3) apartments erected thereon, respectively bearing Nos 30, 32 and 38 St-Christophe Street, in the city of Jonquière, as well as other buildings which may be erected, circumstances and dependencies.

3. The emplacement forming part of lot 4 on the east range of the official cadastre of the township of Tremblay, measuring 56 feet in width in front on the road, by 94 feet in depth from north to south, the west line fixed by a line parallel to the fence situated on the east side of this land, and distant 56 feet, included in the following boundaries: on the south side by the regional road or route and on all other sides by the land of Mr. Louis Georges Gauthier or representatives with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the registrar's office of the registration division of the district of Chicoutimi, at the Court House of Chicoutimi, on the FOURTH day of the month of DECEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, October 24, 1969. 31553

HAUTERIVE

De Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 6243. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CHUTES AUX OUTARDES, corps politique dûment incorporé ayant place d'affaires et siège social sur son territoire à Chute-aux-

HAUTERIVE

De Terris
Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Superior Court, No. 6243, { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF CHUTES AUX OUTARDES, body politic duly incorporated and having its head office and place of business on its territory at Chute-aux-

Outardes, district de Hauterive, demandeurs, *vs* PHILIPPE AUCLAIR, résidant et domicilié à Chute-aux-Outardes, comté de Saguenay, P.Q., défendeur.

« Lot 2-66, rang 1, canton de Ragueneau, lot ½ sud-ouest 2-67, rang 1 canton de Ragueneau.

Le lot deux-soixante-six, rang un (2-66, Rg 1), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Ragueneau, village de Chute-aux-Outardes, comté de Saguenay.

La demie sud-ouest du lot deux-soixante-sept, rang un (½ sud-ouest 2-67 Rg 1), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Ragueneau, village de Chute-aux-Outardes, comté de Saguenay. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de justice de Baie Comeau, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

Bureau du Shérif,
Le 24 octobre 1969. 31555-o

Outardes, district of Hauterive, plaintiffs, *vs* PHILIPPE AUCLAIR, residing and domiciled at Chute-aux-Outardes, county of Saguenay, P.Q., defendant.

"Lot 2-66, range 1, township of Ragueneau, southwest ½ of lot 2-67, range 1, township of Ragueneau.

Lot two-sixty-six, range one (2-66, range 1) on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Ragueneau, village of Chute-aux-Outardes, county of Saguenay.

The southwest half of lot two-sixty-seven, range one (southwest ½ of 2-67, range 1), on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the township of Ragueneau, village of Chute-aux-Outardes, county of Saguenay. The whole with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold in the office of the registrar for the registration division of the county of Saguenay, in the Court House at Baie Comeau, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of NOVEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Assistant Sheriff.

Shériff's Office,
October 24, 1969. 31555

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 12,202. ANTONIO SINCENNES, Secrétaire-Trésorier de Gracefield, district de Hull, demandeur, *vs* LES HÉRITIERS ET LÉGATAIRES DE WILFRID ROGERS, de la municipalité de Hull west, district de Hull, défendeurs.

« Partie du lot 10-C du rang VIII, canton de Hull, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et étant dans la municipalité de Hull west, province de Québec, district de Hull. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, à Maniwaki, le TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 24 octobre, 1969. 31556-o

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, No. 12,202. ANTONIO SINCENNES, Secretary-Treasurer of Gracefield, district of Hull, plaintiff, *vs* THE HEIRS AND LEGATEES OF WILFRID ROGERS, of the municipality of Hull West, district of Hull, defendants.

"Part of lot 10-C, range VIII, township of Hull, with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and being in the municipality of Hull West, Province of Québec, district of Hull."

To be sold in the registry office of the Gatineau division, at Maniwaki, on the THIRD day of the month of DECEMBER, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-PIERRE,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
October 24, 1969. 31556

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 23,885. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* Dame LAURETTE GUILBAULT-DESROCHES et MAURICE DESROCHES, défendeurs.

« Une terre située en la concession Ste-Émilie nord, en ladite paroisse de Notre-Dame de Lourdes, connue et désignée comme faisant partie des lots numéros quatre cent quarante-huit et quatre cent quarante-sept (P. 448 et P. 447) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Elisabeth, mesurant trois arpents de largeur sur environ trente arpents de profondeur et bornée

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 23,885. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Québec, plaintiff, *vs* Dame LAURETTE GUILBAULT-DESROCHES and MAURICE DESROCHES, defendants.

"A farm situated on Ste-Émelie concession north, in the said parish of Notre-Dame de Lourdes, known and designated as forming part of lots numbers four hundred and forty-eight and four hundred and forty-seven (P. 448 and P. 447) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Elizabeth, measuring three arpents in width by approximately thirty arpents

comme suit: à un bout par le chemin de ligne, à l'autre bout par le résidu desdits lots appartenant à Viateur Ducharme, d'un côté par le lot No 449 et de l'autre côté par le lot No 446, avec les bâtisses y érigées.

À distraire dudit lot No 447, la partie appartenant à Victor Guilbault, mesurant un arpent de largeur sur dix-huit perches de profondeur et bornée comme suit: en front par le chemin public, en profondeur, par le résidu dudit lot No 447, d'un côté par le lot No 446 et de l'autre côté par le lot No 448. »

Pour être vendue en bloc, à la division d'enregistrement de Joliette, au 591 rue Notre-Dame à Joliette, MARDI, SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHRISTIAN ROY.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 24 octobre 1969. 31557-o

in depth, and bounded as follows: on one end by the line road, on the other end by the remainder of the said lots belonging to Viateur Ducharme, on one side by lot No. 449, and on the other side by lot No. 446, with the buildings erected thereon.

To be withdrawn from said lot No. 447 is the part belonging to Victor Guilbault, measuring one arpent in width by eighteen rods in depth, and bounded as follows: in front by the public road, in depth by the remainder of said lot No. 447, on one side by lot No. 446 and on the other side by lot No. 448."

To be sold "en bloc" in the registration division of Joliette at 591 Notre-Dame St., Joliette, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHRISTIAN ROY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, October 24, 1969. 31557

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 767-106. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* HARRY BRUMMER, résidant et domicilié au numéro 6380, Avenue Somerland, en les cité et district de Montréal, défendeur, et LES PLACEMENTS COMPOSÉS INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, mis-en-cause.

« Cette certaine propriété immobilière ayant front sur la rue des Manufacturiers en ladite ville de Montréal, connue et désignée comme étant le lot numéro deux mille sept cent quatre-vingt-quatorze (2,794) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante-huit pieds (48′) de largeur sur cent six pieds et sept pouces (106′ 7″) de profondeur et bornée comme suit: Vers le nord-ouest, par la rue des Manufacturiers, vers le nord-est, par le lot numéro 2,795, vers le sud-est, par le lot numéro 2,791 et vers le sud-ouest, par les lots numéros 2,792 et 2,793.

Avec la bâtisse dessus érigée contenant cinq étages de hauteur et portant le numéro civique 2560, rue des Manufacturiers. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du shérif,
Montréal, ce 27 octobre 1969. 31559-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Cour Supérieure, Montréal, No 767 457. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* EMIL SHEWCHUCK *ET AL*, défendeurs, et HOWARD WHITE *ET AL*, mis en cause.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 767-106. MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally constituted having its principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* HARRY BRUMMER, residing and domiciled at number 6380, Somerland Avenue, in the city and district of Montreal, defendant, and LES PLACEMENTS COMPOSÉS INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business in the city and district of Montreal, mis-en-cause.

"That certain immovable property fronting on Manufacturers Street in the said city of Montreal, known and designated as lot number two thousand seven hundred and ninety-four (2,794) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring forty-eight feet (48′) in width by one hundred and six feet and seven inches (106′ 7″) in depth and bounded as follows: towards the northwest by Manufacturers Street, towards the northeast by lot number 2,795, towards the southeast by lot number 2,791 and towards the southwest by lot numbers 2,792 and 2,793.

With the building thereon erected containing five storeys in height and bearing civic number 2560 Manufacturers Street."

To be sold at the prothonotary's office #129 at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWELFTH day of DECEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 27, 1969. 31559

Superior Court — District of Montreal

Fieri Facias de Terris

Superior Court, Montreal, No. 767 457. MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated and having its principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* EMIL SHEWCHUCK *ET AL*, defendants, and HOWARD WHITE *ET AL*, mis en cause.

« Un emplacement faisant front sur la rue Lapierre dans la cité de LaSalle, constitué par la subdivision numéro quarante et un du lot originaire mille six (1006-41) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine, avec tous ses droits, membres et appartenances et la bâtisse y érigée portant les numéros civiques 2168 et 2170 de la rue Lapierre, duquel le mur nord-ouest est mitoyen.

Sujet à la servitude de vue créée en vertu d'un acte passé devant le notaire soussigné. Sujet aussi, ladite propriété immobilière, à une servitude en faveur de la compagnie Bell Téléphone du Canada Limitée et Hydro-Québec, enregistrée sous le numéro 2072810, et à une servitude en faveur de la Corporation du Gaz naturel, enregistrée sous le numéro 2065801.

Le tout tel qu'il existe présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes qui s'y rattachent et sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'emprunteur. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire chambre # 129 au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 27 octobre 1969. 31560-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal: No 771-615. AUGUSTE LANGELIER, notaire, domicilié et résidant au numéro 12,359, de la rue Notre-Dame est, à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, demandeur, *vs* AUGUSTE LANGELIER, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de Jean-Baptiste Langelier, de Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, défendeur.

« Les lots Nos 199-240, paroisse de Pointe-aux-Trembles, 199-311 à 334, paroisse de Pointe-aux-Trembles, 199-338 à 342, paroisse de Pointe-aux-Trembles, 199-282 à 284, paroisse de Pointe-aux-Trembles, 409-249 et 309, paroisse de Longue-Pointe, 70-170 et 171, paroisse de Pointe-aux-Trembles. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 27 octobre 1969. 31561-o

"An emplacement fronting on Lapierre Street in the city of LaSalle, composed of subdivision number forty-one of original lot one thousand and six (1006-41) on the official cadastre of the parish of Lachine, with all its rights, members and appurtenances and the building thereon erected bearing bearing civic numbers 2168 and 2170 Lapierre Street, whereof the northwesterly wall is mitoyen.

Subject to the servitude of view created under deed executed before the undersigned Notary. Also subject, the said immovable property of a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada Limited and Hydro-Québec registered under number 2072810, and a servitude in favour of the Natural Gas Corporation, registered under number 2065801.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or occult servitudes thereto belonging and without exception or reserve of any kind on the part of the borrower."

To be sold at the office of the prothonotary, at the Old Court House, Room # 129, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 27, 1969. 31560

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal: No. 771-615. AUGUSTE LANGELIER, notary, domiciled and residing at number 12,359 Notre-Dame St. East, Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, plaintiff, *vs* AUGUSTE LANGELIER, in his capacity as testamentary executor of the estate of Jean-Baptiste Langelier, of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, defendant.

"Lots Nos. 199-240, parish of Pointe-aux-Trembles, 199-311 to 334, parish of Pointe-aux-Trembles, 199-338 to 342, parish of Pointe-aux-Trembles, 199-282 to 284, parish of Pointe-aux-Trembles, 409-249 and 309, parish of Longue-Pointe, 70-170 and 171, parish of Pointe-aux-Trembles."

To be sold "en bloc" in the office of the prothonotary, Room # 129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 27, 1969. 31561

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 148-117. LÉON DUCLOS, commerçant de bois, domicilié au Lac Beauport, dans le district de Québec, *vs* LUCIEN GRAVEL, contracteur, domicilié et résidant au 32 de la Côte Pichette, à Château-Richer, dans le district de Québec.

« Un emplacement étant partie du lot deux cent soixante (P. 260) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec, borné comme suit: vers l'ouest au lot numéro deux cent cinquante-huit dudit cadastre, vers l'est à une

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 148-117. LÉON DUCLOS, lumber dealer, domiciled at Lake Beauport, in the district of Québec, *vs* LUCIEN GRAVEL, contractor, domiciled and residing at 32 Côte Pichette, at Château-Richer, in the district of Québec.

"An emplacement being part of lot two hundred and sixty (P. 260) on the official cadastre for the parish of St. Foy, county of Québec, bounded as follows: on the west by lot number two hundred and fifty-eight on the said cadastre,

rue, vers le sud au chemin public et vers le nord à une autre partie du lot deux cent soixante propriété de Armand Desjardins ou représentants, mesurant ledit emplacement cent soixante-dix-huit pieds de front sur ladite rue et allant en rétrécissant vers sa profondeur pour avoir sur sa ligne le séparant du lot deux cent cinquante-huit une largeur de cent quinze pieds par quatre-vingt-six pieds de profondeur et le long du Chemin St-Louis une longueur d'environ cent quinze pieds; le tout plus ou moins mesure anglaise; sans bâtisse. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 3, avenue Chauveau, Québec, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 28 octobre 1969. 31562-o

on the east by a street, on the south by the public road and on the north by another part of lot two hundred and sixty, the property of Armand Desjardins or representatives, measuring, the said emplacement, one hundred and seventy-eight feet in front on the said street and narrowing in depth so that it measures one hundred and fifteen feet in width on the line separating it from lot two hundred and fifty-eight, by a depth of eighty-six feet, and along St. Louis Road a length of approximately one hundred and fifteen feet; the whole more or less, English measure, and without buildings."

To be sold in the Québec registry office, 3 Chauveau Ave., Québec, on the SECOND day of DECEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, October 28, 1969. 31562

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 16,465. LA CAISSE POPULAIRE DE ST-EUSTACHE, société régie par la loi des Caisses d'Épargne et de Crédit, ayant son bureau d'affaires à St-Eustache, district de Terrebonne, demandeur, *vs* ROBERT CHARTRAND, domicilié en la paroisse de St-Eustache, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur Robert Chartrand:

« Le lot cent trente-six de la subdivision du lot originaire numéro quarante-sept (47-136) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, avec toutes les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 120, 2ème Avenue, Grande Côte, paroisse de St-Eustache ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes à Sainte-Scholastique JEUDI, le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent soixante-neuf à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 21 octobre 1969. 31531-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 16,465. LA CAISSE POPULAIRE DE ST-EUSTACHE, a corporation governed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office in St-Eustache, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* ROBERT CHARTRAND, domiciled in the parish of St-Eustache, district of Terrebonne, defendant.

Notice of Sale

The immovable hereinafter designated and in the possession of the defendant, Robert Chartrand:

"Lot one hundred and thirty-six of the subdivision of original lot number forty-seven (47-136) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Eustache, with all the buildings constructed thereon, and bearing civic number 120, 2nd Ave., Grande Côte, parish of St-Eustache".

To be sold in the Registry Office for the county of Two Mountains in Ste-Scholastique, on THURSDAY, the FOURTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and sixty-nine, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, October 21, 1969. 31531

Vente par licitation

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Avis de Licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, et rendu par l'honorable Juge Claude Bisson, le 9 juillet 1969 dans une cause portant le numéro 23654, dans laquelle MAURICE ORESTE PALANCHUCK,

Sale by Licitation

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Notice of Licitation

Notice is given by these presents that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Joliette, in the district of Joliette and rendered by the Honourable Mr. Justice Claude Bisson on July 9, 1969, in the case bearing number 23654, wherein MAURICE ORESTE PALAN-

camionneur, des ville et district de Montréal, est demandeur, et LES HÉRITIERS DE FEUE DOMINICA SEREMACK PALANCHUCK, cette dernière de son vivant de Saint-Calixte, district de Joliette, et DAME ASPAZIA PATRICIA PALANCHUCK, épouse d'Édouard Loiselle, de la ville de Châteauguay, district de Beauharnois, et ledit Édouard Loiselle, de la ville de Châteauguay, pour autoriser son épouse si nécessaire, et DAME PAULINE PALANCHUCK, ès qualité de tutrice de ses enfants mineurs, Francine, Marcel et Michel, et PAULINE PALANCHUCK, épouse de R. Hébert, des ville et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse si nécessaire, et ANDRÉ PALANCHUCK, des ville et district de Montréal, et THEODORE CYMBAL, de la cité de Detroit, État du Michigan, un des États Unis d'Amérique, ès qualité de tuteur de son enfant mineure Evelyn, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« Un emplacement situé à Saint-Calixte, comté de Montcalm, province de Québec, connu et désigné comme étant le numéro treize B du cinquième rang (13B-5R) du canton de Kilkenny, aux plan et livre de renvoi officiels de partie dudit canton borné d'un côté par le lot no 13A, de l'autre côté, par les lots nos 13D et 10C; à un bout du côté nord-ouest par la ligne de division entre le cinquième et le sixième rang dudit canton et à l'autre bout, du côté sud-est, partie par le chemin public et partie par la ligne de division entre le quatrème et le cinquième rang dudit canton.

Avec toutes les bâtisses y érigées et notamment la maison y érigée.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et avec droit de passage sur l'emplacement ci-dessus décrit, pour communiquer du chemin public à la propriété de M. John Sherwinchuck ou représentants, à la place où le chemin se trouve présentement, ce droit étant réservé à Dame Waselena Kalenchuck, veuve de George Ywonissbe ou représentants. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 11 décembre 1969, à onze heures de l'avant-midi, au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm, situé à Saint-Julienne, dans la province de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du protonotaire de la Cour Supérieure; et toute opposition aux fins d'annuler, de garantir les charges ou de distraire à ladite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour, au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication et toute opposition afin de conserver ou de réclamer les deniers provenant de la licitation devra être déposée dans les six (6) jour suivant l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans le délai prescrit par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $500 sera exigible au moment de la mise aux enchères.

Le shérif,
CHRISTIAN ROY.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 21 octobre 1969. 31558

CHUCK, camionneur, of the city and district of Montreal is plaintiff and THE HEIRS OF THE LATE DOMINICA SEREMACK PALANCHUCK, the latter in her lifetime of St-Calixte, district of Joliette, and DAME ASPAZIA PATRICIA PALANCHUCK, wife of Édouard Loiselle, of the town of Châteauguay, district of Beauharnois, and the said Édouard Loiselle, of the town of Châteauguay, to authorize his wife insofar as may be required and DAME PAULINE PALANCHUCK in her quality of tutor to her minor children, Francine, Marcel and Michel, and PAULINE PALANCHUCK, wife of R. Hebert, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife insofar as may be required, and ANDRÉ PALANCHUCK of the city and district of Montreal, and THEODORE CYMBAL, of the city of Detroit, State of Michigan, one of the United States of America in his quality of guardian of his minor child, Evelyn, are defendants, ordering the licitation of the immovable property described as follows:

"An emplacement situated at St. Calixte in the county of Montcalm, province of Québec, known and designated as lot number thirteen B on the fifth range (13B-5R) of the township of Kilkenny on the official plan and book of reference for part of the said township, being bordered on one side by part of lot 13A; on the other side by lots 13D and 10C; on the northwest side by a division line between the fifth and sixth range of the said township; and on the other side, the southeast side, partly by a public road and partly by a division line between the fourth and fifth range of the said township.

With all the buildings thereon erected and notably the house thereon erected;

The whole as it now exists and subject to all active and passive apparent and non-apparent servitudes, with the right of way on the immovable above-described to communicate from the public road to the property of Mr. John Sherwinchuck or his representatives, at the place where the road presently exists and which right is reserved for Dame Waselena Kalenchuck, widow of George Ywonissbe or her representatives."

The above-described immovable property will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the 11th day of December, 1969, at 11:00 o'clock in the forenoon at the registry office for the county of Montcalm situated at Ste. Julienne, province of Québec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve (12) days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any oppostion for payment must be filed within six (6) days after adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of $500 will be required with each bid.

CHRISTIAN ROY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, October 21, 1969. 31558-o

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Ville de Montréal

Avis de correction (A)

City of Montreal

Notice of correction (A)

Compte No / Account No.	No Civique, Rue / Civic No. Street	Cadastre / Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement / Registration division	Nom du propriétaire / Name of proprietor	Montant réclamé / Amount Claimed
141860 50	885 St-Antoine La Gauchetière University	1912 P,1102		Quartier Saint-Antoine	Place Bonaventure Inc.	1,673,998.04
non-cadastré.		P,1101			not registered in the cadastre.	
non-cadastré.		P,1020			not registered in the cadastre.	
non-cadastré.		P,1019A P,1018			not registered in the cadastre.	
Sujet aux conditions d'un bail emphytéotique.					Subject to the conditions of an emphytheotic lease.	

Avis de correction (B)

Notice of correction (B)

140539	sud de 1217 de la Montagne	1522 1522 P1515 1522	P4 P3 P5	Quartier Saint-Antoine	James Scotland Benning	11,589.18
Sujet à une expropriation pour fins de ruelles.					Subject to an expropriation for lanes purposes.	
140652	1242-40 Drummond	1522 1522 1522 1522 1522 1523 1522	9 8 10 11 12 1 7	Quartier Saint-Antoine	James Scotland Benning	28,085.68
Sujet à une expropriation pour fins de ruelles.					Subject to an expropriation for lanes purposes.	
141523	456 Pine Ave. O. 3682-86 Durocher	1861 1860	 P,-ZZ	Quartier Saint-Antoine	Mme-Mrs. Émile Asselin	11,467.00
Sujet aux servitudes décrites dans l'acte enregistré sous le no 1958519.					Subject to the servitudes described in the deed registered under no. 1958519.	
261668 280013	1446 St-Marc 4315 Ave. de l'Esplanade	1654 490 491	P,-74-59 2 2	Quartier Saint-Antoine Village incorporé de Saint-Jean-Baptiste	Theodor J. Samets Mme-Mrs. Steven Sakellaropoulos	1,433.02 196.04
Sujet aux servitudes décrites dans l'acte enregistré sous le no 1940459.					Subject to the servitudes described in the deed registered under no. 1940459.	
430016 40 502298	Ptie 5701 Place Turcot 507-501 Ave. Duluth Est	3604 3603 15 15 15 15 15 15	P,-2 P,-6 P,-97 104-97 P,-96 104-96 P,95 104-95	Municipalité de la Paroisse de Montréal Village incorporé de Saint-Jean-Baptiste	Michael Lawrence Henri Perron *et al*	1,792.31 556.80
695309 56	9740 Papineau	186	295-1	Paroisse du Sault-au-Récollet	Gaston Noël *et al*	6,931.27
695309 63	9700 Papineau	186	295-2	Paroisse du Sault-au-Récollet	Gaston Noël *et al*	4,962.85
Sujet aux servitudes décrites dans l'acte enregistré sous le no 2134135.					Subject to the servitudes described in the deed registered under no. 2134135.	
899708 50	12000 Boul. Henri Bourassa E.	P,35 33 33 33 33 33	 76 75 74 73 P,-72	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Belmont Food Service Incl	3884.04

31565-o

31565-o

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

ASPIRANTS À L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE — CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié
Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Alsop, Janet-E.	17	5745, boulevard Plamondon, Ville Brossard.	Trafalgar School for Girls.
Baxter, Richard	20	225, rue Lagacé, Dorval, Mtl 780.	High School of Montreal.
Bousquet, Raynald	18	1395 est, avenue Sauvé, Mtl 359.	Mont-St-Louis.
Boutin, Gérald	25	1140, rue Landry, app. 2, Ste-Foy, Québec 10.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Busque, Gaétan	22	Saint-Théophile, comté de Beauce.	Académie de Québec.
Crosby, Donald-G.-J.	20	986, avenue Papineau, Longueuil.	LeMoyne High School.
Demers, Laurent	21	St-Benoît de La Corne, comté d'Abitibi.	Collège d'Amos.
Dubois, Michel	20	St-Antoine-de-Tilly, comté de Lotbinière.	Académie de Québec.
Duchesne, Benoît	24	108, rue St-Étienne, La Malbaie, comté de Charlevoix.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Éthier, Georges	22	388, rue Ste-Marianne, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.	Faculté d'Agriculture, Université McGill.
Gaudette, Claude	27	1074, avenue La Loire, app. 2, Ste-Foy, Québec 10.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Gingras, Gaétan	21	675, route 2, Neuville, comté de Portneuf.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Girard, Yvan	24	Laterrière	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Higgins, Michel	23	21, Route du Vallon, app. 8, St-Romuald, comté de Lévis.	Collège Universitaire Garneau.
Lalonde, Charles	19	Vankleek Hill, Ontario	Petit Séminaire d'Ottawa.
Laroeque, Graham	18	Glen Sutton, comté de Brôme	Sutton High School.
Lohé, Jean-Yves	16	Sherrington, comté de Napierville.	Régionale Lignery.
Malo, Gilles	19	Ange-Gardien, comté de Rouville.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Marcoux, Gilles	22	2208, rue Desroches, Québec 3	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Masson, Jean-R.	25	Maskinongé	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
McWilliams, Allen-H.	21	7772, rue Georges, app. 305, Ville La Salle, Montréal 690.	Sir George Williams High School.
Michaud, Louis	24	2051, 8e Avenue, Port-Alfred	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Paquette, Daniel	20	266, rue Principale Ouest, Farnham.	Séminaire de St-Jean.
Pelletier, Richard	21	35, rue Industrielle, St-Apollinaire, comté de Lotbinière.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Perras, Jean-Guy	30	966½, rue Pie XII, Beauport, Québec 5.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Poliquin, Jacques	30	73 ouest, rue Des Bouleaux, Québec 3.	Séminaire de Joliette.
Rioux, Jacques-André	20	St-Simon, comté de Rimouski	CEGEP de Rimouski.
Robillard, Serge	22	13, rue Joliette, Lanoraie	Collège de l'Assomption.
Rosewell, Kenneth-T.	20	105, avenue Beechnut, Pointe Claire, Montréal 720.	Faculté d'Agriculture, Université McGill.
Simard, Robert	24	411, rue St-Georges, St-Jérôme, comté de Terrebonne.	Faculté d'Agriculture, Université Laval.
Sauvé, Marcel	22	32, rue St-Joseph, Saint-Timothée, comté de Beauharnois.	Institut de Technologie Agricole de St-Hyacinthe.
Stewart, William-R.	17	R.R. 2, Athelstan, Québec	Châteauguay Valley Regional High School.
Tremblay, Gaétan	23	Saint-Honoré, comté de Dubuc	Faculté d'Agriculture, Université Laval.

Montréal 357, le 28 octobre 1969 — Montreal 357, October 28, 1969.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEAU, AGRONOME,
31554-44-2-o *Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.*

INDEX No 44

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

2026 — Robe, province (*Erratum*) 6054
2026 — Dress, Province (*Erratum*) 6054
2850 — Impôt sur les corporations, plans de participation des employés aux bénéfices, les plans de prestation supplémentaire de chômage, les plans différés de participation aux bénéfices et la Loi de l'impôt sur les corporations 6045

ARRÊTÉS en Conseil (*suite*) — ***ORDERS in Council*** (*continued*)

2850 — Corporation Tax Act, and employees profit sharing plans, supplementary unemployment benefit plans, deferred profit sharing plans 6045
2993 — Coiffeurs, Terrebonne *et al* 6054
2993 — Hairdressers, Terrebonne *et al* 6054
2994 — Coiffeurs pour hommes, Montréal 6058
2994 — Hairdressers (Men's), Montreal 6058
2997 — Automobile, Canton de l'Est 6058
2997 — Automobile, Eastern Townships 6058
3088 — Gant de cuir, Province 6058
3088 — Leather glove, Province 6058
3090 — Impôt sur la vente en détail et les compagnies minières 6061
3090 — Retail Sales Tax Act and mining companies 6061
3098 — Soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans le comté de Témiscamingue 6047
3098 — Withdrawal from staking of certain lands situated in the county of Témiscamingue 6047

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Saint-John Fisher, paroisse – parish (*Ch. limits*) 6071
Saint-Véronica, paroisse – parish (*Ch. limits*) 6071

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Borodajkewycz, Bohdan Mychajlo (*Dem.– Appl.*) 6070
Crasensky, Leonard (*Dem.– Appl.*) 6069
Groshinsky, Gerald (*Dem.– Appl.*) 6070
Kong, Ki Chiu (*Dem.– Appl.*) 6071
Kruk, Stanislaw (*Dem.– Appl.*) 6070
Ozupis, Alphonse Kasparas (*Dem.– Appl.*) 6069
Schachter, Harold (*Dem.– Appl.*) 6070
Szick, Louis *et al* (*Dem.– Appl.*) 6070

Bills — ***Bills***

Sanctioned 6069
Sanctionnés 6069

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and Credit Unions***

Verdun Community Credit Union (*Nom —Name ch.*) 6068

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires — ***Notices relative to the Act of Licensed to do Business***

Precise Data Services Ltd. 6068

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

American Plastering Inc. 6076
Acandia Aluminum Ltd. 6075
Ameublement Thetford inc. 6076
Capital Acceptance Corporation 6075
Centre Médical Sherbrooke limitée 6073
Compagnie du Théâtre de l'Escale inc. (La) 6075
Copperfield Company Ltd. 6073
Crescent Produce Co. 6073
Cresswell-Anderson Limited 6073
Deveault Auto Parts & Service Ltd. 6073
Dumain ltée 6075
Embassy Enterprises Inc. 6074
Greater Montreal Real Estate Co. Ltd. 6076
H.D. Construction ltée 6073
Knit Goods (1965) Ltd. 6074
Mueller Industries Limited 6076
Productions de l'Escale inc. (Les) 6077
Ramapti inc. 6076
Sherbrooke Medical Center Limited 6073
Simard Radio & Television Ltd. 6074
Styval Realty Corp. 6074
Taverne Claire Fontaine inc. 6074
Thetford Furniture Inc. 6076
Tudor Investment Co. Ltd. 6074
Wilmor Industries Ltd. 6075
York Construction Inc. 6075

Divers — ***Miscellaneous***

Auto-Neige Toundra inc. (*Dir.*) 6078
Casgrain & Charbonneau ltée (*Dir.*) 6077
Coaticook Harmony (*By-laws*) 6077
Cookshire Woollen Mills Ltd. (*Dir.*) 6078
Cycle Ranch Inc. (The) (*Dir.*) 6078
Dow Brewery Foundation (*Dir.*) 6078
Fondation de la Brasserie Dow (La) (*Dir.*) 6078
Harmonie de Coaticook (*Règl.*) 6077
Hudson Yacht Club Inc. (The) (*Règl.– By-laws*) 6078
Iles Saint-Jean Compagnie limitée (Les) (*Dir.*) 6077
Mead & Cie limitée (*Dir.*) 6079
Mead & Co. Limited (*Dir.*) 6079
Metrolitho Inc. (*Dir.*) 6077
Mon-Tex Mills Ltd. (*Dir.*) 6078
Pavillon St-Charles de Limoilou (*Règl.– By-laws*) 6077
Service des Loisirs St-Clément (Montréal) (*Règl.–By-laws*) 6078
Telbec inc. (*Dir.*) 6078
Tundra Snowmobile Inc. (*Dir.*) 6078

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Action Markets Inc. 6012
Autos-Neige Nor-Way, limitée 6016
Agence de Voyage Jonica ltée (L') 6010
Allan Electric (Québec) Ltd. 5988
André Radio Stéréo limitée 5988
Apollo Office & Stationery Supplies Inc. 5989
Aquarius Creative Boutique Inc. 5989
Association Chasse & Pêche Armstrong inc. 5989

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Association des Marchands d'automobiles Richelieu inc. (L') 5990
Atlas Électro Mécanique ltée 5990

Bemor Enterprises Inc. 6002
Ben-A-Ke Industries Inc. 5990
Bergeron (Eugène) inc. 5991
Bifor Métal ltée 5991
Binette (Eugène) Cie ltée 5991
Binette (Eugène) Co. Ltd. 5991
Boucherie La Ronde inc. 5992
Boulé (André) inc. 5992
Bourret (Marc) inc. 5992
Boutique des Créations de l'Heure inc. 5993
Boutique Pour-Toi inc 5993
Breger Enterprises Ltd. 5993

C I R Combustion & Systems Ltd. 5994
C I R Combustion et Systèmes ltée ... 5994
Canadan Furniture Co. Ltd 5994
Cardeau Inc. 5994
Champlain Steel Fabricators Ltd. 5995
Cie de Gestion Robert Rousseau inc. .. 5995
Ciné — Ro inc. 5995
Cipal inc. 5996
Club de Chasse et Pêche Etchemin inc. 5996
Club de Golf et Autos Neige Dorchester inc. 5996
Club de Tir Tête des Pins inc. (Le) ... 5997
Club Optimiste de Delson, St-Constant, Ste-Catherine inc. 5997
Club Touristique de Montréal inc. 5997
Compagnie de Pâte à Papier Mohawk ltée (La) 6013
Courchesne & Perreault inc 5998
Coutlée (H. P.) & Fils ltée 5998
Cyr (Fernand H.) Assurances inc. 5998

D.B.L.C. Construction Inc. 5999
Diffusion et Promotion d'Informations (D.P.I.) inc. 5999
Dimension Consultants Ltd. 5999
Distributeurs Egret (Québec) limitée (Les) 6000
Duhamont inc. 6000

Egret Distributions (Québec) Limited . 6000
Elite Photo Studio & Camera Shops Ltd. 6000
Endora Mart Inc. 6001
Entreprises Baroma incorporéd (Les) .. 6001
Entreprises Belle Vie inc. (Les) 6001
Entreprises Bemor inc. (Les) 6002
Entreprises Clément et René inc. (Les). 6002
Entreprises Leclerc ltée (Les) 6002
Équipements Magenta inc. (Les) 6003

Fabricants d'acier Champlain ltée (Les) 5995
Ferme Riquier inc. 6003
Ferron (André) inc. 6003
Fort St-Louis Construction inc. 6004
Fournitures de Bureau et Papeterie Apollon inc. 5989
Franco-London Films International Ltd. 6004

G.T.S. Électrique ltée 6004
Geoma inc. 6005
Gondola Consultants & Management Corp. 6005
Groupe 5 inc. 6005
Gubbio Enterprises Inc. 6006
Gunar Offset Plates Inc. 6006

Habitat-Design Inc. 6006
Habitat Rimouski inc. 6007
Hardwood Products Export Company Inc. 6023
Henri Bar-B-Q inc. 6007
Houle (Guy) ltée 6007

Igep inc. 6008
Immeubles de Norvège inc. (Les) 6008
Infinco inc. 6008
Intercoastal Properties Ltd 6008
Interdesign Inc. 6009
Investissements Todoro inc (Les) 6009
Italcanada Hotel Equipment Inc. 6009

Jonica Travel Agency Ltd. 6010
Joyelle Inc. 6010

Labelle (Jean-Paul) inc. 6010
Laiterie Senneterre inc. 6011
Loisirs du Lac Créve-Faim inc. (Les) .. 6011
Lyons Enterprises (Québec) Corp. 6011

Magan Inc. 6012
Magenta Equipment Inc. 6003
Marchés Action inc. 6012
McKenna (Paul) inc. 6012
Micro-Doc inc. 6013
Mines NQN limitée (Les) 6015
Mobile Service & Construction Ltd. ... 6013
Mobile Service & Construction ltée. ... 6013
Mohawk Pulp Ltd. 6013
Mon Logis D.H. inc. 6014
Montar Construction Inc. 6014
Montchadoy inc. 6015
Motel Malo inc. 6015

NQN Mines Limited 6015
Noël Léo Products Inc. 6017
Nor-Way Snowmobiles Limited 6016

P.A.L. Music Corp. Ltd. 6016
Pinard Auto inc. 6016
Placements Rolap inc. (Les) 6017
Pouliot Pièces et Service inc. 6017
Produits Forestiers Gérard Dubé inc. (Les) 6017
Produits Léo Noël inc. (Les) 6017
Propriétaires de chalet Pointe Wilson inc. (Les) 6018
Provisions Notre-Dame inc. 6018
Pyramidum inc. 6018

Ray-Dave Meats Inc. 6019
Raymac Mining Limited 6019
Rogent Novelty Ltd. 6020
René Carpet Ltd. 6020
Rénovation Alouette inc. 6020
Restaurant Miramat ltée 6021
Restaurant 9400 inc. 6030
Ridgewood Metal Products Ltd. 6021
Robert Iron Works Inc. 6021
Rousseau (Robert) Holding Company Inc. 5995
Rusty Fashions Inc. 6021
Rusty Staub Inc. 6025

Secrétariat Médical Sept-Iles inc. 6022
Service des Loisirs de Sainte-Thècle inc. (Le) 6022
Service Écono ltée 6022
Silhouette Health Studio of St. Lambert Ltd. 6026
Skarf Fur Trimmings Ltd. 6023
Société de Coupage et Démolition de Navire – Socodena – ltée 6023
Société d'Exportation des Produits de Bois Dur inc. (La) 6023

Société de Yoga du Québec (EVL) ltée (La) 6024

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Société G.H.P. inc. (La) ... 6024
Sorel-Tracy Électrique inc. ... 6024
Source Eds (Québec) Ltd. ... 6025
Studio de Santé Laurentien inc. ... 6025
Studio de Santé Silhouette de St-Lambert ltée ... 6026
Studio Georges inc. ... 6026
Super Marché Laplante inc. ... 6026
Systel inc. ... 6027

Tapis René ltée ... 6020
Todoro Investments Inc. ... 6009
Tootique Inc. ... 6027
Tournoi International de Hockey Juvénile inc. ... 6028
Trois-Rivières Chevrolet (1969) limitée. 6028
Trudelle Sport inc. ... 6028
Turgeon (Roger) inc. ... 6029

Unirex Investments Ltd. ... 6029

Varin & Associés inc. ... 6029
Vendome Metal Works Inc. ... 6029
Village du Bas-Canada inc. ... 6030

Yoga Society of Québec (EVL) Ltd. (The) ... 6024
1172 St. Catherine E. Restaurant Inc. ... 6030
9400 Restaurant Inc. ... 6030

Sièges sociaux *Head Offices*

Agents de réclamations de l'Est (Montréal) ltée ... 6079
Armour and Company ... 6083

Brooks Chemicals, Inc. ... 6083
Cadillac Petroleum (1966) Ltd. ... 6079
Cadillac Petroleum (1966) ltée ... 6079
Canadian Paper & Twine Co. Ltd. (The) 6079
Carlisle Realty Company, Inc. ... 6083

D.G. Auto inc. ... 6083
Dagenais Super Marché inc. ... 6085
Denny's Restaurants, Inc. ... 6083
Doublas Guardian Warehouse Corporation ... 6083

Eastern Claims Adjusters (Montreal) Ltd. ... 6079
Eastern Products Corporation ... 6083
Éditions Gito inc. (Les) ... 6084
Elmec Ltd. ... 6085
Elmec ltée ... 6085
Emery Air Freight Corporation ... 6083

Frankel Enterprises Ltd. ... 6079

Gamaray Electronique inc. ... 6080
General Date Corporation ... 6083
Gito Publishing inc. ... 6084
Glenmira Investments Ltd ... 6080
Gobeil Transport inc. ... 6080
Greyhound Lines, Inc. ... 6083

Harding Carpets (Québec) Limited ... 6080
Heca Investments ... 6080
Hollingsworth Service Company, Ltd. . 6083
Hunting's Dairy Limited ... 6081

Importations Ste-Hélène inc. (Les) ... 6084

Laiterie Leclerc (Sherbrooke) Ltée ... 6086
Langvar Corp. ... 6081
Layne & Bowler, Inc. ... 6083
Limocolor Inc. ... 6085

Mackay Morin Maynard Factum Inc. . 6084
Mancleave Corporation ... 6081
Manella Holdings Ltd ... 6081
Man-Sam Ltd ... 6082
Maple Grove Island Corp. ... 6081
Metropole Delivery Services Inc. ... 6082
Montreal Ship Repairs Limited ... 6082

New System Towel Supply Co. Ltd. ... 6082

Olinkraft, Inc. ... 6083

P. M. I. Corporation ... 6083
Photo-Film (Montréal) ltée ... 6085
Placements Gérard Marquis inc. (Les). 6083
Placements Orcal inc. (Les) ... 6084

Quality Courts Motels, Inc. ... 6083
Québec Health Insurance Board ... 6085

Ransburg Electro-Coating Corp. ... 6083
Régie de l'assurance-maladie du Québec 6085

Services de Livraison Métropole inc. (Les) ... 6082

Tapis Harding (Québec) limitée (Les). 6080
Thibodeau (Pierre) Transport inc. ... 6084

Union Switch & Signal Construction Company ... 6083

Ventron Instruments Corp. ... 6083

Wabco, Inc. ... 6083

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*

Catholic School Board of Sherbrooke. . . 6072
Commission des Écoles Catholiques de Sherbrooke ... 6072
Compagnie Trust Royal *et al* ... 6071
Concordia City Properties Ltd. ... 6071
Perreault Gordon, Dame Georgette. . . . 6072
Propriétés Cité Concordia ltée (Les) . . . 6071
Royal Trust Company *et al* ... 6071
Trust General du Canada ... 6072

EXAMEN *EXAMINATION*
des Agronomes *Agronomists*

Province, (*Étude-Study*) ... 6113

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Beauport, (*Dem.– Appl.*) ... 6089
Bellefeuille (*Dem.– Appl.*) ... 6089
Jean Rivard (*Dem.– Appl.*) ... 6089
La Mitis (*Dem.– Appl.*) ... 6089
Lévis Sauvé (*Dem.– Appl.*) ... 6088
Secteur-Amqui (*Dem.– Appl.*) ... 6089
Trois-Saumons (*Dem.– Appl.*) ... 6088

Industrie *Industry*
et Commerce *and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages ... 6086
Shell fishing notice ... 6086

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Ancienne Lorette, par. ... 6031
Lévis, ville-town (Quartier St-Laurent Ward) ... 6031
Montréal, cité-city (Quartier St-Laurent Ward) ... 6031
Montréal, par. ... 6031
Québec, cité-city (Quartier Montcalm Ward) ... 6032

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***
Cadastre: — *Cadastre:*
(*suite*) — (*continued*)
St-Antoine de Longueuil, par. 6032
St-Dunstan du Lac Beauport, par. 6032
St-Georges, par. 6032

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***
Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*
Alimentation, détail, Québec (*Prél.*).... 6066
Flat glass, Montreal (*Levy*) 6064
Food, retail, Québec (*Levy*) 6066
Photographes, Trois-Rivières (*Prél.*)... 6062
Photographers, Trois-Rivières (*Levy*)... 6062
Verre plat, Montréal (*Prél.*) 6064

NOMINATION — ***APPOINTMENT***
Divers 6086
Miscellaneous 6086

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***
Lands Titles Act in certains electoral district to a part of the township of Douglas, electoral district of Gaspé-South (*Application of the Act*)..... 6087
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de Douglas, district électoral de Gaspé-Sud (*Application de la Loi*)..... 6087

SOUMISSIONS — ***TENDERS***
Anjou, ville – town 6090
Beauharnois, cité – city 6101
Cap-de-la-Madeleine, cité – city 6095
Lemoyne, ville – town 6097
Montmagny, cité – city 6091
Orsainville, ville – town 6099
Pierrefonds, cité – city 6102
Saint-Calixte, c.s.– s.c. 6092
Sorel, cité – city 6094

VENTES — ***SALES***
Effets non-réclamés — ***Unclaimed Goods***
Canadian National Railway Company. 6104
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada 6104

Licitation — ***Licitation***
Palanchuck *vs* Héritiers-Heirs Dominica Séremack 6110

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***
Chicoutimi — ***Chicoutimi***
Caisse populaire de Kénogami (La) *vs* Forteresse Ouvrière (La) 6104
Family Finance (1964) Corporation *vs* Simard 6105

Hauterive — ***Hauterive***
Chute aux Outardes, c.s.– s.c. *vs* Auclair 6106

Hull — ***Hull***
Sincennes *vs* Héritiers-Heirs Wilfrid Rogers 6107

Joliette — ***Joliette***
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Guilbault-Desroches 6107
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Guilbault-Desroches 6107

Montréal — ***Montreal***
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Brummer *et al* 6108
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Shewchuk *et al* 6108
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Brummer *et al*..... 6108
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Shewchuk *et al*..... 6108
Langelier *vs* Langelier 6109

Québec — ***Québec***
Duclos *vs* Gravel 6109

Terrebonne — ***Terrebonne***
Caisse populaire de St-Eustache (La) *vs* Chartrand 6110

Taxes — ***Taxes***
Gatineau, ville – town 6044
Hull, cité – city 6032
Montréal, cité – city (*Correction*) 6112
Terrebonne, ville – town 6044

IMPRIMÉ AU CANADA PRINTED IN CANADA